

idées

MAGHREB

Loi religieuse
et lois civiles

par ANDRÉ ADAM (*)

La sociologie, plus encore que la théologie, relève une différence majeure entre l'islam et le christianisme. La révélation contenue dans les Évangiles présente des dogmes et une morale : elle s'impose pas, comme la révélation mosaïque, une législation. Partageant les mêmes croyances, soumis à la même éthique, les pays chrétiens pratiquaient, même au temps où la religion informait étroitement la vie civile et où le système était inconnu, des systèmes juridiques très différents, leur seul point commun étant, bien entendu, de ne pas contredire la morale chrétienne.

L'islam, plus proche sur ce point du judaïsme que du christianisme, comporte une législation, le *chari'*, considérée comme révélée et qui s'impose comme telle à la totalité des croyants dans le monde. Non qu'elle figure telle quelle, intégralement, dans le Coran. Bien que le livre descende sur certains points jusqu'au détail, l'ensemble de la *chari'* a été élaboré, dans les premiers temps de l'islam, à partir des données du Coran, certes, mais aussi de la somme de la tradition, c'est-à-dire l'ensemble des paroles du prophète, rapportées par ses compagnons et même de la coutume de Médine. Cet immense travail n'a d'ailleurs pas abouti à un système unique, puisqu'un musulman peut être orthodoxe en suivant l'un quelconque des quatre « rites » (on devrait plutôt dire « écoles juridiques ») appelés, du nom de leur fondateur, malikite, hanafite, chaféite et hanbalite.

Assez vite, cependant, l'unité juridique du monde musulman s'est trouvée brisée, comme et sans doute, à la suite de son unité politique. D'abord, parce que bien des peuples, convertis à l'islam, mais non ou mal soumis à l'autorité étatique, ont conservé leurs anciennes coutumes. C'est le cas des Berbères, bien connus en France, parce que leur droit coutumier se fait parler de lui dans notre histoire coloniale, mais c'est le cas de bien d'autres régions musulmanes, l'Indonésie par exemple, ou de maints peuples islamisés d'Afrique noire. Autre source d'atténuation à l'universalité de la loi musulmane, l'évolution des peuples, de leurs conditions de vie et de leurs besoins. Pour faire face à ces changements et à cette diversité, les souverains durent légiférer. La *chari'*, jugée unique, refusa d'appliquer ce qui n'était point la loi révélée. Il fallut en charger d'autres juges : ce furent en général des fonctionnaires d'autorité, gouverneurs des villes et des tribus, déjà nantis du droit de punir, qui semblaient inséparables du pouvoir de gouverner.

L'entrée des pays musulmans dans l'ère industrielle, que ce fût avec ou sans la colonisation, posa de nouveaux et plus difficiles problèmes. La solution radicale de Kemal Ataturk, qui légifera la Turquie en copiant — ou à peu près — le code civil suisse, fit scandale, à l'époque, dans les pays arabes. Mais tous, depuis, — sauf l'Arabie Saoudite, restée à une sorte que nous dirions « intégriste » et qui rejette tout ce qui n'est pas antérieur au calife Omar, le deuxième successeur de Mahomet — ont élaboré des codes civils ou des codes de statut personnel qui forment des compromis variables entre la loi traditionnelle et les exigences de la société moderne. La Maghreb a connu la même évolution, qui fait l'objet d'un livre récemment paru, *Statut personnel et famille au Maghreb de 1940 à nos jours* (1). L'auteur, le Père Bormann, a appartenu à cette équipe de Pères blancs qui anime à Tunis l'Institut des belles lettres arabes et la revue *Alba*, autour du Père Demersmann, et à laquelle les sciences humaines au Maghreb doivent tant. Il enseigne actuellement à Rome, à l'Institut pontifical d'études arabes.

Livre de juriste ou livre de sociologue ? Livre d'orientaliste d'abord, au meilleur sens du mot, car il s'appuie sur une solide connaissance de la langue arabe, aussi bien littéraire que populaire, et de l'histoire des mouvements de pensée qu'il s'efforce d'insérer profondément dans le Maghreb, ont pris naissance en Europe. La part du droit est évidemment considérable puisque le « statut personnel » — de par le titre même — représente une bonne moitié des objectifs de l'auteur. La *chari'* a tenu trop de place dans l'islam depuis ses origines pour qu'il soit possible d'aborder les problèmes de la famille, en quelque pays musulman que ce soit, sans des références constantes à la loi. Sur ce terrain, le lecteur sera comblé. Non seulement les textes sont étudiés et analysés avec précision, mais rien n'est omis de ce qui peut en être mieux compris, la portée véritable : discussions préalables, contextes sociaux, motifs des législations, interprétations diverses, commentaires des doctes, accueil du public, jurisprudence, etc.

S'il n'est pas possible de comprendre la famille sans la loi qui la régit, la loi ne rend pas compte de la réalité familiale dans sa totalité. Ici se place le seul d'intervention du sociologue. Mais celui-ci peut s'opérer de diverses façons.

Les trois pays que recouvre le terme de Maghreb : Maroc, Algérie, Tunisie, ont en commun, dans le domaine qui nous occupe, beaucoup de choses essentielles, ne serait-ce que d'avoir reçu la loi musulmane et d'avoir subi la colonisation française. Mais, sur ces terrains mêmes, que de différences ! La rite malikite régnait seul au Maroc, alors que la hanafite était représentée en Tunisie et en Algérie ; une minorité ibadite existe dans les deux pays où l'Est, non au Maroc ; la coutume berbère a disparu depuis longtemps en Tunisie mais a régi jusqu'à nos jours de nombreuses populations algériennes et marocaines ; les Français ont débarqué à Alger en 1830 mais n'ont occupé certaines provinces marocaines que cent ans après ; la France disposait d'une souveraineté théorique absolue en Algérie non dans les protectorats ; ne pouvant avoir de légitimité sur le plan religieux, la puissance coloniale y exerçait une action conservatrice, plus encore en Algérie où elle était seule que dans les protectorats où un souverain pouvait avoir quelque initiative sur ce terrain ; inutile d'insister sur les conditions très différentes dans lesquelles s'est accomplie la décolonisation.

La Tunisie a adopté la législation la plus résolument moderne et la plus révolutionnaire par rapport à la loi traditionnelle : on sait qu'elle est allée, par exemple, jusqu'à tondre la polygamie en délit et à supprimer la répudiation unilatérale. Le Maroc, tout en s'inspirant des mêmes tendances, a été beaucoup plus prudent, devant tout ce qui pouvait apparaître en contradiction formelle avec la *chari'*. Le caractère religieux de la monarchie marocaine explique ce décalage : une opinion conservatrice existe dans les deux pays, mais les responsables marocains ne voulaient pas courir le risque de se l'aliéner, tandis que les dirigeants tunisiens appuyés sur un parti tout-puissant, avaient peu à craindre de ce côté.

En Algérie, la difficulté d'élaborer un code de statut personnel reflète les ambiguïtés de la longue lutte pour la libération, où les valeurs de l'islam apparaissaient comme le fondement et la garantie de l'authenticité nationale, tandis que les valeurs révolutionnaires promettaient la fin de servitudes qui n'avaient pas toutes leurs racines dans le passé colonial. S'il y a une leçon de sociologie à tirer de la belle étude du P. Bormann, c'est bien que les élites jouent un rôle décisif, sinon dans la chute des valeurs d'une société, du moins dans leur fixation juridique.

(*) Professeur à l'université Paris-V.

(1) Maurice Bormann, *Statut personnel et famille au Maghreb de 1940 à nos jours*, Paris-La Haye, Mouton, éd., 1977, 708 pages, nombreuses bibliographies, quatre index.

UN ENTRETIEN AVEC HAIM ZAFRANI

Juifs et Arabes : identité et culture

Non seulement Juifs et Arabes ont longtemps vécu dans une coexistence fructueuse, mais ils ont participé à la même civilisation. Le conflit qui les oppose aujourd'hui trouve son origine dans l'histoire récente de l'Occident. Un Israélite marocain, Haim Zafrani,

a entrepris depuis une vingtaine d'années de retrouver ces lieux d'entente et d'échange à l'intérieur d'une même sphère culturelle où les différences non seulement se respectaient mutuellement mais s'échangeaient.

Haim Zafrani, cinquante-cinq ans, pro-

fesseur titulaire de chaire à l'université Paris-VIII où il dirige le département de langue hébraïque et de civilisation juive, nous dit, dans cet entretien, la qualité, la variété et l'importance de ces aspects et échanges entre les deux communautés dans le temps et l'espace maghrébins.

Comment les deux communautés pourrissent-elles alors cette symbiose ?

— Avec la « décadence », il y a eu quelque chose qui a continué malgré tout, c'était la littérature orale qui était très populaire. Il y avait là un paysage culturel commun, ce qui permettait une communication importante entre les masses, à travers la poésie populaire, le chant de circonstance (en arabe, en berbère et même en castillan, pour les expulsés d'Espagne). Il y a un syncrétisme religieux qui se traduit par des croyances populaires.

Comment la pensée juive maghrébine est-elle considérée aujourd'hui par les Juifs des autres pays ?

— Non seulement elle est absolument ignorée, décriée, voire méprisée par la communauté juive d'origine européenne ou ashkénaze, mais ce qui est pire encore, elle a été l'objet d'une auto-censure ou d'une autodestruction de la part des intellectuels eux-mêmes, c'est-à-dire les Juifs orientaux.

On assiste maintenant à l'éveil d'une conscience orientale et séparée : cela du fait que cette communauté a compris qu'elle appartient à une catégorie ethnique et à un paysage culturel différents.

Les Juifs, courtiers de la civilisation islamique

On cite comme exemple de figure de « pèlerin du monde judéo-arabe » le savant juif cordouan Maimonide, qui a vécu au douzième siècle en Occident et en Orient musulman (Cordoue, Fès, Fostat-le Vieux-Caire).

Maimonide (2) était le produit d'une société, d'une civilisation et d'une culture symbiotiques. On sait qu'avec lui le judaïsme a pu puiser dans la civilisation arabo-islamique ambivalente tout en préservant son identité. Ses maîtres arabes lui apprirent l'histoire naturelle, la médecine et la philosophie. Juifs et Arabes avaient les mêmes maîtres : les philosophes Al Ghazali et Al Farabi.

À cette époque, les échanges culturels se faisaient plus facilement. En même temps qu'on échangeait des marchandises, on échangeait des idées. Les Juifs étaient les courtiers de cette civilisation. Ils avaient une connaissance parfaite des langues hébraïque, arabe et romanes (l'espagnol, le provençal et l'italien). C'est par leur intermédiaire que s'exerça l'influence de la civilisation arabo-islamique sur le judaïsme, de la science et de la culture médiévales qui étaient à ce moment-là à leur apogée en terre d'islam. C'est par leur truchement qu'a pénétré en Europe chrétienne la production intellectuelle de l'époque.

La coexistence entre les

deux communautés n'a-t-elle jamais connu de crise ?

— Cette coexistence était pacifique et fructueuse, sauf en des périodes de passion et de violence qui marquaient les interventions des sultans musulmans dans les affaires juives, les expulsions de palais, les grands bouleversements dynastiques. Au cours de ces crises cycliques, on assistait généralement à des massacres, à des pillages dont les victimes se comptaient parmi les populations innocentes, musulmanes ou non. Les Juifs payaient un tribut plus lourd ; ils se voyaient en outre contraints à la conversion ou à l'exil quand les troubles politiques se compliquaient de guerre de religion, comme ce fut le cas à l'avènement des Almohades.

Est-ce qu'il y avait des conversions ?

Il était beaucoup plus facile, disons moins dangereux, à un Juif de se convertir à l'islam, même par contrainte, qu'à un musulman, en raison de la peine de mort qui punissait l'apostasie. Ces conversions avaient pour base la communion des idées surtout en matière philosophique. On peut citer le cas d'Awrad Az-Zamzam al-Baghadi. Aux Indes même, des savants musulmans ont édité l'œuvre principale de ce penseur juif du douzième siècle. Après sa conversion à l'islam, à un âge avancé, il fut considéré comme l'un des cinq plus grands philosophes musulmans de tous les temps.

Un haut degré de tolérance

En quel l'islam a-t-il favorisé l'émergence de la nouvelle société juive ?

— Les Juifs étaient, avant l'avènement de l'islam, des fermiers ou des artisans. Avec la révolution bourgeoise du monde islamique (huitième siècle), ils s'insèrent dans des situations dominantes dans l'industrie, les affaires publiques, les professions libérales. Cette transformation a été possible grâce à l'ouverture que présentait l'islam en tant que culture et qui offrait aux Juifs un statut somme toute assez libéral.

Il faut comprendre : la religion dominante était l'islam, les chrétiens et les Juifs connaissaient la condition de « dhimmi » (statut accordé aux gens du Livre) ; les Juifs étaient sous la protection de la religion dominante. Degré d'autonomie interne et un haut degré de tolérance religieuse.

Quelle langue parlaient les Juifs ?

— La langue arabe dominait. Elle est moins attachée à la religion que ne l'était le latin à l'Église. Les Juifs y ont vu une invitation à adopter cette langue, qui est quand même une langue sémitique. Donc les Juifs ont tout de suite abandonné la langue du Talmud, l'araméen. Il lui ont substitué immédiatement l'arabe.

L'exode vers Israël : l'exploitation d'une crainte

Qu'est-ce qui vous a poussé à consacrer plusieurs années de votre vie à l'étude de la vie intellectuelle des Juifs au Maroc ?

— Mes premières enquêtes ont eu lieu à la veille de l'émigration des communautés juives bimillénaires, celles berbérophones de l'Atlas ou arabophones du Marocain et, en général, de l'intérieur. J'ai assisté à quelque chose d'émouvant : le départ, dans l'espace d'une nuit, de toute une communauté, celle, par exemple, d'Amizmiz, transportée à Casablanca et de là, vers Israël.

À votre avis, qu'est-ce qui a pu se passer ? Ces exodes massifs de Juifs marocains étaient-ils attendus et très surprenants ?

— Ces communautés, du fait de leur foi, de leur attachement et de leurs racines profondes de leur religion, étaient préparées psychologiquement et religieusement à l'avènement du Messie. Elles croyaient probablement que le Messie était arrivé et elles parlaient en Terre sainte. Remarque : les populations citadines juives ne se sont pas précipitées pour ce genre d'émigration.

Mais il y a eu d'autres raisons autres que d'ordre religieux. Il y a eu une campagne venue d'Israël.

Il faut dire qu'il y avait une sorte d'appréhension, du lendemain : la peur d'une révolution, comme celle de Nasser ou celle d'Irak. Les Juifs marocains avaient peur que des événements similaires se produisent au Maroc. Cette crainte était entretenue et exploitée par certains milieux.

Mais le Maroc a été toujours une terre hospitalière, tolérante. Vos travaux montrent bien cet aspect des choses : la cohabitation entre les différentes composantes de la population était empreinte de fraternité et d'unité.

Où, c'est vrai ! Moi, j'ai vécu dans le voisinage d'une famille musulmane où ma mère et un grand-mère recevaient leurs voisins et passaient avec elles de longues veillées dans l'amitié, dans une certaine complicité. J'ai eu, par ailleurs, des responsabilités dans l'enseignement de l'arabe, dans la Ligue contre l'assimilationnisme, au lendemain de l'indépendance. J'ai fait partie de la commission royale de la réforme de l'enseignement. J'ai

moi-même participé à la formation d'enseignants, comme j'ai travaillé à la reconversion de l'enseignement israélien qui était rattaché, jusque-là, à l'enseignement européen où la langue arabe était absente. Tout cela prouve qu'en tant que Juif, je peux dire que je n'ai jamais senti, de la part de mes compatriotes musulmans, la moindre exclusion.

Nous retrouvons ce voisinage dans le temps et l'espace. Prenons, par exemple, l'itinéraire intellectuel et religieux du lettré juif et du lettré musulman. Ils ont suivi la même formation, une formation parallèle. Lorsque le lettré musulman se double d'un mystique, il devient une sorte de saint, de la même façon que son homologue juif. On rencontre parfois les deux dans le même cimetière ou dans des cimetières voisins. Le prestige de leur « science » et de leur savoir font d'eux des théologues.

Vous avez, par exemple, le saint de Tadmast, dans la haute vallée de l'Oued Sous, c'est un Juif. Autour de sa tombe, si réunissent, jusqu'à maintenant, des Marocains, Juifs et musulmans. Vous avez aussi, dans le cimetière de Taiborj, à Agadir, le saint juif Khelifa Ibn Malka qui est enterré à côté de Lalla Sella, sainte musulmane. Ils sont l'objet de la même vénération.

Quel espoir formulez-vous pour l'avenir des deux communautés, juive et arabe ?

— J'espère que le judaïsme marocain, réduit aujourd'hui au diable de ses effectifs d'il y a une quinzaine d'années (dans les années soixante, il y avait plus de deux cent cinquante mille Juifs au Maroc), continue à vivre dans l'entente et la fraternité avec l'autre composante de la population marocaine. Par ailleurs, il faut militer pour une paix fondée sur la justice, fondée sur une symbiose culturelle, une symbiose spirituelle.

Propos recueillis par TAHAR BEN JELLOUN.

(1) M. Zafrani est l'auteur de cinq ouvrages et d'une cinquantaine d'articles portant sur la pensée juive et la linguistique hébraïque, judéo-arabe et judéo-berbère. Signaux de la vie intellectuelle juive au Maroc, éditions Gauthier (12, rue Vivier, Paris-6), *Shema et Shema* sur la vie intellectuelle juive au Maroc, 1972, et *Poésie juive en Occident musulman*, 1977, 351 pages, 120 F. 472 pages, 180 F.

(2) Maimonide, *Pèlerin du monde judéo-musulman*, Les Arènes, tome III, éd. J.A., 3, rue Boquillon, 75008 Paris.

150

Le Monde

étranger

LA RÉPRESSION EN AFRIQUE DU SUD

Le projet de résolution des cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité prévoit un embargo de six mois sur les armes

Tribune internationale

Une politique de la terre brûlée

par ANDRÉ BRINK (*)

DEPUIS 1968, l'intellectuel est devenu une créature suspecte, sinon jugé irrépréhensible, au sein de la société, souvent accusé d'insouciance en raison de sa tendance à se réfugier dans des abstractions lorsque de dures réalités sont en jeu. Cette accusation serait d'autant plus absurde en Afrique du Sud aujourd'hui si elle ne signifiait que l'intellectuel a la conscience et se réfugie dans une tour d'ivoire vouée au libéralisme.

D'un autre côté, l'intellectuel peut jouer un rôle important, s'il est prêt à agir en tant que conscience de sa société en se lançant dans l'aventure incertaine de l'enquête sans compromis, et si même (et peut-être surtout) dans une situation révolutionnaire, il insiste sans faiblir et interroge les principes et les valeurs, avec la morale pour ultime critère.

Défini de cette façon, le rôle de l'intellectuel en Afrique du Sud est à la fois plus vital et plus dangereux depuis les premières émeutes de Soweto en 1976 et depuis la mort hautement suspecte de Steve Biko et la vague de « bannissements » prononcés contre des individus, des journaux et des organisations hostiles à l'apartheid.

Des yeux nets et une tête froide sont nécessaires pour évoluer le climat dans lequel l'intellectuel sud-africain doit évoluer : il n'est pas seulement implicitement hostile, mais ouvertement opposé à l'égard de l'activité intellectuelle et de la conscience individuelle.

L'explosion violente de Soweto et ses ondes continues sur les esprits de l'Afrique du Sud ont révélé une société bien plus proche de l'homme que ses critiques ne l'avaient jamais prévu. Si le ministre de la justice a raison de soutenir que les récents « bannissements » et déclarations étaient indispensables au maintien de l'ordre, cela revient à admettre clairement la déplorable inaptitude du gouvernement sud-africain à assurer une coexistence pacifique dans le pays, et à favoriser le développement d'une société fondée sur des valeurs positives. Il n'est donc pas surprenant que l'Afrique du Sud code comme un agout dans la conscience du monde.

Si, comme le gouvernement veut le faire croire, la « conscience noire » est devenue une menace à la paix en Afrique du Sud, c'est là le résultat direct de la politique d'apartheid qui, basée sur un nationalisme blanc, crée inévitablement ses propres antithèses.

DANS ses stupéfiantes invectives contre l'Occident en général, et les États-Unis en particulier, le ministre des affaires étrangères, M. Botha, ne prend jamais le temps de penser que lui-même (il y a encore quelques mois avant de la raison, du changement et d'un mouvement en faveur de l'élimination des discriminations) est devenu le principal complice des forces réactionnaires qui créent en Afrique du Sud cette sorte de société absolutiste que toute démocratie qui se respecte doit dénoncer. Si le premier ministre Vorster se vante que l'Afrique du Sud peut « aller son chemin », cela signifie simplement que les démocraties occidentales sont devenues un fardeau pour un pays qui glisse vers la totalitarisme, cette situation a été créée par les politiques des vingt-cinq dernières années, et dans celui du pays.

Le gouvernement exprime sans refus d'acheter l'amitié de l'Occident en acceptant la règle de la majorité, qu'il considère comme une forme de « suicide national » — mais ironiquement, en refusant de faire face aux réalités du vingtième siècle, il accélère le mouvement vers un suicide collectif. Le désir d'apocalypse fait partie depuis longtemps de l'héritage calviniste des Afrikaners. Les mesures dévastatrices prises récemment par les autorités sud-africaines peuvent être comparées à la politique de la terre brûlée. C'est la reconnaissance par un petit groupe d'hommes terrifiés et assoiffés de pouvoir de leur incapacité totale à contrôler une situation qu'ils ont eux-mêmes créée, sauf par la force brutale. « Qu'est-ce qui perdure Jupiter dément... »

L'existence d'autres choix est illustrée notamment par les importants changements introduits en Namibie, annonçant des transformations ultérieures plus significatives encore. Les changements introduits par les Afrikaners, avec le consentement des Afrikaners, parce que les dirigeants blancs namibiens, tel M. Dirk Mudge, ont convaincu leurs partisans que des mutations fondamentales (à l'opposé des modifications de façade opérées en Afrique du Sud) sont indispensables à leur propre survie.

Les dirigeants sud-africains, d'un autre côté, continuent à tromper leur électorat en lui faisant croire que le pouvoir blanc peut être maintenu, et que des mesures comme celles qui ont été adoptées en Namibie n'ont pas besoin d'être prises. Les mêmes dirigeants qui acceptent la règle de la majorité en Rhodésie résistent de l'envie pour l'Afrique du Sud, car cela exigerait l'abandon de leur pouvoir personnel.

Je crois fermement que les Afrikaners seraient plus ou moins prêts à accepter le changement le plus radical, si seulement le gouvernement voulait être honnête et reconnaître qu'il est inéluctable. Mais, en exploitant les craintes irrationnelles des Blancs pour les rassembler sous la protection temporaire du « loyer » traditionnel, le gouvernement néglige ses responsabilités à l'égard des réalités actuelles fondamentales et fait preuve d'un cynisme stupéfiant faisant l'apologie d'apocalypse.

DANS cette situation, l'intellectuel, et plus spécialement l'écrivain, a la responsabilité de préserver les chances de ces « autres options ». Son devoir est celui d'Antigone : rejeter les mesures temporaires, pragmatiques et opportunistes du Créon, au profit d'une vérité plus large, et d'une responsabilité plus vaste. Pour citer Camus, il doit alléger « le service de la vérité et à celui de la liberté ».

Plus que jamais, il est indispensable de maintenir ce vie, dans un monde dément, la voix de la raison et de la dignité, qui est bafouée et agressive par le régime de l'apartheid ; cette voix qui est une sauvegarde contre le chaos et l'anti-humanisme de la violence.

Ceux d'entre nous qui refusent d'être intimidés par la violence (perpétrée par le gouvernement ou suscitée par lui) ont le devoir, à l'égard de ceux déjà réduits au silence, de se faire entendre. Au moment où les champions de la liberté, de la dignité et de la vérité sont de plus en plus nombreux à être persécutés ou étouffés, ceux d'entre nous qui restent devraient autant que possible proclamer bien haut ce qu'ils voient dans la rue et ce qu'ils ressentent dans leur conscience. S'il ne nous est plus possible de crier, nous devons apprendre à parler plus doucement. Si cela aussi nous est interdit, nous devons apprendre à murmurer. Et si nous ne pouvons même plus murmurer, nous devons, comme le dit Artaud dans ces mots immortels, « faire des signes sur les bûchers ».

(*) Ecrivain afrikaner, homme de droite à l'origine, qui prit progressivement conscience du scandale de l'apartheid, André Brink fut membre d'un groupe de jeunes contestataires parmi lesquels B. Steynhous (actuellement en prison), qui publiaient la revue *Sestigers*. Traducteur notamment d'œuvres britanniques, françaises, espagnoles, allemandes. Il a écrit de nombreuses pièces de théâtre et plusieurs romans. Au plus noir de la nuit, fut le premier ouvrage d'un Afrikaner à être traduit en français en Afrique du Sud. Il a été publié en France par Stock en 1976 (Le Monde du 2 juillet 1976).



(Dessin de PLANTU.)

« La guerre est déclarée »

La commission de décolonisation de l'ONU a, vendredi, « énergiquement » condamné « tous les États qui collaborent avec l'Afrique du Sud dans les domaines politique, diplomatique, économique et militaire, en violation flagrante des résolutions de l'Organisation », en particulier les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale, Israël, le Japon, la Belgique et l'Italie. Certains de ces pays sont en outre condamnés pour leur « collaboration nucléaire » avec Pretoria. A cet égard, un porte-parole du Foreign Office a demandé vendredi à l'Afrique du Sud de signer le traité de non-prolifération nucléaire, et d'ac-

cepter un contrôle international de ses installations. « Vendredi », a-t-il dit, « le monde entier a exprimé son désapprobation à l'égard de la fourniture de pièces de rechange — évoquée jeudi par M. Carter — vis-à-vis des avions de transport C-130 vendus à Pretoria avant 1968... et, éventuellement, les ordinateurs et les petits bimoteurs, utilisés par l'armée et la police ».

Les dirigeants et l'opinion sud-africaine continuent de réagir vivement aux pressions extérieures. Dans une interview à la télévision britannique, le P.M. Botha, ministre des affaires étrangères, a estimé, vendredi, que « la guerre a été déclarée » à son

paye. « L'Afrique du Sud, a-t-il dit, est prête à offrir le meilleur est que peut-être des millions de Noirs, particulièrement dans les pays voisins, souffriront profondément. » M. Botha avait par ailleurs accusé la Communauté européenne d'« ingérence flagrante » dans les affaires de son pays, en recevant l'ambassadeur à Pretoria, M. Domini, venu lui présenter la protestation des Noirs contre les mesures de répression.

Attaquant vivement l'administration américaine, le quotidien sud-africain *The Citizen* écrivait vendredi : « Nous accusons M. Carter de donner le pire exemple d'hypocrisie dans l'histoire des Nations unies, et c'est beaucoup dire, quand on sait à quel point cette organisation est hypocrite... »

À Paris, une « motion de protestation » a été adressée vendredi à l'ambassade d'Afrique du Sud, à l'initiative du mouvement français « campagne anti-apartheid ».

Ce texte, signé notamment par le parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche, la Ligue communiste révolutionnaire, la C.F.D.T. et la Ligue des droits de l'homme, devait, à l'origine, être remis jeudi à l'ambassadeur sud-africain. Mais, celui-ci a refusé de recevoir la délégation des signataires.

Le document demande « la levée des dernières mesures de répression, le rappel de l'ambassadeur français à Pretoria », et affirme que l'« amitié » franco-sud-africaine « a trop duré ».

Les enlèvements de Français par le Polisario

(Suite de la première page.)

Il est vrai que le 21 mai dernier, M. Mohamed Lamine, premier ministre de la R.A.S.D. (République arabe sahraïenne démocratique) avait déclaré que le Front Polisario ne donnerait la liste des prisonniers qu'il détient que « si la Mauritanie en faisait autant et évacua la partie du territoire du Sahara occidental qu'elle occupait ».

Autre élément saillant dans le communiqué algérien, celui où il est dit : « L'Algérie a toujours été une responsable envers la France et n'a aucune raison de penser que le gouvernement français veuille agir autrement envers elle. Aux yeux des dirigeants et du peuple algérien, la France est devenue un partenaire de poids et de qualité. Les relations entre les deux pays commencent en conséquence de savoir distinguer l'essentiel qui doit toujours être préservé, de l'accessoire, qui peut être engendré par des incidents qui, pour aussi douloureux qu'ils soient, sont inhérents à toute guerre de libération ».

Cette approche du problème des Français disparus révèle sans doute, sur la façon de le régler, une divergence entre l'Algérie et

le Polisario, qui dispose d'une certaine autonomie. Toutefois, l'Algérie demeure solidaire, quant au fond, de la lutte du peuple sahraoui.

Une mise en garde

Le communiqué met, par ailleurs, la France en garde « contre la fausse amitié politique destinée à faire perdre de vue un authentique problème de décolonisation », à savoir celui créé au Sahara occidental par « le fait accompli militaire, par le partage du territoire et par l'occupation étrangère », qui fait de nombreuses victimes au sein du peuple sahraoui.

Les attaques d'envergure menées avec le succès par le Front Polisario en ont fait une réalité difficile à récuser. La note algérienne souligne que « vouloir persister à ignorer l'existence de cette réalité n'est pas de nature à favoriser la recherche de solutions aux problèmes directs ou indirects qu'elle pose ».

Enfin, faisant allusion aux entretiens des présidents Boumediène et Giscard d'Estaing en avril 1976, et à d'autres contacts

diplomatiques, la déclaration rappelle que l'Algérie n'a cessé d'attirer l'attention de la France sur « la nature du conflit, des dimensions et ses retombées ». Elle rappelle également qu'elle avait fait savoir que la France lui paraissait « tout naturellement habilitée, par le lien de l'histoire et le poids des intérêts, à rechercher la sauvegarde de rapports à l'évidence considérables, à l'heure où la paix et à la sécurité dans toute la région ».

Les différents commentaires de la presse algérienne déplorent toutefois vivement que Paris « soutienne » le Maroc et la Mauritanie, notamment « en leur fournissant des armes, utilisées contre le peuple sahraoui ». Et Moujahid lui-même, ce samedi, sur toute la largeur de sa première page : « Face aux menaces et aux campagnes bellicistes françaises, le peuple algérien ne se laissera pas intimider ».

Le quotidien gouvernemental dénonce « le véritable appel à la cruauté et à l'expédition punitive contre l'Algérie auquel se livrent depuis quelques jours les mass media français », à quelques exceptions près.

PAUL BALTA.

En Rhodésie

LES AUTORITÉS FONT ÉTAT DE QUARANTE-SEPT TUÉS DONT VINGT-DEUX CIVILS NOIRS DANS LES DERNIERS COMBATS

Lord Carver, commissaire résident britannique désigné pour la période intérimaire en Rhodésie, le samedi de l'ambassadeur français à Salisbury, où il espère, le 2 novembre, rencontrer M. Ian Smith. Simultanément, une seconde mission britannique, dirigée par M. John Graham, sous-secrétaire d'État, expliquera aux dirigeants d'Afrique australe les détails du plan anglo-américain.

D'autre part, quarante-sept personnes, dont vingt-deux civils noirs, ont été officiellement tués les jours précédents, au cours de combats entre les forces de l'ordre et les guérilleros, a annoncé, vendredi, un communiqué officiel à Salisbury. Enfin, la police a arrêté un Noir soupçonné d'avoir commis l'attentat qui, le 8 août dernier, avait fait onze morts dans un grand magasin de la capitale rhodésienne. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

Le général Félix Malloum, chef de l'État tchadien, en visite à Paris, a été, vendredi 25 octobre, l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing.

A travers le monde

Équateur

LE DÉLÈGUE PERMANENT ADJOINT AU PRÉSIDENT DE L'UNESCO et conseiller culturel à l'ambassade de l'Équateur à Paris, M. Juan Cueva, a annoncé sa démission le vendredi 28 octobre au cours d'une conférence de presse à l'ambassade. Cette décision a été prise, a précisé M. Cueva, à la suite des événements sanglants qui ont eu lieu en Équateur le 19 octobre. La répression d'une grève des ouvriers de la sucrerie Astra, près de Cayash, avait entraîné la mort de près de cent vingt personnes (de source syndicale) et de vingt-quatre selon le gouvernement. M. Cueva, qui avait, en 1976, occupé des fonctions gouvernementales, a notamment déclaré : « Le régime a progressivement abandonné sa politique de dialogue et d'ouverture. Avec les événements de la sucrerie Astra, je considère qu'une violente insurrection a été commise. J'ai pris la décision de démissionner en signe de solidarité avec les ouvriers de l'Équateur ».

États-Unis

M. GUSTAVE ANSART, député du P.C.F. député du Nord, est arrivé le 28 octobre aux États-Unis pour une visite de neuf jours, dans le cadre d'un échange inter-parlementaire communautaire européen, et le Congrès.

Philippines

LES FORCES GOUVERNEMENTALES ont repris, vendredi 28 octobre, après de violents combats, l'île de Peta, dans l'archipel de Sulu, tenue depuis une semaine par les rebelles musulmans (le Monde du 28 octobre). — (A.F.P.)

Portugal

LE P.C.P. DEMEURE LOYAL À L'UNION SOVIÉTIQUE, a-t-il déclaré, comme cela, que l'« euro-communisme » s'oppose à la foi des travailleurs en « la cause du socialisme », déclare, en substance, M. Álvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais, dans un article de presse d'une demi-page, publié le vendredi 28 octobre par la *Pravda*, à Moscou. (Reuter.)

Turquie

M. DEMIREL a remanié, vendredi 28 octobre, son gouvernement pour remplacer deux ministres démissionnaires. MM. Sedat Bilgi (défense) et Onol Sakar (jeunesse et sports) avaient quitté le cabinet en raison de dissensions au sein du Parti de la justice de M. Demirel. M. Turhan Kapanli, ministre de la sécurité sociale, se voit confier le portefeuille de la défense, et M. Ali Şevki Ersoy, ministre d'État, celui de la jeunesse et des sports. — (Reuter.)

3^{ème} Salon Européen de l'Antiquité

à Paris

Tour FIAT, La Défense 6

du 26 octobre au 9 novembre 1977

Tous les jours de 10h30 à 20h.

ouvertures les 26 octobre, 3 et 8 novembre.

PROCHE-ORIENT

Israël

Les « mesures illégales » en Cisjordanie

(Suite de la première page.)

Puis on a négocié comme au temps des travailleurs, afin de trouver une formule qui n'irrite pas les Américains, tout en ménageant les foyers militants du Bloc de la FOL. Un étrange accord a finalement été conclu. Les Américains ne veulent pas de « nouvelles implantations », les colons s'installent dans les anciennes et dans des camps de l'armée. De la sorte, personne ne pourrait accuser Israël d'avoir élargi d'un centimètre les zones de peuplement déjà existantes.

Les « implantations dans les implantations » ont évidemment un caractère provisoire, et les colons et leurs familles de peuplement indifférents dans un camp militaire ou en surmontant auprès d'un groupe déjà installé dans un ancien camp de l'armée israélienne. Quand et comment auront-ils fondé leurs propres villages ? A cette question il y a beaucoup de réponses qui, bien souvent, se résument à : « nous ne le faisons pas », ou « nous ne le faisons pas maintenant ». M. Ariel Sharon, président d'une commission interministérielle ad hoc, le ministre de la défense, M. Weizman, qui a la charge des territoires « libérés », l'organisation sioniste mondiale et, en premier lieu, le ministre en personne Chacoun à son « plan de peuplement », mais rien ne permet d'affirmer avec certitude que tous ces plans sont coordonnés.

Les critiques de l'opposition

La formule de compromis retenue n'en a pas moins réduit sensiblement les critiques de l'opposition. Cette dernière est restée à reprocher à l'équipe dirigeante soit de rouiller les proclamations provocantes et de ne rien faire, soit d'encourager des implantations dans les zones à fort peuplement arabe, la Samarie notamment, compromettant ainsi les chances d'un règlement. Pour de nombreux Israéliens, il ne fait pas de doute que, dans un proche avenir, l'armée évacuera les camps dans lesquels sont installés les colons.

du Bloc de la fol, et ces camps seront automatiquement et sans bruit transformés en villages civils.

Le scénario, selon ces mêmes Israéliens, prévoit également que l'armée régularisera de nouveaux terrains (donc expropriés des Arabes) pour ses « besoins », terrains qui rapidement recevront de nouveaux colons, et ainsi de suite.

Devant ces accusations, les différents « parrains » de l'implantation haïssent dédaigneusement les épaules. « J'aimerais dire », dit-il, « nous n'avons rien fait de tel, et nous ne le ferons jamais ». Ce n'est pas, en tout cas, ce que pensent les villageois arabes de certaines banlieues de Jérusalem, qui estiment « ridiquement dérisoires » les indemnités reçues pour leurs terres régularisées.

Le nombre total de groupes de colons implantés en Cisjordanie depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir en mai dernier est de huit, mais un seul, Yotat, est installé dans un point nouvellement créé, entre Hébron et Beercheva, en Judée. Les sept autres sont répartis de la sorte : deux ont grossi le groupe installé, depuis plus de deux ans, au camp militaire de Keddonim, à une vingtaine de kilomètres de l'est de Naplouse ; un au camp militaire de Shomron, en Samarie ; deux à Maalé Adoumim, créé il y a quatre ans pour devenir la zone industrielle de Jérusalem, sur la route de Jéricho ; un à l'ancienne station de police de Sanoun, près de Djénine, et un autre à Ofra, près de Ramallah, où d'anciens « colons sauvages » se sont installés il y a près de trois ans. Ces huit groupes, qui constituent le noyau de futures agglomérations, comptent une population totale de six cents personnes, avec femmes et enfants.

Le nombre total de civils israéliens, installés en Cisjordanie depuis la guerre de 1967, ne dépasse pas sept mille, y compris la grosse agglomération de Ryziat Arba, près d'Hébron, qui a une population de près de dix mille cinq cents habitants.

ANDRÉ SCAMAMA.

« Douze heures pour Israël »

à la porte de Versailles

UNE PARTIE DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE AURAIT VOULU AJOURNER LA MANIFESTATION.

L'organisation des « Douze heures pour Israël », le dimanche 30 octobre, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, a suscité des remous dans la communauté juive de France. La première manifestation de ce genre, en mai 1976, qui avait réuni un grand succès, avait été organisée par le Comité juif pour l'accord et l'appui des grandes organisations juives de France, notamment l'Appel juif unifié, et le principe d'une nouvelle manifestation du même genre avait alors été adopté.

Mais, au début de cette année, l'Appel juif unifié fit des réserves et proposa, pour éviter notamment des interférences avec la politique intérieure française, de reporter la manifestation, qui devait se tenir de toute manière dans le cadre du trentième anniversaire de la fondation de l'Etat d'Israël, en mai 1978, donc après les élections législatives. Le Comité juif d'action maintint la décision de l'organiser dès cette année.

Finalement, après de vives discussions, une motion a été adoptée le 18 octobre par les instances dirigeantes du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), « maintenant dans un esprit d'unité que, dans le cadre du trentième anniversaire de l'Etat d'Israël, toutes les manifestations organisées tant par l'Appel juif unifié que par d'autres organisations sous leur propre responsabilité, soient couronnées d'un égal succès ». Cette motion fut présentée au cours d'une réunion tenue le 19 octobre au CRIF par son président, M. Alain de Rothschild, et recueillit l'unanimité.

Les Neuf réaffirment la nécessité d'une patrie pour le peuple palestinien

De notre correspondant

Bruxelles. — Le communiqué, adopté dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 octobre, à l'issue des trois jours de réunion de la commission générale du dialogue euro-arabe, apporte peu d'éléments nouveaux. Sur le plan politique, la partie arabe était d'ailleurs consciente qu'elle ne pouvait escompter, de cette session, une réponse positive à ses revendications, reconnaissance de l'O.L.P. et suppression de l'assistance économique et militaire à Israël (le Monde du 28 octobre). Pour faciliter les problèmes de rédaction, autrement dit pour éviter l'exercice difficile consistant à per-

phaser ou à résumer la déclaration sur le Proche-Orient rendue publique par le Conseil européen, le 29 juin dernier, le communiqué a repris intégralement en notant que cette prise de position a été accueillie favorablement par la partie arabe. Dans cette déclaration, les Neuf évoquaient, pour la première fois, la nécessité d'une patrie pour le peuple palestinien. Ils soulignaient qu'il devait être prêt à reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien et que, de la même façon, la partie arabe devait être prête à

reconnaître le droit d'Israël à vivre en paix et à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Le communiqué note encore que la partie arabe a réaffirmé, à son avis, il était temps pour les Neuf de reconnaître l'O.L.P.

Peu de surprise également pour le volet économique. Les déclarations concernent le lancement de sept études de faisabilité de projets, quatre concernant les transports maritimes — ont été prises. Le coût de ces études n'excède pas les crédits ouverts par les deux parties (15 millions de dollars par les Arabes, 3500 000 par les Européens). Comme le voulaient les Neuf, le communiqué n'indique aucune règle permanente de financement des opérations entreprises dans le cadre du dialogue, aucune répartition des charges.

Le lancement de nouvelles études est salué par certains comme un pas en avant significatif. Le moins qu'on puisse dire est qu'il est modeste. Les Neuf, allant ainsi partiellement à la rencontre d'une demande arabe, ont accepté l'idée d'un accord commercial régional (entre les vingt et un pays de la C.E.E. et les pays du Proche-Orient). Pour la Communauté, qui a déjà conclu des accords préférentiels avec les pays du Maghreb, et ceux du Machrek, ce serait ainsi un moyen d'établir des liens contractuels, mais peu contraignants, avec les autres pays de la Ligue arabe.

PHILIPPE LEMAITRE.

● Dans une interview au Jerusalem Post, publiée le 28 octobre, à son retour des Etats-Unis, où il s'était rendu à la demande du premier ministre israélien pour une mission d'information, M. Eban a indiqué que M. Brezinevski, conseiller du président Carter pour les questions de sécurité, lui avait fait part de son optimisme à l'égard de la reprise de la conférence de Genève, ajoutant : « Pour ma part, je ne vois pas comment nous pourrions surmonter le problème de la reconnaissance de l'O.L.P. (...) Je pense seulement que les Américains ne pensent pas qu'ils feront jamais cette erreur à Israël, car cela ils ne le pourront pas ».

(PUBLICITE)

L'Ambassade de la République Populaire du Bénin en France invite ses ressortissants à venir accomplir, entre le 24 octobre et le 31 décembre 1977, les formalités d'obtention des nouveaux passeports du BENIN, les anciens documents portant le nom « DAHOMEY », et quel que soit le temps qui leur reste pour venir à expiration, devant devenir caducs.

Bureau d'ouverture Des Services Consulaires de l'Ambassade (57, avenue Victor-Hugo - 75116 Paris - Métro Victor-Hugo). De 9 heures à 12 heures. Ou lundi au vendredi.

EUROPE

A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

Le représentant de la France critique vivement les conceptions des pays socialistes en matière d'information

Belgrade (A.F.P.). — Le délégué français à la conférence de Belgrade, M. Pierret, a lancé vendredi 28 octobre, une attaque contre les pays de l'Est et l'U.R.S.S. en particulier, lors du débat sur l'information.

Il a critiqué la « partialité de l'information » diffusée notamment en U.R.S.S. « Il est contraire à notre conception que soit dépeint un droit de contrôle aux Etats qui, des lors, devraient s'engager à limiter les abus qui seraient le fait de leurs organes nationaux d'information », a-t-il déclaré. Il a notamment contesté la « défense par la R.D.A. à travers la rumeur Deutsche Aussenpolitik et selon laquelle les Etats sont responsables de la diffusion des correspondances de presse ».

« N'y a-t-il pas un danger à voir l'Etat se substituer au journaliste pour choisir ce qui est « bon » et écartier ce qui est « mauvais » pour le citoyen de son pays ? a-t-il demandé. Lorsque l'on voit les médias de la presse d'information de l'U.R.S.S. pas mieux s'en prendre à un rédacteur, à une personne, qu'à l'Etat, qui contrôle l'information ? »

M. Pierret s'est élevé contre « l'impasse de la France donnée ces derniers jours » et c'est là,

a-t-il dit, une tradition admirable de constance — par la presse socialiste ». Il a énuméré une série d'exemples d'informations publiées en U.R.S.S. sur la « situation économique désastreuse dans laquelle se trouverait la France ». Evoquant une photo de la Pravda montrant une queue de chômeurs français, M. Pierret a relevé, sarcastique : « Si l'on montre des gens dans la rue en queue d'un emploi, nous n'en sommes pas encore à voir des queues devant les magasins d'alimentation ».

Affrontement américano-soviétique

Le délégué français a dénoncé « la disparité surprenante dans le traitement réservé à la presse française selon qu'elle est d'origine communiste ou non » en U.R.S.S., R.D.A., Bulgarie. Pourquoi, a-t-il demandé, les journaux l'Humanité et le Monde, vendus en France 1,20 F, sont-ils vendus en Bulgarie 0,80 F pour l'Humanité, et 4,50 F pour le Monde ?

Pourquoi en R.D.A. trouve-t-on seulement l'Humanité, à l'exclusion de tout autre quotidien ? Pourquoi, a ajouté M. Pierret, en U.R.S.S. vend-on chaque jour dix

mille exemplaires de l'Humanité, et seulement quatre cents exemplaires du Monde, du Figaro et des Echos réunis ?

Le délégué américain, M. Coriden, a pris, de son côté, la défense des radios Free Europe et Liberty accusées par l'U.R.S.S. de mener une guerre psychologique avec d'anciens collaborateurs nazis. Ces stations sont des organismes privés dont l'objectif est d'encourager un dialogue constructif en renforçant les connaissances des individus dans le monde. M. Coriden a déclaré, a-t-il ajouté, est en complet accord avec la politique étrangère américaine. M. Coriden s'est élevé contre les accusations de brouillage — deux mille six cents, selon lui, — installées dans les pays de l'Est.

Il a comparé l'activité des deux stations situées en R.F.G., celle de Radio-Moscou, qui diffuse, a-t-il dit, ses informations à travers le monde en quatre-vingt-six langues. Le délégué soviétique, M. Kondrachov, a, de son côté, réaffirmé le travail des journalistes des deux radios, qui sont, a-t-il dit, « des transpires et des traités ». Il a cité parmi ces collaborateurs des noms de journalistes qui, selon lui, sont d'anciens criminels de guerre nazis.

Italie

Vivre avec les bombes et la récession

(Suite de la première page.)

M. l'évasion de Herbert Kappler ni diverses escarmouches — sur la relance de l'économie, le syndicalisme de la police ou le blocage des loyers — n'ont ébranlé l'équilibre actuel. Il est naturellement rejeté par l'extrême droite, qui y voit une alliance avec le diable, et par l'extrême gauche, qui le considère comme une trahison de la classe ouvrière. Ce qui est loin de satisfaire entièrement les forces qui le constituent : les démocrates-chrétiens souhaitent retrouver leur liberté de manœuvre d'autant ; les communistes aimeraient être au gouvernement ; et les autres partis ne trouvent pas leur place dans cette union nationale qui est surtout une alliance à deux. Mais chacun s'y résigne, en attendant des jours meilleurs.

Des communistes inquiets et désorientés

La droite de la démocratie chrétienne et la gauche du parti communiste ont dû mal à cacher leur impatience. Elles sont persuadées, l'une et l'autre, que le temps joue pour l'adversaire.

M. Benigno Zaccagnini, secrétaire général de la démocratie chrétienne, ne s'était jamais appuyé sur un consensus aussi large : même son concurrent malheureux, M. Arnaldo Forlani, ministre des affaires étrangères, vient de se rallier à ses thèses, avec plus de réalisme que de conviction. Il a léché ainsi le président du Sénat, M. Amintore Fanfani, dernière grande figure du parti à protester. L'élément du « Struseo Italien » n'empêche cependant pas nombre de parlementaires démocrates-chrétiens moins en vue de partager son opinion.

Dans le parti communiste, l'unité n'est pas de mise. Le parti communiste, comme vient de le reconnaître l'un de ses dirigeants, « historiquement », M. Giorgio Amendola, « s'est engagé dans une lutte pour la reconnaissance de la République, mais nous ne sommes pas en mesure de reconnaître la République ». M. Amendola, qui est réputé pour n'avoir pas sa langue dans sa poche, a ajouté : « On discute plus librement dans les sections. Mais, dans les comités fédéraux jusqu'au centre, tout s'aplatit dans une unanimité d'approbation qui, parfois, me semble fautive ».

La dernière réunion du comité central, les 25 et 27 octobre, a confirmé les doutes et les incertitudes du parti. Son président, M. Luigi Longo, a été jusqu'à évoquer une « crise d'identité ».

Les communistes constatent qu'aucune mesure importante ne peut être prise sans leur approbation. Mais c'est déjà vrai avant l'accord de programme, dont l'application les déçoit. Inquiets de la situation dans le Sud, gênés dans leurs rapports avec les syndicats, ils excluent tout retour à l'opposition, mais voudraient rendre « plus active et plus combattive » la « confrontation » avec les autres formations politiques. Ce qui est d'autant plus difficile que la démocratie chrétienne n'a pas son cœur pour se dérober.

Les socialistes, eux, ne peuvent être accusés de masquer leurs divergences. A la dernière réunion du comité central, du 16 au 20 octobre, cinq ou six courants sont apparus, souvent délimités par de vieilles rivalités de personnes. Un sentiment commun unit toutefois les socialistes : ils étouffent et veulent sortir de cette situation. Leur secrétaire général, M. Benito Craxi, ne soutient le gouvernement qu'avec réticence. Sa principale préoccupation est de renforcer le parti qui a recueilli moins de 10 % des suffrages aux dernières élections. Certains socialistes, — qui ne l'avouent pas — misent sur un retour au centre gauche ; d'autres sur une alliance de type front populaire. Mais la rupture en France entre communistes et socialistes n'est pas de nature à favoriser cette solution. Les partisans de l'« alternance de gauche » évaluent un argument de poids jusqu'à ces dernières semaines quand ils remarquaient : la France n'a pas de terroristes ; les mécontents y sont canalisés par une grande force d'opposition. Le congrès du P.S.I., convoqué en mars 1978, sera très attentif à ce qui se passera de l'autre côté des Alpes à ce moment-là.

Tout le monde s'accorde pour juger que la situation actuelle est provisoire. On l'appelle à tort « compromis historique », alors que le vrai compromis serait beaucoup plus ambitieux : s'entendre pour changer profondément la société italienne. Ce qui existe aujourd'hui n'est qu'une simple union nationale — d'ailleurs restreinte — pour gérer la crise.

Allemagne fédérale

Le ministre de la justice demande l'accélération des procédures judiciaires dans l'enquête sur l'affaire Schleyer

Le débat, qui a eu lieu vendredi 28 octobre au Parlement de Bonn sur la sécurité intérieure de la République fédérale, a fait apparaître une certaine identité de vues entre le gouvernement et l'opposition. Le ministre de la Justice, M. Franz-Josef Vogt, a recommandé l'adoption du projet de loi de la coalition gouvernementale qui prévoit l'accélération des procédures judiciaires, l'aggravation des peines pour détention d'armes et l'application plus stricte des possibilités d'exclusion des avocats soupçonnés de complicité avec les accusés. D'autre part, deux anciens avocats de membres du groupe Baader, M. Manfred Künzel et Axel Azola, ont demandé vendredi leur combat meurtrier.

Le chancelier Helmut Schmidt, prenant la parole à l'Institut international d'études stratégiques de Londres, a lancé un nouvel appel à la coopération internationale pour neutraliser et éliminer le terrorisme. Il a souhaité que les Nations unies adoptent une convention capable de réprimer la prise d'otages.

Le Cour constitutionnel de Karlsruhe a rejeté vendredi le recours d'un militant du groupe Baader, Rolf Pohle, emprisonné pour meurtre et incendie volontaire, qui avait été relâché en mars 1975 avec d'autres terroristes en échange de la libération du président du parti chrétien-démocrate de Berlin-Ouest, M. Peter Lorenz. Arrêté une nouvelle fois en juillet 1975, à Athènes, et extradé en R.F.A., Pohle purge actuellement la peine de sa peine.

Chaque parti interprète d'ailleurs la « majorité de programme ». Ce statu quo se maintiendra-t-il jusqu'à l'élection présidentielle de décembre 1978 ? Plusieurs facteurs peuvent le menacer : une forte pression étrangère ; une révolte de la base de l'un des grands partis ; une initiative des petites formations intermédiaires ; une aggravation de la situation économique ou une nouvelle explosion de violence. Seuls les deux derniers éléments, — qui valent poussés les partis à conclure leur accord de programme, — méritent d'être pris en considération. Ils sont, du reste, liés. C'est quand le chômage s'accroît, que les marginaux se sentent oubliés, que la violence politique est la plus à craindre. Les terroristes n'ont pas besoin d'un climat spécial pour opérer, mais les autonomes ne réussissent à faire dégénérer une manifestation que lorsqu'une masse importante d'étudiants ou de chômeurs est exaspérée. On attend donc avec quelque inquiétude le retour universitaire, en novembre.

Les Italiens semblent avoir appris à vivre avec les bombes et la récession. Cette euphorie et sa sang-froid ne sont cependant pas sans limite. Un pays qui compte un million sept cent mille chômeurs, où les salaires sont en grande partie bloqués, où la hausse des prix reste plus forte qu'en France, où on enregistre plusieurs attentats par jour et plus de deux enlèvements par semaine, peut finir par perdre sa sérénité. Quel est le saut de tolérance des Italiens ?

ROBERT SOLÉ.

D'autre part, un nouveau Tribunal international Bertrand-Russell vient de se constituer pour enquêter sur les atteintes aux droits de l'homme en R.F.A. Le porte-parole du secrétariat de la Fondation Bertrand-Russell pour la paix, M. Eobler, a annoncé qu'il se réunirait en Allemagne une réunion en Allemagne fédérale pour mars 1978.

A Hambourg, le secrétaire général de la section ouest-allemande d'Amnesty International, M. Helmut Frenz, a déclaré, au cours d'une interview radiodiffusée, que « seuls les irresponsables » peuvent actuellement assumer le régime ouest-allemand « à celui du Chili ou de l'U.R.S.S. ». Il a cependant estimé qu'il commençait à régner en R.F.A. « un climat qui dépasse les frontières ordinaires d'une démocratie ».

● A Londres, le ministre de l'Intérieur, M. Merlyn Rees, a déclaré, vendredi soir, que le chef du commando terroriste, responsable du détournement du Boeing de la Lufthansa, le Palestinien Zuhair Okasha, était aussi l'auteur du meurtre de l'ancien premier ministre du Nord-Yémen, Cassi Abdallah Al-Bast, assassiné avec sa femme et un diplomate nord-yéménite le 10 avril 1977 à Londres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

مكتبة الشعب

LA FINLANDE



Un
avenir
à
assurer

Une diplomatie discrète mais efficace

par MAURICE DELARUE

LES Finlandais n'éprouvent aucune vanité d'avoir introduit un néologisme en diplomatie. « La Finlandaise », disent-ils, un Occidental, pourtant, nous appartenons. Pour s'en faire une passion pour des subtilités que les Soviétiques auraient mis au pas. — Dans aucun pays frontalier de l'U.R.S.S. — à l'exception de la Norvège, dont la frontière soviétique est six fois plus courte — la liberté n'est aussi complète qu'en Finlande. Quatre grands partis et sept grands quotidiens ne cessent de remettre le gouvernement en question. Les Finlandais ont un peu de la mentalité de l'indépendance. La vision démocratique est si active que la monarchie du parti communiste y a succombé. Onze députés dits « staliniens » votent contre un gouvernement auquel participe la resta du P.C. La minorité suédoise (7,5 % de la population) est si respectée, que sa langue a le même statut officiel que le finnois. Si le système de l'économie est nationalisé, l'ensemble de la vie économique est en fait contrôlé par trois banques d'affaires privées. 80 % des échanges se font avec l'Occident et la Finlande participe à toutes les grandes organisations économiques occidentales. Si elle se tient à l'écart du Conseil de l'Europe, des observateurs et des experts finlandais participent à ses travaux. Avec la Suède, la Danemark, la Norvège et l'Islande, la Finlande forme le Conseil nordique où l'intégration sociale est beaucoup plus poussée que dans l'Europe des Neuf. Rien ne distinguait la Finlande des autres démocraties européennes sans ses relations spéciales — on n'ose écrire privilégiées... — avec l'U.R.S.S.

« A l'écart des conflits »

Disputée au cours des siècles entre la Suède et la Russie, la Finlande profita de la révolution d'Octobre pour arracher son indépendance. Les Finlandais admettent aujourd'hui que la frontière, pour historique qu'elle soit, ne pouvait, à 32 kilomètres de l'océan, être occupée de bon gré par un pouvoir soviétique naissant et harcelé de toutes parts. Entre les deux guerres mondiales, les relations finno-soviétiques s'en ressentirent. La rectification de frontière imposée par Staline en 1940 était inscrite entre les lignes du pacte germano-soviétique. En 1944, l'Allemagne étant regardée comme le Kramlin, la Finlande voulut reconquérir le terrain perdu, déclara la guerre à l'U.R.S.S. et la perdit. Cette ultime règlement de comptes coûta à la Finlande, outre quatre-vingt-dix mille tués et des destructions importantes, 11 % de son territoire, les biens de quatre cent mille rapatriés, des contraintes d'ordre militaire et des réparations évaluées en 1952 à 600 millions de dollars de l'époque. Du moins, la Finlande avait échappé au sort des Etats baltes et sauvé l'essentiel : son indépendance et son régime démocratique. Pour les Finlandais ce fut le premier résultat d'une politique nouvelle fondée sur des constatations décevantes : la Finlande avait rejoint la géographie et l'histoire, ayant isolé la Finlande à la porte d'une des superpuissances mondiales ; le recours aux démocraties occidentales (y compris suédoises) était révélateur ; les forces propres à la Finlande n'étaient en aucun cas suffisantes, son existence et sa sécurité ne pouvaient être assurées que si elle inspirait confiance au Kramlin. Telle est la ligne que la Finlande eut depuis un tiers de siècle, non sans difficultés, mais non sans bénéfices. Certes, en pleine guerre froide, elle dut signer avec l'U.R.S.S. un traité l'engageant à se tenir à l'écart des conflits des grandes puissances, à consulter l'U.R.S.S. en cas de menace d'agression et à accepter son assistance en cas d'agression (1948). Mais elle a si bien manœuvré qu'elle a réussi, jusqu'ici, à en éluder toute conséquence dramatique (par exemple lors de la « crise de la note » au moment de la construction du mur de Berlin). En 1955, Khrouchchev renoua de son propre chef à la clause la plus pénible du traité de paix, évacuant la base de Porkkala, à 40 kilomètres de la capitale. La même année, l'U.R.S.S. leva ses objections à l'adhésion de la Finlande au Conseil nordique. Puis elle l'autorisa à utiliser l'important canal de Saimaa annexé par l'U.R.S.S. après la guerre. La Finlande fit alors valoir que sa neutralité étant reconnue comme nécessaire à la sécurité de l'U.R.S.S., il importait qu'elle soit défendue efficacement. Par dérogation au traité de paix, l'U.R.S.S. autorisa la Finlande à équiper en missiles défensifs et même à en vendre (1952). C'est aussi l'U.R.S.S. qui, avec la Suède, équipa la Finlande en avions de combat. Comptant d'ailleurs plus sur une défense en surface, qui rendrait une occupation insupportable, que sur un « barrage matériel » lourd, la Finlande n'a pas porté son année de l'air au plafond de son budget avoué de combat autorisé par les traités. Mais c'est sur le plan économique que les relations finno-soviétiques ont produit le plus surprenant résultat. En exigeant des réparations en nature, l'U.R.S.S. obligea la Finlande au prix d'un énorme effort à se doter d'une industrie moderne. Les Soviétiques en sont aujourd'hui le premier client (18 % des exportations finlandaises), tout en fournissant en retour aux Finlandais une dentelle vitale (le pétrole) et des équipements sophistiqués (centrales nucléaires).

De quelle contrepartie la Finlande paye-t-elle cette apparente bienveillance ? Si le traité de 1948 ne l'avait pas condamnée à la neutralité, sa politique étrangère ne serait sans doute pas très différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Elle ne se distingue pas fondamentalement de celle de la Suède qui est, elle, libre de ses mouvements. A plusieurs reprises, la Finlande a tenté de dépasser le Conseil nordique et d'organiser une zone de sécurité régionale qui, pensait-elle, eût consolidé son indépendance (propositions d'une zone de neutralité en 1952, d'une zone délimitée en 1963, d'une alliance nordique en 1965). L'appartenance du Danemark et de la Norvège à l'OTAN firent échouer ces tentatives.

Un extrême souci d'équilibre

Depuis lors, c'est dans le cadre d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural », avec la détermination pour objectif que s'exerce principalement la diplomatie finlandaise. En maintes occasions son action va dans le même sens que celle de la France, et c'est près qu'elle pousse le souci d'équilibre à l'extrême ; elle a reconnu simultanément les deux Allemagnes en 1972 et maintient un correspondant à Moscou et à Bonn et un autre à Berlin-Est. La C.S.O.E. devait lui fournir un champ d'action idéal. Helsinki en fut le siège et attacha son nom à l'Acte final. La Finlande s'emploie aujourd'hui à Belgrade à en consolider, voire à en institutionnaliser les suites. La Finlande n'est pas moins active à l'ONU. Elle a participé à toutes les opérations des « casques bleus » dont elle a fourni, après le Canada, le plus fort contingent. Aujourd'hui, cependant, un aspect de la détente met les Finlandais en posture malade. Il s'agit des droits de l'homme. Nul ne doute, bien sûr, de l'attachement des Finlandais aux droits de l'homme. La minorité des affaires étrangères, M. Veyrynen, n'a pas hésité à soulever à la tribune de l'ONU ce « problème brûlant », mais il n'a été à ce propos que... l'Afrique australe et le Proche-Orient. Les esquives diplomatiques ne suffisent cependant pas lorsque se posent des cas concrets.

(Lire la suite page 7.)

La politique économique et les impératifs commerciaux

par GILLES GERMAIN

La Finlande cherche actuellement à faire fructifier le capital acquis dans le cadre de l'U.R.S.S. Elle veut ainsi se doter du moyen de modérer les fluctuations cycliques des échanges avec les pays occidentaux qui restent ses principaux partenaires sans toutefois prendre le risque d'une dépendance économique. Rien ne montre qu'elle n'y soit pas jusqu'à présent parvenue, mais si la concurrence des grandes puissances occidentales risque de lui faire perdre une place privilégiée sur les marchés de l'Est, mais les répercussions de la conjoncture internationale sur sa situation économique l'obligent à rechercher des solutions pour préserver l'avenir.

Depuis plus, 1977 prend les caractéristiques d'une des années les plus noires pour l'économie finlandaise. Alors qu'en 1976 les secteurs de la métallurgie et des constructions navales avaient permis de maintenir un certain niveau d'activité économique au moment où le bois et le papier connaissaient le marasme, en 1977 arrive le moment où les commandes seront exécutées sans que de nouvelles soient venues les remplacer. La production intérieure brute a augmenté pour les sept premiers mois de l'année, de 2 % par rapport à la même période de l'an passé, mais le niveau de 1976 était lui-même resté pratiquement stagnant par rapport à 1975. La baisse des prix s'est à peine ralentie : l'inflation, estimée à 13 % pour 1977 au lieu de 14,5 % en 1976, reste nettement supérieure à celle des principaux partenaires commerciaux du pays. Le chômage prend des proportions alarmantes : cent trente-trois mille demandeurs d'emploi, ce qui représente un taux de chômage de 6,1 %. Il faut remonter à l'hiver 1961-1962 pour retrouver des chiffres analoges. Encore le chômage va-t-il vraisemblablement continuer à augmenter. Il atteint déjà 11 % dans certaines régions. Enfin, « bombe à retardement », plus du tiers des chômeurs ont moins de vingt-cinq ans. En revanche, la politique de stabilisation entreprise par la Banque

de Finlande pour restaurer l'équilibre dans les échanges extérieurs commence à porter ses fruits. Le déficit du commerce extérieur s'est limité, pour le premier semestre, à 228 millions de marks alors qu'il était encore de près de 2 000 millions pour la même période de l'année dernière. En fait, la Finlande n'avait pas connu cette situation depuis 1969. Malgré ce succès dans le domaine commercial, le déficit des paiements courants est de 1 246 millions de marks pour le premier semestre de l'année et l'endettement extérieur du pays atteint 22 % du produit national brut. Mais le prolongement de la crise économique suscite l'apparition de nouveaux phénomènes qui risquent de handicaper très sérieusement l'économie : après avoir baissé de 12 % en 1976 par rapport à 1975, le taux de change des investissements se baisse de 20 % cette année. Selon une enquête sur la rentabilité des entreprises, faite par la Confédération des industries finlandaises, le revenu net de l'industrie, qui était de 10,7 % du chiffre d'affaires en 1974, était tombé à 4,8 % en 1975 et à 0,1 % en 1976. Cela ne représente que le centième du montant des dettes des entreprises. Dans l'industrie du bois et du papier, qui reste le secteur vital pour l'économie finlandaise (41,5 % des exportations pour les sept premiers mois de l'année), les chiffres sont respectivement de 16,7 %, 4,2 % et — 3,8 %. Simultanément, le degré d'endettement des entreprises n'a cessé d'augmenter au point que certaines ont un endettement égal à leur chiffre d'affaires. Pour celles-ci, on peut se demander si le nationalisme n'est pas la solution qui s'imposera dans un proche avenir. Le rapport entre le capital extérieur et le capital propre, qui était encore de 2,4 en 1973, est atteint 3,5 en 1976, ce qui veut dire que pour 75 p. mille, le capital des entreprises est composé de dettes.

La productivité des entreprises finlandaises n'a, elle aussi, cessé de baisser. Par rapport à la Suède, qui est avec l'U.R.S.S. le partenaire commercial de la Finlande, la baisse de la productivité du capital s'est fortement aggravée. Alors qu'en Suède la part de production par rapport au capital engagé est passée de 10,7 en 1974 à 6,8 en 1975, en Finlande elle a chuté de 6,1 à 1,4 et, pour le seul secteur du bois et du papier, de 10,6 à — 1,9.

Des difficultés pour les marchés de l'Est

Malgré les améliorations très nettes des résultats du commerce extérieur, certains phénomènes structurels risquent de les remettre en cause très rapidement. Les deux dévaluations de la devise finlandaise (5,8 % en avril et 3 % en septembre) n'ont pas modifié fondamentalement cette tendance. Fortement dépendante du commerce extérieur, la Finlande ne peut se permettre de ne pas rester compétitive. Les deux tiers de l'énergie consommée dans le pays (la Finlande est l'un des pays les plus élevés du monde de consommation d'énergie par habitant) sont importés. La part du pétrole représente, à elle seule, 52 % de la consommation d'énergie. La Finlande bénéficie évidemment du fait que les deux tiers du pétrole et du gaz naturel sont importés d'U.R.S.S., avec laquelle les échanges s'opèrent sur la base du clearing, ce qui permet une sérieuse économie de devises.

Le commerce avec l'U.R.S.S. est aussi d'une importance capitale pour l'économie en général au raison des difficultés sérieuses rencontrées sur les marchés occidentaux. Il est régi par des accords quinquennaux qui exercent un certain effet stabilisateur. A la suite de la baisse des échanges avec les pays de l'O.C.D.E., l'U.R.S.S. est devenue le premier partenaire de la Finlande, représentant pour les sept premiers mois de l'année 17,5 % des exportations et 18,1 % des importations, devant la Suède, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne. Cette année, les échanges avec Moscou devraient dépasser les deux milliards de roubles, soit dix milliards de marks. L'ensemble du commerce avec les pays de l'Est représente un peu moins du quart du total des échanges commerciaux.

Pourtant, la Finlande commence aussi à éprouver des difficultés dans les pays socialistes : elle vient au quatrième rang des partenaires occidentaux de l'U.R.S.S. après l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis et le Japon. Un dirigeant de la compagnie nationale des hydrocarbures note à cet égard : « Nous évitons l'habitude de penser que notre marché à l'Est nous était réservé. En fait, ce marché est devenu l'objet d'une concurrence accrue. Les avantages de la Finlande se sont évanouis. »

(Lire la suite page 6.)

Le charpentier Armas retournerait volontiers travailler en U.R.S.S.

PÄÄJÄRVI, lieu-dit en République autonome de Carélie, à 60 km de la frontière finlandaise et haut lieu de la coopération finno-soviétique pour la construction d'une ville de quatre mille habitants, d'un centre de triage du bois et d'une usine de panneaux de particules. La première phase du programme a démarré en 1972 et la seconde s'est achevée en 1976. Le troisième est en cours de négociation. Au plus fort il y avait quatre cent cinquante Finlandais à Pääjärvi. Armas est l'un d'eux. Cinquante ans, charpentier de profession, marié, trois enfants, il y a passé trois ans et quatre mois en deux fois. « Avec les difficultés qu'il y a pour trouver du travail dans le bâtiment, il faut souvent partir loin. Alors, passer la frontière... D'autant plus qu'il a déjà travaillé à l'étranger, en Suède, il y a quinze ans. Mais c'est complètement différent. Le Suédois vous fait tout de suite comprendre qu'on est étranger, qu'on vient leur voler leur boulot, il est jaloux. Le Carélien ou le russe ne sont pas jaloux. Ils nous ont respectés et il n'y a

jamais eu de manifestation quelconque parce que nous étions étrangers. Quant il est arrivé à Pääjärvi, il n'y avait rien : deux ou trois ingénieurs soviétiques et le reste des Finlandais comme lui originaires pour le plupart de Kuusamo, la ville finlandaise la plus proche. C'est au cours de la deuxième phase que sont venues les Soviétiques pour habiter les maisons que nous avions construites. Il y avait même des femmes, mais seulement si elles avaient un travail. Pour nous, comme l'employeur n'avait rien prévu pour les femmes, nous n'avions que des logements de « célibataires ». Y avait-il une bonne entente avec les Russes ? Cette question : « D'abord, il y avait ceux qui parlaient le patois carélien, il faut dire que c'est pas pareil de discuter avec un Carélien qu'avec un Soviétique de Russie. Ils nous comprennent mieux, on se sent moins étrangers. Mais quand on habite ensemble ? » « Ah ! non, on habite dans des immeubles différents. On avait notre bar et les Soviétiques leur bar et on n'y allait pas. Pour

dire qu'on n'avait pas l'autorisation. C'était un accord finno-soviétique comme ça. Et puis, de toute façon on n'avait pas de roubles. On nous payait en marks. Et les petites visites de politesses entre voisins ? « Bien sûr, mais enfin si on voulait aller dans une famille russe, il fallait une autorisation. C'est la côté négatif pour moi. Les limitations auxquelles on se heurte et qui créent un obstacle à l'amitié. Mais enfin, ce n'était pas très grave. Dans une colonie perdue au milieu des forêts, comment musclait-on ces loisirs ? « Il y avait des soirées et les Caréliens ont présenté des spectacles en finnois. Et là on remarque que la culture repart chez eux un soutien beaucoup plus fort que chez nous. Pour les Finlandais nous n'avions que les soirées préparées par l'association U.R.S.S.-Finlande. Moi j'aurais aimé circuler un peu, voir autre chose. Mais en fait on n'avait pas le droit de se promener en dehors des zones de chantier : on ne pouvait même pas faire un voyage jusqu'à Leningrad. Mais,

vous savez, l'absence de liberté de mouvement n'est pas pesante. Et la politique ? « On n'a pas fait de politique là-bas. On ne discutait pas de politique, rien de tout cela. D'ailleurs on avait des accords pour ne pas se mettre à critiquer ce qu'il y a là-bas, il y avait nos syndicats, mais pas de politique. Mais quand il y a eu des grèves dans le bâtiment en Finlande nous sommes restés en dehors. Mais surtout — le salaire était bon, 3 600 marks par mois brut. Et comme l'hôtelière près d'ici (Pääjärvi est à 120 kilomètres de Kuusamo), l'épave l'essence hors taxe et une indemnité de trajet. Au total, de mon point de vue, ça valait le coup d'y aller. Quand je suis revenu en Finlande j'ai été chômeur. J'ai retrouvé du travail mais à 600 kilomètres de Kuusamo. Pour le moment je répare ma maison. Mais si c'est possible, j'irai à Rostov ou à autre grand projet que les Finlandais doivent entreprendre en U.R.S.S., ou ailleurs. Ou à Pääjärvi pour le troisième phase. — G. G.

Les impératifs commerciaux

(Suite de la page 5.)

A certains égards, le fait que nous vendions en clearing, la proximité géographique et pratique, nous donnent un certain avantage, toutes conditions égales d'ailleurs. Mais c'est tout.

Le marché soviétique est d'autant plus vital pour la Finlande qu'il fournit directement et indirectement du travail à près de deux cent cinquante mille personnes. Pour l'agriculture, par exemple, Leningrad, à proximité immédiate de la frontière, constitue un marché naturel pour les surplus de beurre et de lait de la Finlande. Mais les possibilités d'augmenter les échanges apparaissent limitées à court et à moyen terme, tant en raison des difficultés d'absorption par le marché finlandais des biens différenciés en provenance d'U.R.S.S. qu'en raison du décalage d'U.R.S.S. de ne pas accroître ses livraisons de matières premières. La seule augmentation significative pourrait avoir lieu dans le domaine du pétrole, soit dans celui des équipements lourds (centrale atomique, par exemple). Mais, pour le pétrole brut, l'U.R.S.S. a, jusqu'à présent, été fort réticente pour augmenter ses livraisons, tout au moins dans le cadre du clearing. Peut-être serait-elle disposée à le faire si le pétrole (dont le prix est fixé selon les cours de Rotterdam) était payé en devises. Mais ce serait

opérer, même partiellement, une transformation radicale des modalités des échanges que les Finlandais ne semblent pas souhaiter actuellement. Les grands projets semblent ouvrir de meilleures perspectives. Si l'U.R.S.S. reçoit, en fin de compte, la commande d'une nouvelle centrale nucléaire de 1 000 mégawatts, ce sera surtout pour des raisons de politique commerciale.

La spécialisation technique

Afin de donner un cadre plus précis aux échanges commerciaux et à la coopération économique entre les deux pays, un accord pour treize ans a été signé en mai dernier lors de la visite du président Kekkonen en U.R.S.S. Il prévoit l'augmentation des échanges de 50 milliards de marks pour la période 1978-1980 et de 85 milliards pour 1981-1983, de même qu'un certain nombre de grands projets : ainsi, la Finlande assurera la construction en U.R.S.S. du complexe d'enrichissement du fer de Kostanovsk. La valeur totale du projet se monte à quelque 2,7 milliards de marks ; les Finlandais espèrent bien arracher, en outre, les commandes d'équipement et de machines nécessaires au complexe minier.

Un autre volet de la coopération de la Finlande avec les pays socialistes et qui concerne surtout le porteur des fruits, est constitué par les accords de type technique et technico-scientifique avec les pays membres du Comecon selon les dispositions de l'accord-cadre signé avec le Comecon en mai 1973, quelques mois avant la signature de l'accord avec la C.E.E.

L'objectif est de mettre sur pied des projets multilatéraux de coopération scientifique et technique de spécialisation ou même de coproduction. Les plus grands progrès ont été faits en matière d'équipement et de machines. Comme on le voit à la commission mixte Finlande-Comecon, « en cherchant à entrer en contact avec l'intégration des pays du Comecon, la Finlande vise à dresser une carte des possibilités qui lui sont offertes et à faire des propositions de coopération par cas. Dans le domaine de la technologie, la Finlande défend maintenant, en Europe, la meilleure connaissance de ce qui existe dans les pays socialistes, et ses experts sont aidés dans tous les centres de coordination pour chaque secteur. »

GILLES GERMAIN.

(*) Le mark finlandais vaut 1,17 franc.

Qui décide de la politique économique ?

Qui décide de la politique économique de la Finlande ? Si l'on avait posé cette question il y a dix ans, au moment de la dévaluation du mark, la réponse aurait été sans conteste : « Le gouvernement. » Aujourd'hui, la même question n'appelle plus une réponse aussi franche.

Au cours des années de prospérité, chacun avait son mot à dire au point que le gouvernement n'était plus que comme l'une des voix dans le concert quelque peu cacophonique sur le thème de la politique économique à mettre en œuvre. La lutte contre l'inflation, contre le déficit de la balance des paiements, contre l'endettement extérieur du pays, contre le chômage, recevait de la part des principaux acteurs de la vie économique des réponses différentes ou opposées, en fonction des intérêts représentés. Dans l'ensemble, le gouvernement, qui aurait dû trancher, se voyait dans l'impossibilité d'agir.

En effet, le gouvernement apparaît souvent le plus mal loti : s'il est homogène, il est minoritaire au Parlement et se voit contraint à un certain immobilisme ; s'il regroupe une large coalition lui assurant une bonne assise parlementaire, il n'en reste pas moins menacé d'éclatement interne, ce

Le rôle de la Banque de Finlande

Que ce soit le patronat, l'industrie, la banque de Finlande ou la Confédération des travailleurs, tout le monde est d'accord pour penser que la politique économique de ces dernières années a été « dispersée » ou « désordonnée », et rejette la faute sur les autres. Qui a décidé ? « Un peu n'importe qui, n'importe quand », répond sans hésiter M. Somerto, le patron des patrons. « Les autorités politiques devraient être responsables de la politique économique, mais nos institutions en sont incapables parce qu'il y a trop de partis. »

Au point que le seul organe à avoir eu une ligne et à l'avoir suivie envers et contre tout, c'est la Banque de Finlande, qui dispose d'une indépendance exceptionnelle puisqu'elle est la banque du Parlement (son directeur est nommé par le Parlement). Après avoir dû jouer le rôle peu plaisant de Cassandra devant la montée des périls économiques, le gouverneur de la banque, M. Koivisto, a mis en place une politique monétaire hautement restrictive pour mettre un frein à l'inflation et à l'endettement extérieur. Ce qui lui a valu, dans un pays où on a tendance à personnaliser les problèmes politiques et économiques, de faire la quasi-unanimité contre lui, au moins publiquement, même si on reconnaissait en privé le bien-fondé de la politique suivie. « Observateur et modérateur pour le gouvernement et les autres, la Banque de Finlande a dû recourir à la politique monétaire pour ralentir l'inflation. Nous critiquons cette politique, mais nous la comprenons », explique M. Laantinen. On raconte que M. Koivisto se décrivait comme un gar-

dien de but solitaire dans un match de hockey sur glace où les deux équipes joueraient contre lui. « Le gouvernement n'ayant pas besoin de porter la responsabilité des décisions de la Banque de Finlande, il a eu la tentation d'échapper à ses propres responsabilités », explique-t-on à la banque centrale. « Par la politique monétaire, nous pouvons stabiliser l'économie, mais c'est au taux de croissance le plus faible et au taux de chômage le plus fort. Ceci était nécessaire parce que l'endettement était trop fort, mais nous avons en même temps arrêté tous les investissements. En fait, les instruments expansionnistes de la politique économique sont aux mains du gouvernement. »

Il semble pourtant que le gouvernement ait décidé à partir de ce rôle d'Ariéenne où il a pu pouvoir se complaire durant les années de forte expansion et où il est resté encore cantonné au début de la crise qui a frappé la Finlande à partir de 1975. Déjà, le gouvernement de coalition de M. Miettinen avait mis au point au printemps 1976 un programme à moyen terme visant à restaurer en profondeur les équilibres économiques (prix, productivité, compétitivité, emploi). Ce programme resta pratiquement lettre morte, puisque le gouvernement s'est écroulé tout seul avant d'avoir pu présenter le budget au Parlement. Le gouvernement minoritaire qui suivit avec le même premier ministre réussit à faire passer un budget de restriction mais ne put guère aller plus loin. Le nouveau gouvernement de coalition (centristes, sociaux-démocrates et communistes), dirigé par M. Sorsa, a mis au point en juin dernier un « programme de réanimation » de l'économie finlandaise visant à corriger les déséquilibres de l'économie. Ce programme comprend des objectifs à cinq ans et un plan d'action pour 1977-1978. Les cinq objectifs à moyen terme sont : amélioration de l'emploi pour que le taux de chômage soit durablement inférieur à 2,5 % (il est actuellement supérieur à 5 %) ; un déficit des paiements extérieurs inférieur à 2 % du P.N.B. ; pas de hausse de la charge fiscale au-dessus du niveau de 1977 (40 %) ; réduction de la hausse annuelle des dépenses budgétaires à 3 % ; réduction de la hausse des coûts et des prix.

Les mesures nécessaires pourront aussi être prises dans un climat nouveau, ce qu'on appelle déjà « l'esprit de Korhonen », du nom d'une conférence qui, à l'initiative de M. Sorsa, réunit au début du mois de septembre tout ce qui compte en matière de décision économique. Après l'unanimité sur le diagnostic commencé à se faire jour une adhésion des partenaires économiques sur les mesures à prendre. Même si la concertation exige une longue patience. — G. G.

Le papier de Rauma-Repola donne les actualités à un nombre surprenant de lecteurs.

Rauma-Repola est la deuxième entreprise industrielle de Finlande par ordre de grandeur. L'activité comporte la transformation mécanique et chimique du bois ainsi que l'industrie de constructions navales et mécaniques. En 1976 le chiffre d'affaires global de l'entreprise s'élevait à 2,2 milliards de marks finlandais (FF 2,7 milliards) dont plus de 60% venaient de l'industrie métallurgique. L'exportation correspondait à 80% du chiffre d'affaires. Les effectifs de l'entreprise comptent 18 000 personnes dans 31 établissements de production situés dans toute la Finlande.



RAUMA-REPOLA

SIÈGE SOCIAL
SNELLMAINKATU 13
00170 HELSINKI 17, FINLANDE
TELEPHONE: 90-13 100
TELEGRAMME: RAUREP HELSINKI
TELEX: 12514 RRHK SF

USINE A PAPIER DE RAUMA
SF-26100 RAUMA 10
FINLANDE
TELEPHONE: 938-12 800
TELEGRAMME: RAUREP RAUMA
TELEX: 65117 RRHAU SF

NOUVEAU MAILLON IMPORTANT
DANS NOS SERVICES
INTERNATIONAUX:

**KANSALLIS
INTERNATIONAL
BANK S.A.**

25, Boulevard Royal
B.P. 627, Luxembourg
tél. 475075 adresse télégraphique: kansintbank
tél. 1819 kansbalu

Actionnaires:
Kansallis-Osake-Pankki
Vakuutus Oy Pohjola

KANSALLIS-OSAKE-PANKKI

Siège social: Helsinki, Finlande
Participations: Manufacturers Hanover Banque Nordique, à Paris.
Norddeutsche Bank Zürich, à Zurich, Nordic Bank Ltd., à Londres.
Représentations: Francfort-sur-le-Main, Moscou, São Paulo, Singapour et Hong Kong.

هكسان الثمن

La France reste un partenaire commercial trop modeste

La commission mixte franco-finlandaise doit se réunir à Paris les 3 et 4 novembre pour faire le point sur les relations économiques entre les deux pays et examiner dans quelle mesure on pourrait les développer. En effet, à Paris comme à Helsinki, on s'accorde pour dire que « les relations économiques franco-finlandaises ne sont pas ce qu'elles devraient être ». Ce constat s'appuie sur un certain nombre de données statistiques.

Le volume des échanges, qui connaissait une croissance régulière, a brutalement régressé en 1976. Le phénomène est imputable au net recul des ventes françaises : 778 millions de marks contre 1 166 millions de marks en 1975, les exportations finlandaises étant à peu près au même niveau qu'en 1974 : 883 millions de marks contre 876 millions de marks (1 mark vaut 1,17 franc). Les premiers chiffres pour 1977, ne sont guère plus favorables. Les ventes françaises, pour le premier semestre, atteignent 416 millions de francs, et les exportations finlandaises vers la France 503 millions de francs. Conséquences des difficultés économiques de la Finlande ? Sans doute. Néanmoins, les achats finlandais à l'étranger ont quand même progressé globalement de 2 % en 1976, et les exportations des pays de la C.E.E. n'ont diminué que de 4 %, alors que celles de la France ont reculé de 33 %. Même si l'on fait abstraction de la livraison — exceptionnelle — de deux paquebots en 1975 (pour une valeur de 200 millions de marks), la baisse des ventes françaises est encore de l'ordre de près de 20 % en 1976.

Un fléchissement qui s'accroît

Ce fléchissement se retrouve dans le classement des partenaires commerciaux de la Finlande. Si la France était, en 1975, son septième fournisseur, avec 4,2 % du total des importations finlandaises (1), elle ne se classe en 1976, qu'au huitième rang, avec 2,7 % seulement. Loin derrière l'U.R.S.S. (18,5 %), la Suède (15,9 %), l'Allemagne fédérale (14,6 %), la Grande-Bretagne (7,9 %), les États-Unis (5,2 %) et juste derrière la Norvège (3 %) et le Danemark (2,7 %). On peut craindre qu'en 1977 la situation n'évolue guère. La France pourrait même être dépassée par le Japon, qui fait une percée sur le marché finlandais.

Pour les Finlandais, l'aspect qualitatif compte tout autant, sinon plus, que l'aspect purement quantitatif. Ils souhaitent, bien sûr, accroître le volume de leurs ventes à la France, mais aussi, et surtout, les diversifier. Actuellement, pour 70 % leurs exportations sont constituées de produits de la filière bois-papier. Aussi désirent-ils vendre de plus en plus de machines (pour le papier) et de

produits à forte valeur ajoutée, voire même de la technologie. Cette volonté s'accompagne d'un souhait : celui de développer les accords, dits de compensation, d'obtenir, en contrepartie de contrats passés à des firmes françaises, la livraison de produits finlandais si possible à forte valeur ajoutée.

Les biens d'équipement

Il y a quelques mois, la société C.I.L.-Honeywell Bull espérait vendre quatre grands ordinateurs aux facultés finlandaises, Helsinki souhaitait une compensation. L'achat, par la firme française, de mini-ordinateurs et de terminaux développés par Nokia, avait été envisagé. Ces matériels auraient pu être revendus par C.I.L.-Honeywell Bull en France (on avait songé à la clientèle des grandes banques nationalisées). Finalement, l'affaire a échappé sur ce problème de compensation, et le groupe américain Univac a emporté le contrat. De même, en échange de la fourniture d'équipements modernes de tri postal par les deux firmes françaises, Thomson et Sagem, la Finlande voulait écouler un million de pièces télégraphiques en bois. En fin de compte, cette affaire pourrait être emportée par les Japonais, avec le soutien discret de Siemens.

Ce problème de compensations, la vive concurrence des pays à devises faibles (Italie, Grande-Bretagne), les fortes positions de l'U.R.S.S. et des pays scandinaves, la dégradation de la situation de « présence française » dans le pays, rendent difficile une percée significative de la France en Finlande. « Difficile mais non impossible », dit-on dans les milieux français d'Helsinki. « Notre atout principal réside dans les biens d'investissement. » Certes, les produits chimiques, les articles textiles, les voitures (Renault et Peugeot) représentent des postes non négligeables dans les exportations françaises. Mais ces marchés restent limités. Il faut donc viser les secteurs de pointe. Par exemple, celui des machines-outils spécialisées, où il existe des débouchés importants.

A Paris, on place également beaucoup d'espérance dans les télécommunications. Deux compagnies privées de téléphone à Vasa, et à Kuopio ont commandé deux centraux semi-électroniques à la filiale française d'ITT, la

Compagnie générale de constructions téléphoniques. Le premier, celui de Vasa, est entré en service au mois de juin. Des négociations avec d'autres compagnies sont en cours. La société française CIT Alcatel a signé en juin un accord avec la firme d'Etat finlandaise Telefunco (2). Cette dernière achèterait dans un premier temps quatre centraux électroniques de type E-10. Dans un deuxième temps, CIT Alcatel céderait la licence de son matériel et participerait à la construction d'une usine de production de E-10 en Finlande. La matérialisation de cet accord reste toutefois subordonnée à l'adoption d'un ambitieux programme d'investissements par les P.T.T. finlandais. Or, la situation économique du pays risque de rogner quelque peu leur budget.

Dans le domaine nucléaire, la possibilité d'une coopération franco-finlandaise reste, apparemment, ouverte. Pour les experts finlandais « la France est un interlocuteur valable, car elle seule peut offrir, comme les Soviétiques (3), un ensemble complet comportant une centrale de 900 MW (ou plus), la fourniture du combustible et le recyclage des déchets ». En novembre, les dirigeants de la grande société publique de production et de distribution d'électricité Imatran Voima se rendront en France pour visiter Framatome. Serait étonnant que ce sujet ne soit pas abordé lors de la réunion de la commission mixte franco-finlandaise les 3 et 4 novembre.

J.-M. Q.

- (1) La France est le septième acheteur de la Finlande, avec 3,5 % du total de ses exportations.
- (2) Société dont le capital se partage à égalité entre Nokia et la firme d'Etat Telia.
- (3) La première centrale nucléaire de Lovina est équipée de six réacteurs soviétiques de 300 MW.



KONE

TRANSPORTE

PERSONNES ET MARCHANDISES

HORIZONTALEMENT ET VERTICALEMENT

DANS LE MONDE ENTIER

Ascenseurs - Monte-charge - Ascenseurs d'hôpital
Escaliers mécaniques - Systèmes de transport inter-étages
Ponts roulants - Grues pivotantes
Grues à portique - Convoyeurs - Palans électriques
Systèmes de manutention de bois

Chiffres de l'exercice 1976: Ventes nettes US \$ 280 millions, bénéfice après impôts US \$ 11 millions, fonds des actionnaires US \$ 65 millions, personnel du groupe (mondial) 10 500.

Groupe KONE, siège social: HELSINKI, Finlande. Filiales et affiliées: AUTRICHE: Sowitsch AG, Vienne • BELGIQUE: Kone Westinghouse Elevators Belgium S.A., Liège • DANEMARK: Kone Elevator A/S, Copenhague • ESPAGNE: Eguren-Kone S.A., Bilbao • FRANCE: Société Française des Ascenseurs Kone Westinghouse, Paris • GRANDE BRETAGNE: Kone Lifts Ltd, Londres • MEXIQUE: Elevadores Norden S.A. de C.V. Mexico • NORVEGE: Kone A/S, Drammen • REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE: Hävemeier & Sander KG, Hannover • SUÈDE: Kone Hissar AB, Stockholm; Kone Aktiebolag, Stockholm • VENEZUELA: Ascensores H + S-Kone C.A. Caracas. Bureaux de vente: BRÉSIL, Sao Paulo • ÉGYPTE, Le Caire • IRAN, Téhéran • SINGAPOUR • U.R.S.S., Moscou.



finapar

représentant
L'ASSOCIATION DES PAPETERIES FINLANDAISES-FINNPAP
27 Usines - 100 Machines - 4.400.000 Tonnes

18 bis, rue d'Anjou, 75008 PARIS
Tél : 01-47-47-81
Télex : Finapar-Paris 650216

Une diplomatie discrète mais efficace

(Suite de la page 5.)

En juillet, la mort dans l'âme, les Finlandais livraient à l'U.R.S.S. deux jeunes « pirates de l'air » soviétiques qui s'étaient posés à Helsinki. Le gouvernement finlandais y avait tenu par un accord d'extradition dont le principe, en matière de piraterie, n'est nullement blâmable. Il arrive aussi que des réfugiés estoniens traversent en barque les 80 kilomètres qui séparent Teltin d'Helsinki et ne soient pas renvoyés chez eux. Certes, les transfuges connus sont peu nombreux, mais cela ne signifie pas qu'ils soient exceptionnels. Outre les 1 100 kilomètres de côtes finlandaises les 1 200 kilomètres de frontières finno-soviétiques, avec d'immenses lacs gelés, ne sont pas infranchissables. « Chaque affaire est traitée cas par cas », acceptent de dire les officiels en refusant d'ajouter un mot.

L'indispensable confiance

Nous touchons ici au caractère le plus spécifique des relations finno-soviétiques. Une clause non écrite dans les traités régit les rapports entre Helsinki et Moscou. C'est le principe, tous les Finlandais le connaissent, le comprennent, et, dans l'ensemble, le respectent : c'est la clause de discrétion.

La presse n'est, bien entendu, soumise à aucune censure, mais lorsque se présente une affaire trop désagréable pour le Kremlin, les grands moyens d'information jugent politiquement déconseillé de publier, et surtout de commenter. L'Archipel du Goleg n'a pas trouvé d'éditeur à Helsinki, mais il a été publié en Suède.

en finnois et vendu, dans toute la Finlande. Quand une crise grave se présente, que l'inquiétude gagne le pays et que des commentaires critiques pour le Kremlin commencent à se répandre dans les journaux, le gouvernement prend publiquement position. « L'indépendance », « l'autonomie », « la souveraineté » et « l'unité » sont des mots qui, dit-il, « s'inscrivent » et s'emploient à rassurer simultanément l'opinion finlandaise et les dirigeants soviétiques — jusqu'à quel point, c'est une autre question.

La faiblesse d'une telle politique, c'est qu'elle dépend pour une grande part de la confiance qu'on peut personnellement inspirer aux Soviétiques une poignée d'hommes, essentiellement trois présidents de la République : Mannerheim qui après avoir mené la guerre contre l'U.R.S.S., fit prendre à ses compatriotes le virage de la paix, et surtout Paasikivi et Kekkonen. La grande incertitude de demain est de savoir qui, au terme du nouveau mandat qu'il sollicitera et obtiendra l'an prochain, succédera à M. Kekkonen quand, en 1984, il aura quatre-vingt-trois ans.

La force de cette politique, en revanche, tient à ce qu'elle repose sur un consensus national puissant. Le parti conservateur, aujourd'hui dans l'opposition, ne manque pas une occasion de proclamer son appui à « la ligne Paasikivi-Kekkonen », de rappeler que le premier était un des aînés et d'affirmer qu'il fera campagne pour la réélection du second. Si un petit peuple aussi particulier (qui pose encore aujourd'hui une énigme linguistique) a pu survivre à travers les siècles, c'est que dans la dépendance et l'indépendance, dans la guerre et dans la paix, sa cohésion a inspiré le respect.

MAURICE DELARUE

La Douceur du Vison

Le Papier TMP L'Ingénierie de Kaipola

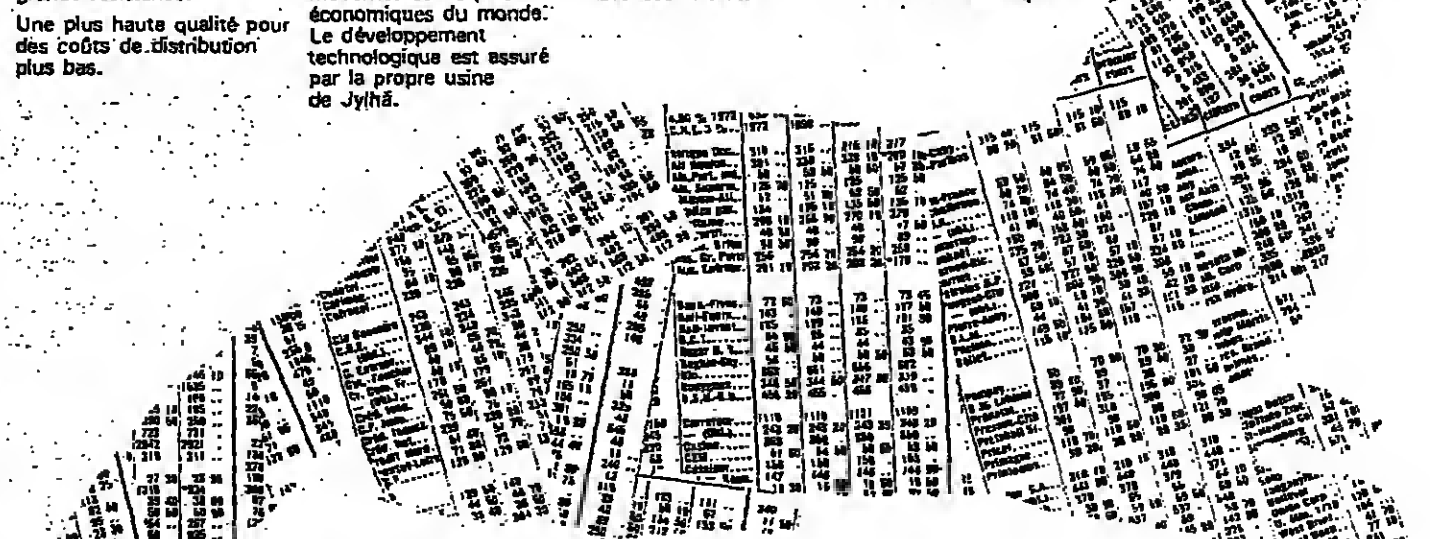
a pour l'imprimeur la douceur du vison, car son poids léger lui donne une meilleure aptitude à l'impression, une course plus douce et une plus grande résistance. Une plus haute qualité pour des coûts de distribution plus bas.

Finntalc

a démontré son savoir-faire en concevant et en construisant les établissements industriels de Kaipola (Finlande) et de Union A/S (Norvège), les plus modernes et les plus économiques du monde. Le développement technologique est assuré par la propre usine de Jylhä.

TMP

Technologie unifiée de United — KAIPOLA, JYLHÄ, FINNTALC — à la pointe de la compétence. Nos experts répondront volontiers à toutes vos questions concernant TMP, c'est-à-dire le papier thermo-mécanique.



United, le sommet de la compétence



YHTYNEET PAPERITEHTAAT OY (UNITED PAPER MILLS LTD) KAIPOLA JYLHÄVAARA FINNTALC

Veuillez m'adresser davantage d'informations

Nom _____

Compagnie _____

Poste occupé _____

Adresse _____

Adresser à
YHTYNEET PAPERITEHTAAT OY
SERVICE MARKETING
BP 40
37 601 VALKEAKOSKI
Finlande

La construction navale joue la diversification géographique

Un chiffre d'affaires annuel de 2,2 milliards de marks finlandais ; des ventes à l'étranger de 1,8 milliard de marks ; une production de vingt-huit navires totalisant 202 000 tonnes en 1976 ; un effectif de 13 000 personnes... Voilà des chiffres qui n'ont rien d'exceptionnel et qui expliquent que la construction navale finlandaise n'occupe qu'une modeste quinzième place dans le « hit parade » mondial. Pourtant, les apparences sont parfois trompeuses, car les chantiers jouent un rôle essentiel dans l'économie du pays. Ils emploient quelque 7 % des salariés de l'industrie et font vivre avec la sous-traitance plus de 30 000 familles, ce qui est loin d'être négligeable dans un pays qui ne compte que 4,7 millions d'habitants. Leurs ventes à l'étranger, représentant 8 % du total des exportations, sont indispensables pour payer la facture énergétique. Enfin, la construction navale finlandaise jouit d'une renommée mondiale que les statistiques, dans leur sécheresse, ne sauraient dépeindre.

SANS remonter au dix-septième et au dix-huitième siècle (où le bois et le goudron avaient déjà donné naissance à une industrie navale), on estime généralement que l'essor des chantiers finlandais date des lendemains de la seconde guerre mondiale. Et ce grâce à l'U.R.S.S. qui exige, au titre des réparations de guerre, la livraison de nombreux navires. Une douzaine de chantiers vont alors se développer. A Helsinki, mais aussi à Turku et à Rauma, sur le golfe de Bothnie. Deux critères président à leur croissance : spécialisation et intégration. Spécialisation d'abord au niveau mondial. Pas question pour le pays de se lancer dans la construction de paquebots géants, de grands navires de guerre, de super-pétroliers. Il s'agit de se concentrer sur les points forts naturels décollant de l'environnement : brise-glace, tankers polaires, ferries, transporteurs de bois. Peu à peu on étend cette compétence aux porte-conteneurs, paquebots de luxe, plates-formes de forage (à partir de 1970) et plus récemment, aux navires très spécialisés. Tout naturellement, les chantiers navals se sont « répartis le travail » dans les grandes lignes. Le premier d'entre eux, Wärtsilä, est le champion des brise-glace, des car-ferris, des transporteurs de produits chimiques. Le second, Rauma Repola, est le seul fabricant de plates-formes pétrolières. Valmet, le numéro trois, s'est acquis une solide réputation dans les navires spécialisés (bateaux-citernes, navires pour la recherche scientifique, pour la marine nationale, transports de chalands, porte-conteneurs). Holminkä a choisi le créneau des transporteurs de colis lourds, et Navire s'est spécialisé dans les équipements divers, telles les portes de pompes et les écoutilles.

Une forte valeur ajoutée

La construction navale est une industrie lourde qui nécessite de grands investissements. Pour y faire face, les chantiers doivent être, surtout dans un petit pays, intégrés, afin d'avoir l'appui de grands groupes. Wärtsilä, Valmet, Rauma, sont de véritables conglomérats qui possèdent, à côté d'usines métallurgiques, d'unités de fabrication de machines, de moteurs et d'outillages divers, de sociétés d'ingénierie de laboratoires, des divisions « construction navale ». Ces unités « représentent pour Wärtsilä 65 % du chiffre d'affaires total du groupe (970 millions de marks finlandais) pour un total de 1,5 milliard de marks finlandais ; pour Valmet, ce pourcentage n'est que de 30 % (500 millions de marks finlandais) sur 1,8 milliard de marks finlandais et de 35 % pour Rauma Repola (450 millions de marks finlandais) sur 2,2 milliards de marks finlandais.

Cette intégration permet à l'industrie navale finlandaise d'avoir une forte valeur ajoutée. La plupart des équipements des bateaux sont construits dans le pays. Chez Valmet, on estime que pour 85 % la valeur des bateaux qui sortent de ses cales est finlandaise. Pour Wärtsilä, le pourcentage est similaire. La spécialisation s'est accompagnée du développement de laboratoires de recherches dans des technologies bien précises. Wärtsilä a un laboratoire de glaciologie qui n'a que trois équivalents dans le monde à Leningrad, en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis. Aujourd'hui, plus de la moitié des brise-glace en opération dans le monde sont d'origine finlandaise. Autre atout des chantiers : l'existence d'un important marché captif. En remplissant d'avance ses carnets de commandes, l'U.R.S.S. a permis également aux chantiers finlandais de connaître une très forte expansion au cours des vingt dernières années. Depuis 1945, plus de 1 800 navires lui ont été livrés. Il s'agit non seulement de brise-glace, mais aussi de navires spécialisés. Ainsi, Valmet a livré l'année dernière à l'U.R.S.S. deux des plus grands porte-conteneurs du monde qui assurent la liaison

Leningrad-La Havane-New-York. Dans ses nouvelles installations proches d'Helsinki, la société s'est attaquée à la construction de deux bateaux « transporteurs de péniches », un genre entièrement nouveau puisqu'il n'existe qu'un seul navire de ce type aux Etats-Unis. Plus de 50 % des carnets de commandes actuels des chantiers finlandais sont d'origine soviétique. Vient ensuite la Suède et la Norvège.

Grâce à sa spécialisation et à ses marchés captifs, l'industrie navale finlandaise a espéré, un instant, passer au travers de la crise qui a frappé ses principaux concurrents ces dernières années. L'espoir aura été de courte durée.

Les chantiers finlandais connaissent à leur tour, depuis un an environ, l'angoisse du lendemain. Certes, au 1^{er} janvier 1977, les carnets étaient encore bien garnis : 100 navires (soit 1,1 million de tonnes), 56 barges, 7 plates-formes pétrolières, représentant une valeur de 7,4 milliards de marks finlandais. De quoi assurer du travail jusqu'en 1979. Mais tous ces chiffres ne doivent pas faire illusion. Ils concernent des ordres reçus depuis longtemps. Chez Wärtsilä on s'attendait. En 1975, nous avions eu deux commandes, en 1976 pas une seule. Même son de cloche chez Valmet. Depuis 1974, le nouveau chantier d'Helsinki n'a pas enregistré une seule commande. Sur quatre tankers pour la Norvège, deux ont été livrés, deux vont l'être bientôt. Il ne restera plus alors que les deux transports de péniches soviétiques. « C'est insuffisant pour faire vivre les deux mille employés. »

Crise passagère ou profonde ? A la Fédération de la métallurgie, on ne cache pas que « la situation ne s'améliorera au cours des prochaines années ». Et ce pour plusieurs raisons. La compétitivité de la Finlande s'est amoindrie. La concurrence sur ses créneaux traditionnels se développe. Ce qui avait fait la force et la prospérité des chantiers risque maintenant de se retourner contre eux. Le marché mondial des brise-glace arrive à saturation ; celui des ferries pour les pays scandinaves également. Les commandes de la marine finlandaise ne peuvent être que marginales.

Alors ? La Finlande espère une diversification géographique (pays pétroliers) et matérielle (installations portuaires, transferts de techniques) pour permettre à son industrie navale de retrouver des taux de croissance substantiels. Mais les beaux jours n'appartiennent-ils pas déjà au passé ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Une ambition : se placer sur le marché mondial de la télévision couleur

Il était « logique » que l'industrie nationale de la télévision cherche à s'intégrer de plus en plus, explique-t-on aujourd'hui dans les milieux industriels finlandais. De fait, le rôle des deux principaux fabricants locaux de TV, Salora et Finnlux, s'apparente de plus en plus à celui d'un simple monteur, puisqu'ils achètent leurs composants et surtout leurs tubes couleur. Les deux producteurs européens, Philips et Videocolor (société française dans laquelle Thomson détient 51 % et le groupe américain R.C.A. 49 %), sont leurs principaux fournisseurs. Or, l'évolution de la technologie entraîne un déplacement de la valeur ajoutée, du châssis de l'appareil vers les composants, pour l'essentiel le tube proprement dit et son « canon électronique », qui représentent, aujourd'hui, plus de 50 % du prix de revient d'un poste de TV couleur. Conscients de ce phénomène, les Finlandais ont cherché à fabriquer sur leur sol l'ensemble du produit fini. « Nous devons à l'avenir avoir des fabrications locales de composants électroniques. Comme nous ne pouvons pas tout faire, il nous faut choisir des types de produits qui aient tout à la fois un marché intérieur et extérieur suffisamment large. » Les tubes TV répondent à cette condition.

Objectif : 800 000 tubes TV couleur

On compte actuellement quelque 500 000 télévisions couleur dans le pays. Les ventes annuelles oscillent entre 200 000 et 250 000 postes. Si Salora est de loin le premier fabricant et couvre plus de 50 % du marché, Finnlux arrive bon second. Outre un troisième fabricant finlandais, on trouve Philips, qui occupe une part non négligeable, et des firmes japonaises (postes de petites dimensions). Certes, le seul marché intérieur est trop faible pour « rentabiliser » une usine de tubes. Mais on mise, à Helsinki, sur le marché européen, sans parler du tiers-monde. Pour alléger la balance des paiements (les achats de composants représentent un poste important des importations), pour exporter le maximum de valeur ajoutée, ne pas être à la merci d'une rupture d'approvisionnement de tubes, il a été décidé de développer une industrie locale des tubes TV couleur.

L'objectif étant de conforter les positions de l'industrie nationale, on ne pouvait se contenter de la simple implantation d'une usine de tubes par un groupe international. Il fallait trouver un producteur de tubes qui accepte de transférer sa technologie, apporte son assistance technique et se contente d'une faible participation financière aux côtés des industriels et des pouvoirs publics finlandais. Fidèle à sa politique traditionnelle, Philips a refusé de céder ses licences. Les négociateurs finlandais n'ont pas mieux réussi avec l'américain R.C.A. Quant à Videocolor, elle n'avait pas encore acquiescé à l'époque, sur l'insistance de poids et d'autonomie vis-à-vis de son partenaire américain pour se lancer dans une telle opération. Les Japonais, Hitachi en l'occurrence, se sont eux-mêmes tirés tout de suite intéressés. En mai 1976, l'accord est mis en forme. Une société — Valco Oy — est créée. Son capital de 50 millions de marks finlandais se ré-

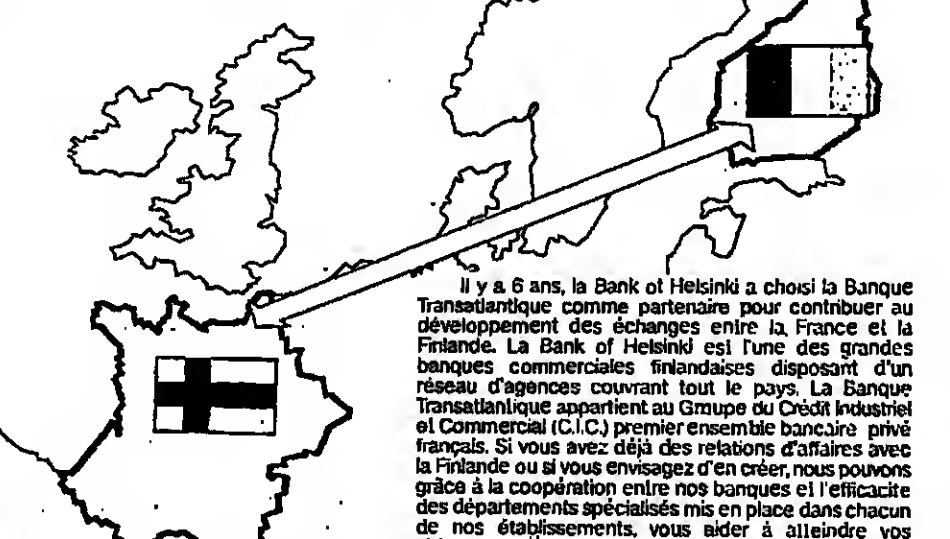
La Finlande va-t-elle jouer les trouble-fêtes sur le marché mondial de la télévision couleur ? La construction d'une importante usine de tubes de télévision couleur à Iwaura, à 300 kilomètres à l'est d'Helsinki, en coopération avec le groupe japonais Hitachi, intrigue les uns... et inquiète les autres.

partit entre l'Etat (60 %), Salora (20 %) et Hitachi (20 %). Elle fabriquera, dans une usine à Iwaura (550 emplois), des tubes couleur « Hitachi » de moyenne et grande dimensions. La production annuelle, qui doit démarrer dans les premiers mois de 1978, sera dans un premier temps de 400 000 tubes. On envisage de la porter à 800 000 tubes en 1980. Salora, Finnlux devraient à prix égal, donner leur préférence à Valco pour leurs contrats de tubes (1). Les tubes « nippon-finlandais » seront-ils compétitifs au niveau des prix ? « La rentabilité n'est pas essentielle, du moins dans l'immédiat. On peut accepter d'avoir une — petite — perte comblée par l'Etat, pour éviter une disparition de toute notre industrie nationale de radio-TV. »

(1) Une société étrangère ne peut détenir plus de 20 % du capital d'une entreprise finlandaise.

l'industrie japonaise, de prendre pied en Europe. Pour ce faire, elle est prête à bien des concessions et à l'accepter que des participations minoritaires. Elle est d'autant plus encline à transférer sa technologie qu'il s'agit là de son principal objectif. Avec Valco, il ne fait guère de doute qu'Hitachi espère faire d'une pierre deux coups. D'une part, enlever à ses concurrents européens le marché finlandais. D'autre part, se servir du pays comme tête de pont pour sa pénétration technologique en Europe. Sur les 800 000 tubes qui devraient sortir de l'usine Valco après 1980, les deux tiers au moins seront exportés. La « Scandinavie et l'U.R.S.S. étant plus spécialement visées ». Affaiblir Videocolor et Philips sur leur propre terrain, accoutumer les fabricants européens de TV à ses tubes (même s'ils sont vendus sous un autre label), tels sont, semble-t-il, deux des principaux objectifs poursuivis par Hitachi. Une stratégie qui n'est pas sans inquiéter une société comme Videocolor, et qui pourrait peut-être l'amener à faire des contre-propositions aux industriels et au gouvernement finlandais... — J.-M. Q.

Votre contact commercial et financier entre la France et la Finlande



Il y a 6 ans, la Bank of Helsinki a choisi la Banque Transatlantique comme partenaire pour contribuer au développement des échanges entre la France et la Finlande. La Bank of Helsinki est l'une des grandes banques commerciales finlandaises disposant d'un réseau d'agences couvrant tout le pays. La Banque Transatlantique appartient au Groupe du Crédit Industriel et Commercial (C.I.C.) premier ensemble bancaire privé français. Si vous avez déjà des relations d'affaires avec la Finlande ou si vous envisagez d'en créer, nous pouvons grâce à la coopération entre nos banques et l'efficacité des départements spécialisés mis en place dans chacun de nos établissements, vous aider à atteindre vos objectifs. Profitez de ce contact direct entre la France et la Finlande.

BANQUE TRANSATLANTIQUE **Bank of Helsinki**

17 Boulevard Haussmann 75009 Paris
Téléphone: (0)247 1300
Téléc: 650729 Neptune Paris

Aleksanterinkatu 17 Helsinki 10
Téléphone: 18201 Telex: 12538 nbank sf

un ski pas comme les autres

découvrez le ski finlandais

ski en étoile à partir d'un centre sportif, on bien la grande aventure d'une randonnée en Laplande.

Renseignements : OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13 rue Aubert 75009 Paris Tél. 286.40.13
2800 francs forfaits de 9 jours

desire la documentation gratuite

Nokia. C'est un peu de la Finlande qui vient chez vous

Serviettes de table. Bon appétit



Nokia est une entreprise finlandaise diversifiée, constituée de cinq groupes industriels : Industrie du bois, Usine de caoutchouc, Usine de fabrication de câbles, Electronique et Groupe des plastiques. Le chiffre d'affaires du groupe dépasse 2,5 milliards de Francs Français et emploie quelques

16.000 personnes. La Sodipan S.A.R.L. et sa filiale Hygié-France sont les entreprises en France du groupe Nokia, et fabriquent des papiers ménagers à partir de la matière première papetière produite par Nokia. Industrie du bois, située en Finlande, produit des produits scier, de la cellulose, du papier et des produits papetiers élaborés. Les pneus de voitures, chaussures et

produits de caoutchouc industriels constituent les produits des Usines de caoutchouc de Nokia. L'Usine de fabrication de câbles de la Société compte parmi les fabricants européens de câbles les plus diversifiés, et assure également une importante production métallurgique. Les produits les plus connus en France de l'Usine de fabrication de câbles sont les rails électriques pour lumière.

Electronique dessert les communications, l'automatisation industrielle et l'informatique, secteurs qui ont tous de bonnes relations avec la France. Le programme de fabrication du Groupe des plastiques comprend pour sa part les revêtements plastiques et les produits de renfort plastifiés.

Plus Vous en savez sur la Finlande Et plus Vous en savez sur Nokia

NOKIA

INDUSTRIE DU BOIS USINE DE CAOUTCHOUC USINE DE FABRICATION DE CÂBLES ELECTRONIQUE GROUPE DES PLASTIQUES

Sodipan S.A.R.L. Zone Industrielle de St. Etienne du Rouvray Boulevard Industriel 78800 Saint Etienne du Rouvray

Boîte postale 226, 00101 Helsinki 10, Finlande, Tél. 170 171, telex 12-442

tampel

tech

forfaits de 9 jours

TAMPEL

L'industrie du bois et du papier tient à bout de bras l'économie du pays

Les exportations de la Finlande représentent 5 à 6 % du total des exportations mondiales de pâte à papier, 15 à 18 % de celles de papier et de carton et 9 à 10 % de bois scié et de panneaux. La Finlande se place au quatrième rang mondial pour les exportations de pâte à papier (après le Canada, la Suède et les États-Unis) et au second rang après le Canada pour le papier et le carton. Même aujourd'hui, après trente ans de diversification de l'industrie, la consolidation de la métallurgie ou des constructions navales et l'émergence de nouvelles branches, c'est encore l'industrie du bois et du papier qui tient à bout de bras l'économie du pays en assurant 70 % des rentrées de devises indispensables au développement des autres secteurs de l'économie.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le bois et le papier représentaient 90 % de la valeur des exportations finlandaises. Le bois étant pratiquement la seule matière première disponible, on puisa largement dans le secteur forestier, au point de mettre en danger sa reconstitution naturelle.

Pour rétablir une relation économique durable et solide entre les besoins de l'industrie en matières premières et ceux de l'économie en devises obtenues grâce aux exportations de l'industrie du bois et du papier, un double processus fut engagé. D'une part, une intensification quantitative et qualitative de la sylviculture et, de l'autre, une élévation du degré de transformation des produits de l'industrie forestière. En outre, au cours des années 60, la part du bois affectée à la consommation non industrielle (construction, agriculture, chauffage, etc.) fut fortement réduite, augmentant d'autant celle de l'industrie, dont la consommation, 34 millions de mètres cubes en 1960, fut de 49 millions de mètres cubes en 1970, soit 70 % des coupes totales.

Afin d'intensifier la sylviculture, on lança, en 1964, un premier plan dit plan MERA, suivi, en 1966, de MERA II et de

Il suffit de survoler les immenses étendues de forêt pour se rendre compte que l'industrie du bois constitue véritablement l'épine dorsale de l'économie. Quelques chiffres situent son importance vitale : à raison de 80 % la production du secteur bois-papier a été vendue sur les marchés extérieurs, ce qui représente à peu près la moitié des exportations de marchandises du pays. Un cinquième de la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière provient du secteur bois-papier qui emploie entre 5 et 8 % de la production intérieure brute et emploie près de 100 000 personnes. Il faut ajouter à cela les effets indirects dans les secteurs des constructions mécaniques et de l'ingénierie (les Finlandais exportent dans le monde entier machines à papier ou usines clés en main), le bâtiment (maisons préfabriquées), etc.

MERA III pour la période 1970-1975 : drainage des marécages pour les transformer en forêts, régénération des forêts par des plantations et utilisation plus massive d'engrais et de fertilisants ; de plus, les plantations sur les terres abandonnées par l'agriculture en raison de l'exode rural faites de 1967 à 1973 fournirent 100 000 hectares supplémentaires de forêts. A présent, le volume total des bois sur pied est estimé à quelque 1 500 millions de m³. De surcroît, pour permettre la reconstitution du stock forestier, les coupes effectives furent réduites, par rapport aux coupes possibles, de 5 millions de mètres cubes.

Cette « sous-exploitation » qui fut compensée par des importations de bois (surtout en provenance d'Union soviétique) permit de dégager un solide positif dans la balance forestière de 4 millions de mètres cubes en 1973 (malgré le boom que connaît le secteur cette année-là) et de 20 millions de mètres cubes en 1975 (chiffre énorme dû à la chute brutale de la consommation industrielle cette année-là avec l'effondrement des exportations). En outre, depuis 1970, une convention entre la Banque de Finlande et l'industrie du bois permet de ne pas engager des investissements qui pourraient mettre en danger la satisfaction des besoins en matières premières.

Au cours de la dernière décennie, une modification dans la structure de la production forestière est intervenue en faveur de produits plus élaborés et d'un

coefficient plus élevé de valeur ajoutée. La part du bois scié dans les exportations a diminué, celle de la pâte à papier également, qui est transformée de plus en plus sur place en papier et en carton, produits dont la part dans les exportations est passée de 36 % en 1960 à 61 % en 1975. Les exportations totales de la branche, de 2 178 000 000 marks en 1960 ont été de 10 336 000 000 marks en 1977. De plus, des méthodes ont été mises au point pour économiser la matière première : broyage à chaud des fibres, type de papier de plus en plus fin, contrôle et régulation des machines par ordinateur, etc.

« Notre bois finlandais est de trop bonne qualité », nous dit le directeur général de la Confédération de l'industrie forestière. Il faudrait, en fait, trouver des produits qui exigent du bois de haute qualité comme le nôtre, tel, par exemple, le papier à condensateur pour l'isolation électrique. Il peut paraître étrange de faire notre papier journal à 100 % avec du bois, alors qu'on pourrait utiliser 20 à 30 % de déchets. On commence à le faire, mais les coûts du ramassage dans un pays aussi peu dense que le nôtre sont prohibitifs. En fait, avec la crise que traverse l'industrie finlandaise du bois et du papier depuis 1975, l'année noire, ce sont surtout les moyens de limiter les dégâts qui sont mis à l'étude. « Cette année, comme l'année dernière, nous allons enregistrer des pertes de l'ordre de 2 milliards de marks, indique-t-il encore. Le volume des exportations devrait augmenter

de 3 % par rapport à 1976, mais c'est encore 20 % en dessous du niveau record de 1973. Les usines ne tournent qu'à 70 ou 75 % de leur capacité alors qu'elles ne devraient fonctionner qu'à 90 % de capacité. Là encore, au niveau actuel des prix, même à pleine capacité, ce ne serait pas suffisant. Les prix sont tombés parce que l'offre est actuellement supérieure à la demande, mais nous devons suivre, même si nos coûts sont trop élevés. » La dévaluation de 10 % de la couronne suédoise en août, corrigée partiellement par une dévaluation de 3 % du mark finlandais, n'a fait qu'accroître le handicap dont souffrent les exportateurs finlandais par rapport à leurs concurrents suédois. Ceux-ci pour tenter de se débarrasser de stocks de 1,2 million de tonnes ont commencé à baisser le prix de la pâte à papier. Les Finlandais, qui en ont en stock 400 000 tonnes (près de quatre mois de production), ont été obligés de suivre.

« Il est clair que nous devons rester compétitifs », explique-t-on sans ambages à l'Association des papeteries finlandaises, le consortium chargé de l'exportation du papier, qui regroupe vingt-sept usines. « Nous devons conserver notre part du marché mondial quels que soient les coûts en Finlande. Pour la qualité des produits et le service offert, nous sommes dans une bonne position, mais pour les prix, nous devons faire face à la concurrence des pays consommateurs, surtout dans le domaine des papiers impression et écriture ».

Les perspectives du marché international qui s'offrent à l'industrie du bois et du papier pour les prochaines années sont tout, sauf brillantes. Après avoir investi pour moderniser leurs installations ou augmenter leur capacité de production, les entreprises se trouvent aujourd'hui très lourdement endettées. Pour faire face aux impératifs du marché international, resserrer les coûts et restaurer un taux minimum de rentabilité, certaines mesures draconiennes devront être prises dans les mois qui viennent.

GILLES GERMAIN.

Des pollueurs, défenseurs de l'environnement

MALGRÉ ces cinquante-cinq mille tacs, ou à cause d'eux, la Finlande se préoccupe de la pollution des eaux. Peu profondément (7 mètres en moyenne), organiquement pollués une partie de l'année par le gel, les lacs finlandais sont particulièrement vulnérables à la pollution, même si dans l'état actuel 3 % des eaux lacustres seulement sont fortement polluées et 10 à 15 % légèrement polluées.

Depuis l'entrée en vigueur en 1962 de la loi des eaux, l'instauration de tribunaux des eaux, et surtout la création en 1970 de la direction nationale des eaux, les pollueurs sont mis au pilori. Le principe est que le « pollueur paie ». L'industrie du bois et du papier est le plus gros consommateur d'eau avec 5 millions de mètres cubes par jour. Et elle

est aussi le plus gros pollueur pour les matières organiques. Plus ou moins volontairement, elle a dû consacrer de 1971 à 1975 plus de 800 000 000 de marks à des mesures de protection directe de l'environnement. La direction des eaux a établi pour la période 1984-1983 un programme décennal destiné à réduire le rejet des effluents des industries dans l'eau, engageant des investissements pour un montant de 1 300 millions de marks (au prix 1972), le part de l'industrie du bois s'élevant à 850 millions de marks. Le financement de ce programme est assuré à concurrence de 23 % par les pollueurs et pour le reste par moitié par le budget de l'Etat et la Banque de Finlande. En fait les difficultés économiques et le resserrement du crédit ont fortement ralenti ce programme qui a pris un certain retard.

Des productions nouvelles

L'adoption de technologies nouvelles a permis à l'industrie du bois et du papier de résoudre certains problèmes de pollution de l'environnement. Mais parfois la pollution s'est déplacée. Ainsi, la fabrication de la cellulose selon le procédé du blanchiment de calcium rejetait des effluents très polluants dans les lacs. En concentrant et en brûlant ces déchets, il a été possible de réduire considérablement la pollution des eaux. Mais la combustion des déchets dégage, elle, du SO₂ qui pollue l'air. Il existe un moyen, coûteux, de l'éviter : passer au processus du sulfate. Mais pour cela il faut construire des installations entièrement nouvelles, ce que seules des raisons écologiques ne peuvent justifier.

« Heureusement, note l'un des responsables des questions d'environnement auprès de la confédération des industries, au-delà des aspects écologiques, de nombreux autres facteurs techniques et économiques ont fait que les quatre cinquièmes de la production de cellulose du pays reposent sur le processus au

sulfate. » Mais si le sulfate ne pollue ni l'eau ni l'air, il dégage une odeur très désagréable à des kilomètres à la ronde.

Conséquence inattendue : après dix ans de recherche, on a découvert qu'il était possible de fabriquer des protéines destinées à l'alimentation animale à partir des effluents des hydrotats de carbone du sulfate. Une usine produisant 100 000 tonnes de pâte à papier par an peut aussi produire de 10 à 15 000 tonnes de protéines du type « Pekilo ». Il a même été possible d'aller plus loin, puisque certaines acides contenues dans les résidus permettent de fabriquer une colle qui résiste à l'eau. Toute une technologie nouvelle est donc née de la lutte contre la pollution.

Il est remarquable que l'industrie du bois ait réussi entre 1972 et 1975 à réduire de 60 %, la part de produits solides en suspension rejetés dans l'eau (de 300 000 tonnes, on est tombé à 120 000 tonnes) ; l'objectif est d'atteindre 60 000 tonnes seulement en 1980. — G. G.



Ci-dessus Machine canneuse Tampella pour Inland Container Corporation, Indiana, U.S.A.

Industrie des pâtes et papiers

Machines à papier
Râperies
Lessiveurs continus
Lignes de désencrage
Tampella-Honshu
Equipements de préparation de pâtes

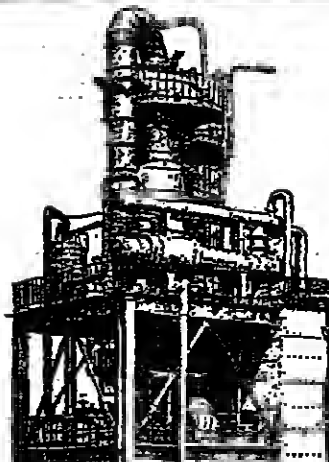
Industrie des procédés

Equipements de récupération de produits chimiques
Usines de fabrication de protéines Pekilo
Installation de traitements d'eau
Equipement et savoir-faire pour des industries de procédés

Production d'énergie

Turbines hydrauliques
Chaudières de récupération Kraft et autres chaudières de procédés
Appareillages de traitement d'eau d'alimentation de chaudières

A droite, système de récupération Tampella, Oji Paper Co., Japon.



TAMPELLA

OY TAMPELLA AB
ENGINEERING DIVISION
P.O. BOX 267
SF-33101 TAMPERE 10, FINLANDE

EN FRANCE ET BELGIQUE
1, rue d'Argenson, 75008 PARIS
Tél: 265.97.22/265.51.88
Tlx: 290.656

EUROCEL
Tour Mont Blanc, 15/17 Bd Mt Leclerc
38000 GRENOBLE
Tél: (76) 42.09.81, Tlx: 980.803

PARIS HELSINKI
en DC-9-51

VOL QUOTIDIEN
départ Orly-ouest 12 h 50
de HELSINKI : LÉNINGRAD et MOSCOU

FINNAIR
toute agence de voyages et
11, rue Auber 75009 Paris
réservations 742.33.33

la ligne de l'hospitalité finlandaise

La langue française est un instrument indispensable dans la vie pratique

par TUULI SULONEN (*)

La Finlande a introduit progressivement et géographiquement une réforme scolaire, démarrée lentement dans les régions du nord à faible densité de population et qui a atteint à présent l'extrême sud du pays. Le lycée traditionnel n'existe donc plus. A l'âge de sept ans, tous les enfants entrent dans une école de neuf classes, dite école fondamentale. A l'âge de seize ans, ils peuvent soit trouver du travail, soit entrer dans une école d'orientation professionnelle, ou bien continuer des études théoriques pendant trois ans dans une unité indépendante, l'école secondaire, qui correspond aux trois dernières classes du second cycle

« Je veux apprendre le français, parce que c'est une belle langue. (...) On le parle dans toutes les parties du monde. (...) J'aime voyager et je veux me rendre en Afrique et dans d'autres pays où l'on parle le français (...) pour mieux comprendre les films français (...) La France m'intéresse et les Français ne vous répondent pas volontiers quand on pose des questions dans une autre langue que la leur. »

Telles sont les réponses des élèves du second cycle de l'enseignement secondaire interrogés sur les motifs qui les ont poussés à commencer cette année l'étude du français. Mais dans quelles conditions et à quel degré apprend-on cette langue dans les écoles finlandaises ?

de l'enseignement secondaire

Des mesures funestes pour l'enseignement des langues étrangères ont été prises par ceux qui ont pu voir de près et qui estiment qu'on en a étudié trop jusqu'à présent au détriment d'autres matières. Pourtant la Finlande est un petit pays dont les deux principales langues, le finnois et le suédois, ne sont pas universelles comme c'est le cas d'autres petits pays d'Europe, la Belgique ou la Suisse. Les Finlandais ont donc besoin de connaître plusieurs langues étrangères pour ne pas se sentir isolés du reste du monde. Or, depuis une dizaine d'années la situation est inquiétante pour l'avenir : durant leur troisième année scolaire, 98 % des élèves choisissent d'apprendre l'anglais comme première langue étrangère, 1,5 % opte pour le suédois dans les écoles de langue finnoise, 0,3 % veut connaître l'allemand et le chiffre est encore plus modeste pour le français.

Des employeurs inquiets

Ce n'est que dans les deux dernières années de scolarité obligatoire que les élèves ont la possibilité d'ajouter à leur programme une langue facultative à choisir entre l'allemand, le français, le russe ou l'anglais. L'allemand est choisi à 90 %, le français à 4,6 %. Cette évolution vers l'appauvrissement des connaissances de langues étrangères inquiète non seulement les enseignants, mais aussi un nombre croissant d'employeurs dans les domaines du commerce, de la technique et de l'industrie.

Pour contrer une telle évolution, une campagne fut menée durant l'hiver, à Helsinki, pour faire réfléchir les élèves et leurs parents sur la possibilité de varier le choix de la première langue étudiée. Les résultats sont encourageants : du moins dans la capitale, 1,65 % des élèves ont choisi le français contre 0,20 % les années précédentes. Mais le français demeure le troisième ou le quatrième choix dans l'enseignement secondaire. La majorité des élèves à le choisir sont des filles, qui le préfèrent souvent au cours « long » de mathématiques que choisissent la plupart des garçons.

Un professeur de français dispose, dans la première classe du secondaire, de sept leçons de quarante-cinq minutes par « décade » (l'emploi du temps est fait sur dix jours, le samedi et le dimanche jours de repos, comptant la décade en deux), de six leçons dans la seconde et de sept dans la troisième. Soit trois cent trente et une leçons (quelque deux cent quarante-huit heures pour ap-

prendre à comprendre, à parler et à écrire toute une langue). L'épreuve de français au baccalauréat, facultative pour les langues que l'on a commencées à apprendre seulement dans le secondaire, attire néanmoins la moitié des élèves. Ils doivent démontrer par des réponses orales qu'ils comprennent le français prononcé à vitesse normale, répondre par écrit à des questions sur un texte de trois à quatre pages et enfin, rédiger un petit texte d'une centaine de mots.

Les élèves finlandais trouvent le français « difficile ». L'écolier finnois parle un idiome totalement différent des langues indo-européennes. Le finnois est une langue souple, riche en synonymes et en locutions imagées, sans articles et presque sans prépositions, mais dotée de quinze cas différents. Son intonation est lente, monotone même, mais doucement mélodieuse en raison de sa richesse en voyelles et en diphthongues. C'est une langue où les « ça-ne-pent-pas-se-dire » sont moins fréquents sur le plan stylistique, où la liberté de créer des locutions et des images est bien plus grande qu'en français. Et voilà l'élève finlandais plongé dans les structures analytiques, d'une rigueur parfois mathématique et scientifique, de la langue française.

La prononciation ajoute à la difficulté : le finnois ne connaît pas de nasale : il n'y a qu'un « s » comme dans le mot sel, il n'y a qu'une qualité pour la voyelle « e ». Le rythme aussi est différent. A entendre un bulletin d'information en français, on a l'impression d'écouter un reportage sur une course de vitesse, auprès duquel un bulletin en fin-

(*) Professeur de français à Helsinki.

nois semble être une bande son passée au ralenti. Comment créer la communication entre le Français vif, qui parle beaucoup avec des gestes, qui est souvent poli, mais pas toujours cordial, et le Finlandais traditionnel, sérieux, calme et taciturne, qui sait se taire couramment en deux, trois ou quatre langues ?

De plus, la civilisation du monde roman est bien éloignée de la nôtre, de notre façon nordique de vivre et de penser : dès que l'écolier finlandais entre dans la maison française présentée par son manuel, il se trouve déjà devant une réalité qui n'est pas exactement la sienne : le res- de-chaussette français est pour lui le premier étage, l'entresol n'a pas d'équivalent, le mot fenêtre n'évoque pas l'image de la fenêtre à la française, haute, étroite et double, le chauffage est pour lui un système plus complexe qu'un petit poêle perdu dans un coin de l'appartement, le traversin du lit français est bien différent du minuscule oreiller plat sur lequel il pose sa tête. Le café, en Finlande, n'est ni le café-crème, ni le breuvage très fort que l'on déguste en France, le vin est une boisson que l'on ne déguste que les jours de fête, le mot pain évoque une grosse boule noire et pas « le long bâton blanc que tous les Français portent sous le bras ». Enfin, pour lui, le déjeuner est le repas pris en famille vers 17 heures ou 18 heures, alors que le dîner n'est qu'une tasse de café ou de lait, prise avec des biscuits, vers 21 heures. Et nous n'évoquons pas les notions abstraites, beaucoup plus difficiles à analyser.

Malgré ses difficultés, la langue française exerce pourtant l'attraction sur nos élèves. La civilisation française a l'avantage de savoir se manifester par des formes attrayantes et plaisantes qui sont à la portée de tout le monde à travers les frontières, dans des films, dans des chansons. Mais il faut que nos élèves apprennent encore que le français n'est pas seulement une belle langue qui se chante bien, mais aussi une langue parlée dans le monde entier, indispensable dans divers domaines de la vie réelle. A nous, professeurs de français, il incombe de répandre l'information, de propager l'étude du français, moyen de compréhension entre deux civilisations différentes.

INDUSTRIE FINLANDAISE DE GRANDE REPUTATION BOIS ET CONSTRUCTIONS MECANIQUE

La société A. Ahlström est une entreprise finlandaise aux activités multiples qui emploie environ 11.000 personnes dans plus de 20 établissements industriels. Pendant plus de 125 ans d'activités, Ahlström a maintenu dans la majeure partie du monde la bonne réputation finlandaise de confiance et de qualité.

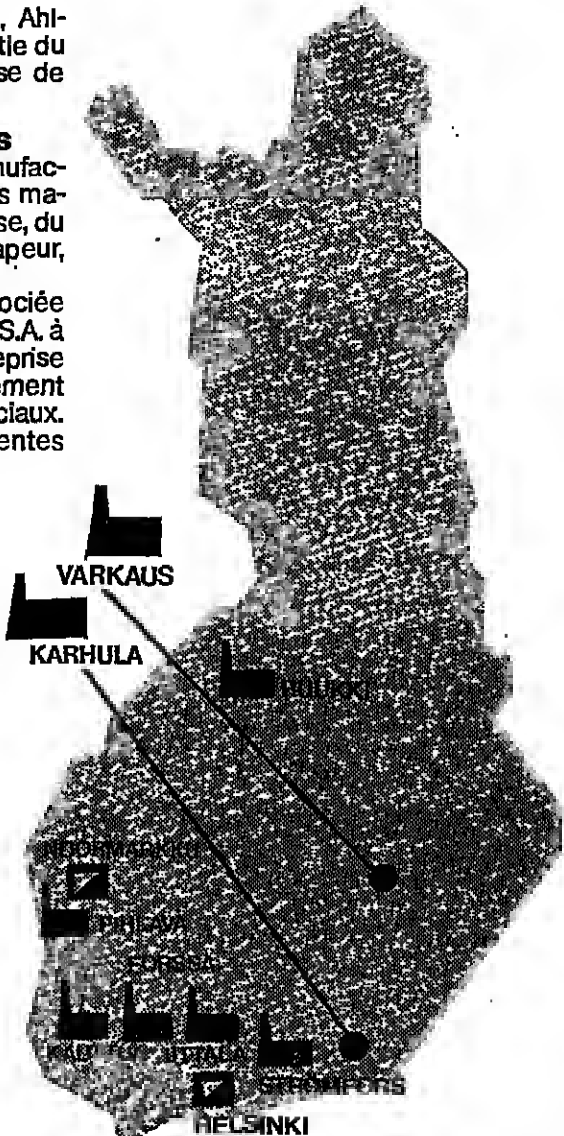
Usines de Karhula et de Varkaus
Les produits les plus importants manufacturés par les usines Ahlström sont les machines pour les industries de la cellulose, du papier et du bois, les chaudières à vapeur, les fours rotatifs et les pompes. En France, la société Ahlström est associée avec l'usine de Pierre Hanssen & Cie. S.A. à Schweighouse sur Moder. Cette entreprise fabrique des machines pour le traitement ultérieur du papier et des laminoirs spéciaux. De plus, elle assure le service après ventes des produits Ahlström.

Les représentations de A. Ahlström en France sont :

● pour les panneaux de contre-plaqué et de fibres agglomérées Perstorp S.A.
15 Boulevard de la Muette
95140 Garges Les Gonesse
tél. 9931400 telex 695150

● pour les produits de scieries Copap S.A.
18 bis Rue d'Anjou
75008 Paris
tél. 2656694, telex 650297

● pour les machines de l'industrie de la cellulose et du papier Société Auxiliaire de Papeterie
104 Avenue des Champs Elysées
75008 Paris 8
tél. 2259054, telex 650016



A. AHLSTRÖM OSAKEYHTIÖ

P.O.B. 329, 00101 Helsinki 10, Finlande, Tél. 171 001, Telex 12-518 altim sf

LA FINLANDE COUVRE 15 % DU MARCHÉ MONDIAL DES MACHINES A PAPIER

Les Ateliers de Construction Allimand sont licenciés de Tampella, Valmet et Wärtsilä pour construire leurs machines en France

Le groupe finlandais TVW, représenté par la société Earecel à Paris, a commencé de construire des machines à papier en France. Chacun des membres de ce groupe : Tampella, Valmet et Wärtsilä, a conclu un accord de licence avec l'entreprise française Ateliers de construction Allimand — à Rives-sur-Fure, près de Grenoble — bien connue dans l'industrie papetière.

Cette organisation met à la disposition des papeteries françaises (en France même) les techniques finlandaises — délais de livraison réduits, entretien des machines assuré par un service après-ventes situé en France. TVW représente dans le domaine des machines de papeterie une compétence étendue et de premier ordre, ainsi qu'une capacité de production importante. Leurs efforts dans le domaine des études techniques ont permis à ces constructeurs des succès importants sur le marché dont ils couvrent environ 15 % — calculé sur la base de la capacité des machines.

TVW est donc l'un des plus importants fabricants de machines à papier et à carton du monde. Ce groupe peut fournir « clés

en main » des unités complètes depuis le traitement du bois jusqu'à l'emballage des bobines.

Le savoir-faire de TVW s'appuie sur la pratique personnelle de la production des papiers et cartons en Finlande. Tampella, Valmet et Wärtsilä sont actives aussi dans l'industrie papetière en Finlande.



La machine à papier fin de Nordland Paper, Dorpen — la plus moderne en Allemagne fédérale, fournie par Valmet, mise en marche au mois de juin 1977.

C'est ainsi que Tampella a mis au point son système Arcu-Farm, dont les résultats sont remarquables au niveau des machines à carton. De nouvelles unités viennent d'être fournies à Kopporfors AB en Suède et à Ollakraft, Westmonroa — Loissiane.

Valmet, de son côté, confirme ses succès en matière de papier journal et de papiers fins. Parmi les dernières fournitures de Valmet se trouvent : la machine à papier journal spécial pour A. Ahlström Oy, Varkaus, Finlande, et la machine à papier fin pour Nordland Paper, Dorpen, Allemagne fédérale. Pour la machine à papier de Varkaus, la technique Sym-Former de Valmet a été adoptée. (La largeur de rouleau de cette machine est de 9150 mm et sa vitesse de 1200 ppm.) Plusieurs machines à papier journal destinées aux pays scandinaves sont actuellement en cours de construction chez Valmet.

Quant à Wärtsilä, elle s'est concentrée dans le développement des équipements de finition et a fourni, par exemple, pour les réalisations ci-dessus : coucheuses, bobineuses, lignes d'emballage de bobines.

Quel pays, quelle monnaie?



Le pays : la Finlande
La monnaie : le mark
L'homme sur le billet : Urho Kekkonen, président de la République

Quelle banque?

Quatre bonnes raisons de choisir la Union Bank of Finland :

1. La Union Bank of Finland est la plus ancienne banque commerciale du pays et la première en ce qui concerne les opérations internationales.
2. Depuis 1862, nous finançons le commerce et l'industrie finlandais. Aujourd'hui, nous traitons la majeure partie des échanges extérieurs de la Finlande.
3. Nos connaissances des conditions locales sont incomparables et nos services spécialisés sont prêts à vous aider quels que soient vos problèmes.
4. Notre réseau mondial de filiales, banques affiliées et bureaux de représentation — Union Bank of Finland International S.A. à Luxembourg, Banque Scandinave en Suisse à Genève, Scandinavian Bank Limited à Londres et à Bahrein — ainsi que tous nos correspondants dans le monde vous garantissent le meilleur service international possible.



UNION BANK OF FINLAND

Séjour social : Helsinki
Télégrammes : UNITAS
Téléc. Général 12407
Arbitrage 12525
Euro-obligations 12161

150



Le Monde aujourd'hui

VU DE BRETAGNE

Quand la terre chante...

OUEL Proust en velours côtelé, écoutant la mémoire rurale, saura-t-il les bruits disparus ? Je cherche quant à moi, dans mes souvenirs, les sonorités bretonnes du temps jadis.

C'était, bien sûr, après le chant du coq, le hennissement des chevaux dans les cours de ferme. Quelque chose de triomphal. Les sons ont-ils des odeurs ? Ces cris avaient des parfums d'herbe mouillée, d'avoine tiède, de soleils neufs. Ils déchiraient les dernières ombres de la nuit, dissolvaient les cauchemars, écartaient les crachins. Et ils me faisaient voir des écuries couvertes sur la chaleur des pailles et sur des festins de table. Et déjà l'on entendait le cliquetis des mors et le réclame des étalages. Salut l'œuvre ! Le jour était né...

Ce jour sonnait jusqu'au soir à la cadence du cheval. Sur les chemins

boueux allaient ses quatre fers qui trisaient le craquement des essieux. Dans les forges, c'était encore le cheval qui excitait l'orchestre : orgue des soufflets, batterie des enclumes. Ces bruits-là valaient l'allégresse du bronze frappé dans la tour des chapelles. Avec un peu d'imagination, on trouvait à ces bruits sonores des contours idéaux. Feux, rudes, éblouissants. Des aubes presque guerrières. Mais les chevaux sont morts et les forges se sont éteintes.

Il me semble que les bovins eux-mêmes ont des appels plus discrets qu'antérieurs, comme si la rationalisation des élevages, en abîmant leurs felms, musclait leurs rugissements. A l'entendre, des fermes, même changement. Faut-il parler de la romance des battues ? Dans le plein de l'été, elle avait la valeur

religieuse d'une hymne. Nous ne l'entendons plus jamais. Et que dire de la roulement des barattes dans les arrière-salles ? Bruissement du lait dans les jarres : chanson familière, maternelle. Et dans les hautes cheminées, au-dessus du craquement des brisées et du bouillonnement des coupes, modulaient les grillons. Si fait que tout chantait. Chantait les pierres et les heures. Chantait les sabots et les étyres.

Les collines, elles aussi, chantaient. Dans la Bretagne profonde des garennes et des brandes, il n'était pas rare qu'un paysan entendît une chanson dont le refrain était repris dans un champ éloigné par un autre chanteur. Kan he diskant ! Dialogue et mélodie. Et cela passait sur les genêts et rythmait les semailles avec la connivence des vents. C'était bon, mais c'est fini.

C'est fini puisque l'ère du tracteur et du machinisme a tué toute cette pastorale. Les gros engins agricoles ne chantent pas, ils rugissent. Les hermines rouillent au fond des urennes. Les grillons desséchent dans les étyres bouchées. Comme partout, le tracteur impose sa voix aux trévas de midi. Ce n'est qu'au bord de la mer que je retrouve les anciennes, les éternelles musiques. Et le me ramène alors du grondement des marées, du hurlement des mûles, du rire de la morte-eau sur le sable. Rythmes intangibles, effacement des basses, tambourinage des rocs, cymbales des drisses. Et parfois, très doucement, amoureux, le chœur rassemblé des pierres et des vagues semble demander pourquoi les étyres et les fermes ne chantent plus...

XAVIER GRALL

SUÈDE

Gunnel Erhstedt et la pornographie

GUNNEL ERHSTEDT a quarante ans. Elle ne milite dans aucun mouvement féministe, elle ne pratique aucune religion, elle n'est pas particulièrement prude. C'est une Suédoise moyenne, plutôt tolérante même, qui vit seule avec sa fille de douze ans, à Falun, une paisible petite ville du centre de la Suède. Pour améliorer les fins de mois, elle se lève tous les jours à 4 heures du matin et distribue les journaux aux abonnés du quartier.

An mois d'août dernier, elle trouve un emploi à la fabrique de câbles Electra, une filiale de la compagnie L&M Erhstedt. Quelques semaines plus tard, elle reçoit une lettre du chef du personnel lui signifiant son congé avec préavis d'un mois. Motif officiel du renvoi : « Par son comportement délictueux, Mme Erhstedt a troublé le bon climat de collaboration entre collègues qui règne dans l'entreprise. Les propos durs et véreux qu'elle a tenus à ses camarades ont créé des problèmes. De toute évidence, les

principes démocratiques qui sont de règle dans la société n'ont pas été respectés ».

Formules bien vagues. En réalité, qu'a-t-elle fait ? Elle a tout simplement attaché des photos pornographiques à un calendrier type Play boy, que ses collègues masculins avaient accrochés à un mur de l'atelier. Des photos levait les yeux de sa machine à coudre. Ce spectacle lui était imposé. « Les hommes, dit-elle, ne comprennent pas que des photos de ce genre sont attachées pour les femmes ».

Avant de passer à l'action, elle leur avait pourtant gentiment et diplomatiquement demandé de retirer ces images. La réponse fut un « non » catégorique et une contre-attaque groupée. Bientôt les photos réapparurent sur les murs (liberté d'attachage !). On en colle même sur la bicyclette de Gunnel Erhstedt. Un matin, en arrivant à l'usine, elle trouve sur sa machine un paquet confecturé à partir de câbles métalliques. Et une pétition exigeant son renvoi circule parmi le personnel.

Elle alerte alors ses représentants syndicaux, encore des hommes, qui essaient de lui faire comprendre que ces photos sont bien innocentes et « qu'il n'y a pas de quoi en faire une montagne ». Les « mâles » se sentent piqués dans leur amour-propre : « Nous n'aurons pas traités de pornographes pour deux ou trois malheureuses affiches », déclare l'un d'eux à un journal régional. Des femmes aussi protestent : « Ce sont d'excellents camarades. Jamais ils ne nous ennuient ».

Pour résoudre le problème, le directeur de l'entreprise propose à Gunnel Erhstedt, à l'amiable, de quitter l'usine avec un mois de salaire. Elle refuse, continue son combat solitaire, et après avoir reçu sa lettre de licenciement définitif, s'adresse finalement aux mass media. Depuis, ses démarches avec les hommes font beaucoup de bruit en Suède. La délégation publique chargée de veiller à l'égalité entre les

sexes est « scandalisée » et elle a promis une assistance juridique. Les mouvements pour la libération de la femme envoient des bouquets de fleurs. La Fédération des métallurgues, un peu gênée par le comportement de ses délégués locaux, parle de « malentendu regrettable » et elle a obtenu une nouvelle négociation. Chez Stiver, l'employeur, on se refuse à tout commentaire.

Gunnel Erhstedt, surprise que l'affaire ait pris de telles proportions, est décidée à aller jusqu'au tribunal s'il le faut. Persuadée que bien d'autres femmes aujourd'hui en Suède sont soumises quotidiennement aux mêmes humiliations, elle demande qu'un article interdisant l'affichage de posters ou de calendriers pornographiques dans les entreprises soit ajouté à la loi sur la protection et l'hygiène du travail.

ALAIN DEBOYE

MÉTIER

L'horticulteur et la culture

Il aime les fleurs. Il en a fait son métier. Il a dix-neuf ans, deux brevets professionnels, et il a trouvé un employeur. Il gagne 8,51 francs de l'heure. C'est peu, très peu, mais, en ce temps de chômage, il ne faut pas faire le difficile. C'est déjà beaucoup de survivre du métier que l'on aime.

Il aime J.-S. Bach, Johnny Hallyday, les Pink Floyd, le foot, Brassens, Heintel, le tennis, Chopin, Baudelaire, Balmain. Il en a fait ses distractions. Avant d'avoir eu la chance de trouver du travail. Car, brusquement, il est passé, en quittant l'école, de cent quatre-vingts jours de vacances annuelles à cinquante-deux heures et demie de travail hebdomadaire, sans compter les heures supplémentaires, qui lui valent le SMIC plus 25 %.

Tout de même, il est libre du samedi à midi et lundi à 7 h. 30. Et s'il demande, de temps en temps, son samedi matin, le patron le lui accorde.

Mais, quand il entend parler de loisirs, il pense plus aux alpes qu'aux pétales de ses roses. Et aussi quand on lui parle de Culture. Pas l'histoire ou l'agré, l'autre, avec le grand C, pour laquelle on a fait des maisons. Il y a, d'ailleurs, une pas très loin de chez lui. Avec tout ce qu'il faut pour se cultiver et prendre des loisirs. De même, pas loin, il y a aussi un tennis, une équipe de foot, des gais avec Johnny, des concerts avec Bach et des cinémas avec Bébel. Il y a même un libraire. Et un kiosque, avec des journaux où on se lamente : les Français ne lisent pas assez, ils regardent trop le télé au détriment du théâtre, subventionné ou non.

Il arrive qu'il pense à tout cela. En s'endormant, par exemple, après avoir écouté Glocquel au vu le film du soir, ou Saint-Etienne quand une fédération n'autorise l'imense qu'à l'heure où les horticulteurs dorment. Il pense que c'est beau, la culture et les loisirs. Plus beau encore quand c'est pour tous. Même la golf devient populaire : Saint-Nom-la-Bretèche est désormais le rendez-vous des O.S. Et puis il pense que demain, il y a du rempotage, du bulbe à dépoter, du chrysanthème à envoyer à la porte des cimetières. Et enfin, il pense que c'est la vie. Tout le monde ne peut pas être au Flori aux heures ouvrables.

Dimanche, il dormira jusqu'à midi et il passera l'après avec Suzon ou Ninon. Malgré tout, pense-t-il toujours, il a bien de la chance de vivre à l'heure d'aujourd'hui, parce que se grand-mère n'était pas en usine à dix-neuf ans, mais à nuit. Et un progrès social qui gagne dix ans en deux générations, c'est tout de même un progrès et du social. Son patron ne peut pas embaucher, même au SMIC, deux employés à vingt-six heures chacun. Non qu'il s'y refuse, le patron. Il y voit même un moyen de diminuer le chômage, avec ou sans variations de saisons. Mais le patron, ce n'est pas lui le patron. Il a beau être libre, indépendant et tertiaire, il est prisonnier et dépendant du primaire. Embarquer, cela frise l'apostrophe, dans la conjonction. Surembourcher, c'est le suicide — ou l'escorte chez le psychiatre par les confrères.

C'est la vie. Pas de pain sans sueur. Pas de fleurs sans eau. On est riche horticul, clochard ou horticulteur. Rien à dire là-dessus. Il ne dit rien. N'étant pas riche horticul, guère attiré par la manche et aimant les fleurs, il est horticulteur.

Tout de même, quand la télé, la presse, la majorité, l'opposition, le meneur de jeu du super-marché ou le conseiller municipal chargé de la culture et des loisirs, lui parlent du Temps des Loisirs et de la Culture pour Tous, il se marre. Tristement, mais il se marre.

Loisirs et culture, il ne demande pas mieux. C'est le temps qui fait question. La Temps, il s'en moque. C'est de l'histoire, de l'histoire, une manière de dire millénaires ou décadentes. Le temps, c'est autre chose. Culture, loisirs... C'est comme si on lui parlait d'une loi qui a fait rêver son grand-père. Elle s'appelle la loi des quarante heures.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ

Au fil de la semaine

L'autre violence

par
PIERRE VIANSSON-PONTE

TERRORISME, agressions, attentats, enlèvements, prises d'otages, meurtres, exactions sommaires : une majorité écrasante, en Allemagne, en France et ailleurs, condamne à grand bruit tous ces actes de violence. Qu'on ne s'y trompe pas toutefois : cette majorité-là est elle-même violente. Elle entend bien qu'il soit répondu ou sang par le sang, que le crime soit puni de mort, avec ou sans jugement. L'accueil triomphal réservé à Francfort aux policiers qui ont abattu les terroristes de l'Organisation armée rouge, à l'homme déclenché outre-Rhin avec la participation d'une partie de la population, les initiatives prises à Bonn, en faveur d'un rétablissement de la peine capitale, le disent clairement.

Réactions et attitudes typiquement allemandes, entend-on assurer. Voire. Qu'on n'oublie pas, en France, le prestige des tireurs d'élite et des hommes de la brigade anti-gang, la passion qui recouvre les sentiments très divers et parfois plutôt troubles avec laquelle tout le pays a suivi ces drames, les médias aidant, la poursuite des tuteurs de l'Arrière. Quant à la peine de mort, fixée pour crime politique, ce n'est pas son rétablissement éventuel qui est en cause ici, puisqu'elle est en vigueur, qu'elle est périodiquement appliquée et qu'une nette majorité de l'opinion s'oppose à son abolition.

Mais, à côté de cette majorité qui n'est pas plus silencieuse qu'elle n'est pacifique, une minorité, de jeunes surtout, se voit. Quelques-uns, une poignée heureusement, se laissent aller à chercher dans des représailles la réponse à la répression ; tantôt parce qu'ils y sont entraînés par la fureur collective et aveugle de quelque groupuscule qui habille son action de justifications plus ou moins idéologiques, tantôt par un réflexe issu de protestation, de colère.

Au soir de la mort dans leur prison de Bader et de ses compagnons, un chœur de vingt et un ans, que sa famille, ses voisins, ses employeurs, découvrent comme pindariés et calmés, achève deux bidons d'essence dans une station-service et tente d'incendier en plein Paris, place Maubert, un car de touristes ouest-allemands vide de ses occupants. Il s'y prend si maladroitement qu'il brûle le bas de son pantalon,

est aussitôt repéré et critiqué par une patrouille de police. Christian Wulffmann écrit : « un peu gauchiste peut-être », mais il n'appartient à aucun groupe organisé. « Ça l'a pris comme ça », dit sa mère (1), qui ajoute : « Il est certain que les jeunes ne veulent pas vivre comme nous et accepter tout comme nous avons tout accepté ».

Et puis, il y a les autres, tous les autres. Ceux qui manifestent et cassent les vitrines d'entreprises allemandes. Ceux qui occupent « Libération ». Ceux qui écrivent aux journaux pour mettre en doute la version du suicide dans l'affaire Bader, pour réclamer qu'on mène les raisons de la « bande » soient exposées et non caricaturées. Ceux aussi qui ne se forment pas en cortège, qui ne rient pas de slogans, qui semblent indifférents et comme absents. Mais le sont-ils vraiment ?

COMBIEN sont-ils, qui, comme ce Christian Wulffmann, mais sans l'exprimer par un geste ou demeurant sans conséquence, ont éprouvé spontanément un sentiment de révolte devant ce qui leur apparaît comme une violence et une mystification ? Combien sont-ils, qui, confusément et en silence, pensent que le terrorisme et sa répression font partie d'un système où il n'y a place que pour la violence, seule forme de protestation qui ait une chance d'être entendue ? Pour eux, la violence n'est qu'un élément, qu'un aspect d'un problème infiniment plus vaste et grave, qui se nomme servitude, misère, domination, un problème violent qui, à leurs yeux, la légitime, la justifie ou au moins l'explique.

« Ils ne veulent pas vivre comme nous et accepter tout comme nous avons tout accepté », dit la mère de l'incendiaire de Maubert. Tout est là, en effet. Il ne sert à rien de démontrer que la vie d'un jeune Français en 1977, tel que s'il est chômeur, est infiniment plus dure et plus facile que celle qu'eût connue ses parents au même âge. Il est vain de se donner bonne conscience à peu de frais en se disant que ceux qui réagissent ainsi ne s'y voient pas, qu'une minorité, ce qui est vrai ; et qu'elle ne comprend que des marginaux, des instables, des anormaux pressés, ce qui est faux. On a appris depuis

mai 1968 à ne pas sous-estimer les minorités agissantes... A quel bon tenter de plaider le dossier de l'ordre et du conformisme, qu'ils récusent en les nommant apparence et hypocrisie, des droits de l'homme et de la démocratie, qu'ils accueillent par le sarcasme et la dérision, de l'autorité, qu'ils contestent éperdument dans son bien-fondé, dans son expression, dans ses fins.

Ils ressentent, ils valent, ils soupçonnent partout la violence, et il n'est pas sûr qu'ils aient toujours tort. D'abord la violence à l'état pur, si l'on peut dire, celle des guerres — qui a oublié l'Algérie et le Vietnam ? — et des famines, non seulement dans le tiers-monde, mais même dans les pays dits civilisés, celle des goulags de toutes couleurs, des racismes triomphants, des meurtres légaux et des tortures admises, celle de l'atome et de la misère.

Ensuite, la violence économique, car comme l'écrit tout récemment un éditeur de la « Croix » (2), « à la différence de l'économie agricole traditionnelle subordonnée aux cycles de la nature (encore que le défrichage était aussi une violence contre la nature), l'industrialisation s'insurge contre la nature et se la soumet par la violence. Elle détruit des équilibres naturels et sociaux pour en instituer d'autres qu'elle détruit à leur tour ; c'est ce qu'on appelle la croissance économique ».

Savent-ils que chaque société a condamné certaines violences pour en pratiquer, en tolérer tout au moins, d'autres ? Peu leur importe au fond, ce qui les intéresse, c'est ce qui se fait ici et maintenant.

Et puis ils constatent aussi la violence sociale, qui occupe les plus démunis et les plus faibles : les immigrés, ces nouveaux esclaves voués aux tâches les plus pénibles, les plus sales, les plus malsaines et les moins rémunérées que nul ne veut plus assurer ; les vieillards, les handicapés, les inadaptés, tous ces « exclus » trop souvent laissés pour compte du bien-être et du progrès ; les chômeurs, assistés certes pour la plupart et bercés de promesses fallacieuses, puisque le sous-emploi n'est plus désormais et pour longtemps, un accident conjoncturel, mais un phénomène structurel. Et même nombre de

travailleurs, infanterie de cette croissance économique qui est devenue le critère absolu de la réussite ou de l'échec de toute politique, à l'Est comme à l'Ouest.

QUE leur propose-t-on pour exprimer l'élan, la tension vitale propres à la jeunesse, le dynamisme qui est le ressort de toute société ? La réponse organisée des partis politiques et des syndicats, du militantisme et du vote ? Leurs mécanismes sont apparemment non violents, et pourtant leur fonctionnement repose sur la manœuvre idéologique, il exclut le vrai dialogue, l'incertitude dans la conviction, il débouche à tout coup sur l'intimidation et l'argument d'autorité.

Alors le travail, présenté comme un devoir, une nécessité sociale, la source d'équilibre et de bien-être, et qui, au surplus, annoblit l'homme ? Entendez-vous les échos de rires que provoque ce genre de propos, à l'époque du « travail en milles » parcellisé, ou des tâches sans intérêt, mécaniques, qui sont le lot du plus grand nombre ? En vingt ans, de 1954 à 1975, la proportion de salariés dans la population active totale est passée, en France, de 63,7 % à 82,7 %, achevant d'arracher le pays à son passé rural et artisanal avec toutes les conséquences politiques et sociales que comporte cette évolution.

L'argent, le confort, l'abondance ? Etudient les divers types d'agressivité devant le congrès de criminologie de Montréal, en juin dernier, Henri Laborit, savant et philosophe non violent, commentait le plus répondu d'entre eux, l'« agressivité de compétition », en disant : « Une société qui se veut « d'abondance » et qui prétend avoir oublié la pénurie devrait être capable d'une répartition équitable des biens et des êtres. Elle devrait être capable de ne plus camoufler sous un discours humaniste le droit du plus fort ».

Comment exiger d'un jeune ardent et impulsif qu'il demeure insensible, face à la violence, à cette autre violence que dénonce ainsi sans ambages l'homme de science, alors même qu'il l'aide pour la non-violence ?

(1) « Portrait d'un incendiaire », de Francis Comin (Le Monde daté 23-24 octobre : lire page 21 le verdict du procès).
(2) « Économie et violence » (La Croix daté 23-24 octobre).

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Herald Tribune

Pères et mères fondateurs

Les établissements d'enseignement d'Oregon se « désolent », raconte l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE. Selon le quotidien américain, « les livres de sociologie qui parlent des « pères fondateurs » des Etats-Unis ne seront plus acceptés par le secrétariat à l'éducation. Le secrétariat examinera le 15 décembre le rapport d'une commission d'enquête sur les manuels de sociologie, de musique et d'enseignement ménager en usage dans les divers établissements. »

Le rapport donne comme exemple de phrases qui ne devraient plus figurer dans ces manuels : « Les chercheurs scientifiques sont des hommes qui... » (...) Les livres qui dépeignent toujours les femmes comme ménagères ou comme secrétaires et les hommes comme officiers de police ou comme mécaniciens seront interdits. »



Un grand ténor nommé Machel

« La guerre de Rhodesie se livre aussi sur le front de la chanson », écrit l'envoyé spécial du quotidien britannique THE GUARDIAN.

« Les chants des guerriers, cela se sans dire, ne s'entendent qu'en Rhodesie », dit le journaliste. Le président Machel a la charmante habitude de se mettre à chanter sans prévenir, et à l'impression que son auditoire commence à se lasser d'un discours interminable. En avril dernier, au moment de la visite de M. Podgorny, la délégation soviétique a été visiblement horrifiée quand Machel, présentant son hôte lors d'un meeting de masse à Maputo, interrompit soudain sa péroraison par dix minutes de chansons révolutionnaires lancées d'une tonitruante voix de ténor, tandis que la foule reprenait en chœur.

« L'un des proches du président Machel a confié qu'il était bien dommage que la voix du président ne soit pas tout à fait aussi belle qu'il le croit, mais les guerriers rhodésiens, quoi qu'il en soit, être reconfortés de savoir que les chants de libération du Zimbabwe sont parmi ses préférés. »

« Les nouveaux chants — pour la plupart des chanteurs avec des répons — sont diffusés la nuit sur les antennes de Radio-Maputo à destination de la Rhodesie. « Le meilleur que j'ai entendu », dit l'envoyé du GUARDIAN, « était le chœur, merveilleusement harmonieux, d'une coopérative de couturières » qui, penchées sur ses machines à coudre, invoquaient la chute de Ian Smith. »

THE IRISH TIMES

Cachez cette nourrice...

« Vous vous souvenez de la brochure intitulée « Maternité et santé », publiée par la section sages-femmes de l'Association des infirmières irlandaises, et dont la couverture représentait une mère donnant le sein à son bébé ? », demande le quotidien de Dublin THE IRISH TIMES.

« Certains de nos lecteurs avaient trouvé cette couverture pornographique. D'autres, plus pratiques, considéraient que la jeune mère ne s'exprime pas en montrant sa poitrine. » Eh bien, l'Association des infirmières vient de changer la couverture. (...) La nouvelle montre une dame blonde et svelte, très bien habillée, qui admire un enfant qu'elle tient à bout de bras. La mère au sein nu est toujours là, mais elle est enfouie à la page 12, où les sages-femmes défilent leur admirable et vigoureux message en faveur de l'allaitement maternel... »



« Slava », subito forte !

« Il insiste pour que ses musiciens s'appellent « Slava » et pas « maestro ». Il refuse de se jucher sur une estrade (...). Il étouffe autant son orchestre par sa personnalité que par son talent. » C'est ainsi que l'hebdomadaire américain TIME dépeint le célèbre musicien soviétique Mstislav Rostropovitch.

« Il y a des chefs d'orchestre, dit « Slava », dans un anglais à peu près intelligible, qui disent à leur orchestre : « Vous jouez pour moi. L'orchestre ne doit pas prendre son chef pour le bon Dieu. Il y a des jours où le chef doit filer aux toilettes. Alors l'orchestre pense : « Le bon Dieu a la colique ». Moi, je suis au service du vrai Dieu : la musique. Je dis à mes musiciens : « Vous ne jouez pas pour moi, je ne joue pas pour vous. Vous jouez pour la musique. »

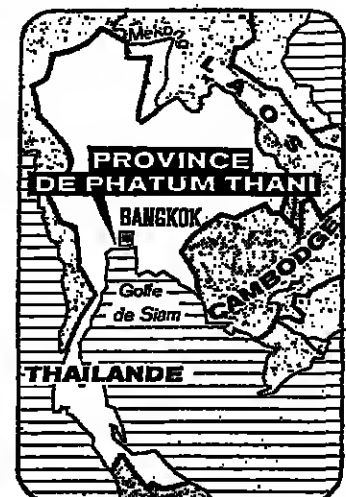
« Rostropovitch a un talent particulièrement drôle pour donner des instructions à son orchestre. Pour un pizzicato, il dit : « Je veux entendre les boushens de champagne sauter. » Pour un passage tendre : « Avant de jouer, vous respirez des fleurs ma-gni-fiques. » Pour un passage lyrique : « On ne hurle pas : « Je vous aime ! », on le chuchote — il caresse un violon imaginaire. Pour un fort : « Imaginez que vous êtes avec votre petite amie. Et paf, votre femme entre ! C'est ça, subito forte ! »

GENÈVE

LORSQUE l'émoussé protestant de la prison Saint-Antoine a dit, il y a trois ans, à la Compagnie genevoise de navigation de lui acheter l'immeuble et célèbre Genève, qui allait être mis hors service, les remous que cette proposition suscitait n'avaient pas seulement les eaux du Léman, mais la ville tout entière, des rives au Bourg-de-Four. Ce calviniste, au physique de jeune cadre sportif qui porte ses quarante ans comme s'ils n'étaient que trente ou encore moins, on le voit partout, plus souvent en jeans collants ou bleus de travail à bretelles qu'en tenue de ville. Qu'allait-il faire de cette vieille unité, jadis « le plus beau salon flottant de la Belle Époque » ? Un bateau, fut-il la Genève (entré dans l'histoire avec

l'assassinat, en 1898, d'Elisabeth d'Autriche), lorsqu'il a quatre-vingts ans, n'est plus bon à rien. La rouille dévore le fer, les molismures la charpente, le bois et les boiseries ; les escaliers et les étages s'écroulent ; l'eau s'infiltre sournoisement dans la cale.

Le futur acquéreur ne fut guère encouragé. On lui dit qu'il engendrait une fortune, et même deux, pour remettre en état cette « épave », qu'il ne trouverait pas la main-d'œuvre spécialisée nécessaire pour l'exécution de ces travaux, que le gouvernement genevois ne lui accorderait pas d'autorisation d'amarrage, puis, qu'il ne l'avait jamais fait. Mais enfin, si l'excellent homme installait, on voulait bien lui vendre ce Genève pour 75 000 francs suisses



Sous un soleil inondant les rizières, ce samedi d'octobre fut, pour des milliers de paysans thaïlandais de la province de Phatthum Thani, une journée mémorable. Ce fut, en revanche, un jour funeste pour soixante et onze mille cinq cent trente-trois rats noirs établis dans la région et habitués à partager avec les hommes, sinon leur leurre, du moins une partie de la récolte de riz de novembre. Juste retour des choses, pour compenser ces pertes en protéines, les hommes ont mis les rongeurs dans leurs bols. À 300 grammes l'animal — poids vif — il y avait de quoi provoquer quelques indigestions et à 15 beths le kilo (3,50 francs) de quoi amasser quelques économies pour améliorer l'ordinaire.

Il peut, a priori, paraître inconcevable, même à des chasseurs de grenouilles invétérés, de concilier la détermination, les jeux, le folklore et la gastronomie ; le tout en joignant le délectable à l'utile. Ce n'est pas le cas aujourd'hui à Phatthum Thani, l'une des soixante-douze pro-

vinces du royaume de Thaïlande où cette « innovation » a connu un succès considérable qui lui a valu la une de toute la presse locale, ce qui semble la promesse à un bel avenir national, sinon touristique.

L'AFFAIRE avait été longuement mûrie par les édiles de la province, assistés d'experts agricoles et de spécialistes de l'action psychologique. Dès l'aube, quittant les villages cotés de bananiers et coiffés de palmiers, des milliers de villageois ont entrepris, par petites équipes, de battre la campagne, les mangroves et les rizières. Procédant par encerclement, armés de bâtons, de nasses, de claies de bambous et animés d'un bel esprit de compétition et de réflexes superbes, ils ont rapidement multiplié les prises.

D'autres habitudes des mariages se sont fait concier. Il n'était pas exceptionnel de voir un bras rejeter au loin un long serpent qui fouettait l'air en effilant au-dessus des têtes. Au prix de quelques morsures et de pas mal de courbatures, les rabatteurs de Ban-Cheng, le village vainqueur, ont enlevé les espoirs de leurs rivaux sous la bagatelle de 6 tonnes de rats, soit quelque trente mille bêtes, selon les chiffres des organisateurs, ravés de l'ampleur de l'opération. On peut les comprendre : au rythme de reproduction effréné qui est le leur, les quelques soixante-dix mille rats occis ce jour-là auraient vraisemblablement mis bas en bordure des rizières une bonne trentaine de millions de rejetons en une seule année.

Cette multiplication est d'ailleurs un fléau commun à de nombreux pays en voie de développement et même à d'autres plus développés. N'ont-ils pas allégrement proliféré depuis le Moyen Âge en Europe, ces rats noirs et surimulots, vecteurs des grandes épidémies de peste, que les Croisés avaient rapportés dans leurs bagages, retour

de leurs saintes équipées en Asie Mineure ? On compte, paraît-il, un rat par habitant en France.

Mais revenons à nos rats thaïlandais, bien plus nombreux. Dès la fin de la matinée, par paniers entiers, ils furent transportés au chef-lieu de province, où une foule nombreuse, gens des villes et gens des champs, s'étaient rassemblés sur un terrain de football et ses alentours, transformés pour la circonstance en onagre « foire aux rats ». Il y avait là moult stands, des mâts de cocagne, des jeux et concours divers et sur le fleuve, des courses de pirogues. Les festivités se sont enchaînées tout l'après-midi dans la chaleur et la bonne humeur, sur fond de cacophonie et dans les affluents mêlés des soupes chinoises et des grillades de rats.

L'ATTRACTION la plus prise de la foule, celle qui, entre toutes, a déchaîné la plus de cris et de passions, reste, sans conteste, le massacre pour de vrai — offert aux enfants. Quelle ruée ! Quelles bousculades ! Quelles batailles ! Lorsque quelques centaines de rats eussent été lâchés pour la curée sur le gazon du terrain de football. Du tranchant de la main, à coups de talon, à dix contre un, tous passèrent affreusement de vie à trépas en moins de cinq minutes. Un petit garçon regardait avec envie plusieurs de ses camarades brandir fièrement au-dessus de leurs visages hilares des grappes de rongeurs écarabollés. Dans la mêlée, il n'avait pu saisir que la queue d'un rongeur, et elle ramuait encore, comme un absurde appendice à son petit poing fermé.

Sans transition, à cette violence succédait aussitôt la douceur et la grâce, enfantines elles aussi, exprimées dans les danses traditionnelles, celle du Ram glong yao (la danse des grands tambours) et celle

du Fon den (le danse des flambeaux), qui datent de l'époque du royaume d'Ayutthaya.

Après les jeux, le pain, bien sûr, ou toute autre nourriture. On se doit, pour compléter ce tableau, d'aborder le chapitre de la gastronomie. La recette est simplissime. Fais pour satisfaire rapidement le plus grand nombre, elle ne mérita pas, à notre avis, la moindre étoile. Mais des chefs confirmés pouraient y apporter les variantes de nature à satisfaire les gourmets.

A Phatthum Thani, les rôtisseurs procèdent à une première cuisson légère dans les cendres d'un feu de chaumes. La peau s'enlève ensuite comme un gant. Rincée ensuite à l'eau froide, dans un récipient séparé, piler quelques gousses d'ail et des piments. Saler et hier avec cette décoction, les rongeurs de cette dédicace, les plonger dans l'huile et laisser dorer à feu vif. Servir chaud orné d'ail et de riz. Comme un vulgaire lapin à l'ail.

La « dégustation » — par quelques journalistes étrangers, avant tout soucieux de sauver la face, ne fut pas la moindre attraction du jour. Que dire de cette chair nourrie de riz et de racines ? D'abord qu'elle est sans doute moins nocive que bien d'autres, jugées plus nobles mais gorgées d'hormones et autres aliments chimiques. Ensuite que passé un reflux cubito-cubital initial — il n'y a que le premier rat qui coïte, — elle se laisse manger aussi bien que celle d'un bécarron ou d'un gastéropode, dont sont friands certains peuples barbares de l'Occident. Quant au goût, il est difficile d'en rendre compte par écrit. A mi-chemin entre le lapin et le chien, c'est moins fin qu'une soupe de serpent mais plus savoureuse qu'un steak d'alligator. Ce qui est certain, c'est que cela change de l'ordinaire.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Lettre de Phatthum-Thani

AU ROYAUME DES RATS

Les unitariens

Une Église de l'éclectisme et de l'humour

« TEMPLE du libre esprit, église de la frontière, bivaque de camarades... » Le catéchisme commençait par ces mots est chanté avec conviction chaque dimanche matin par les trois cents paroissiens de la First Unitarian Church de Louisville (Kentucky), qui définissent ainsi leur propre église (1). Des oreilles pleines frémissaient sans doute en entendant cette liturgie très décontractée : le mot même y remplace souvent celui de Dieu, et l'officiant, reprenant par les savoir l'expression même que Molière a mise dans la bouche de don Juan faisant l'amour à un mendiant, affirme agir « pour l'amour de l'humanité ».

Les unitariens ne s'embarrassent guère de dogmes (« Nous n'avons pas de credo », affirment-ils). Ils tirent même leur nom d'une volonté simplification. Trois personnes en un seul Dieu, cela paraît excessif à leurs ancêtres, anabaptistes allemands du seizième siècle, qui rejetèrent le dogme de la Trinité au profit d'un Dieu « unitaire ». La divinité de Christ leur semblait douteuse, en tout cas entachée de péché. Ils trouvèrent leur véritable famille spirituelle dans la rationalisme déiste du dix-huitième siècle dont la Constitution des Etats-Unis porte la marque. Thomas Jefferson, un des « pères fondateurs » de la révolution améri-

ricaine (et l'un des rédacteurs de la Constitution), fut des leurs.

L'Église est d'une propriété de bégaiement flamand. Sous la charpente luisante de dire, les murs, recouverts d'un stuc blanc immaculé, les sièges spacieux et confortables, la moquette épaisse, pourraient rivaliser avec ceux d'un luxueux club privé. C'est l'orgue, et non quelque symbole religieux qu'on chercherait en vain, qui occupe le centre du chœur. Le sentiment communautaire, exprimé par les cantiques chantés en commun avec le soutien puissant de cet instrument, est visiblement plus important que la référence à une quelconque transcendance.

L'officiant, le Révérend Robert Reed, visage ouvert, teint rose, cravate fantaisie, se livre à un exercice rhétorique très particulier, sans rapport avec l'Église, sans rapport avec l'Église, sans rapport avec l'Église. Il raconte tout simplement une histoire, en l'occurrence celle du « prince heureux », qu'il paraphrase à sa façon à partir du conte d'Oscar Wilde. Il était une fois un prince heureux qui vivait dans son palais, protégé des misères et des laideurs du monde extérieur par un mur infranchissable. Le Révérend Reed s'était souvenu que saint Paul avait ainsi tenté de capter l'attention des Athéniens, grands amateurs d'histoires, mais il laisse à son

auditoire le soin de tirer une morale.

Un jeune paroissien barbu explique l'usage qui sera fait d'exemple, de la Bible, que la communauté vient d'adopter. Des plaisanteries fusent. Le spectacle peut surprendre d'un office où l'on rit et où l'on s'interpelle sans façon. Un autre fidèle projette sur un écran des diapositives représentant la convention de l'Église unitarienne qui s'est tenue pendant l'été à l'université Cornell, dans l'État de New-York. Il ne manque pas de sacrifier à la tradition américaine des opening jokes (plaisanteries qui marquent le début d'un discours).

Déistes plus que chrétiens, les unitariens sont, en outre, « universalistes ». Ils n'hésitent pas à célébrer à leur manière le dival hindouiste, le ramadan islamique, la pâque juive ou même les rites religieux des anciens Indiens d'Amérique. Cet éclectisme tous assuimés attire nombre de familles d'origines ethniques très variées qui trouvent ainsi l'occasion, sans renier leur religion d'origine, de s'intégrer à l'American way of life, dont l'effiliation à une Église connue constitue une composante essentielle. Les enfants n'ont pas à confesser une foi trop exotique quand leurs petits camarades d'école leur posent des questions.

Les unitariens professent gé-

néralement des opinions politiques « libérales » (c'est-à-dire, avec les réserves d'usage, « pro-démocratie »). Aux Etats-Unis, où la religion est aussi affaire de statut familial et social, on trouve proportionnellement chez eux plus de personnes seules et de mères célibataires que dans les autres Églises.

Leur syncrétisme parfois naïf peut faire sourire. Mais n'a-t-elle pas raison cette unitarienne d'origine juive qui explique, avec un sourire, que son Église est peut-être la plus typiquement américaine parce qu'elle mélange, sans respect excessif, toutes les traditions ? La certitude que toutes les confessions peuvent se fonder dans un creuset commun ne relève-t-elle pas de ce formidable optimisme inconnu en Europe qui caractérise encore souvent le Nouveau Monde ? Et puis, quand les paroissiens se réunissent après l'office pour prendre un café dans l'arrière-salle de l'église, on entrevoit que, de ces multiples origines, de ces différences acceptées, de cet éclectisme tranquille, naît une vertu très précieuse et très rare : l'humour.

DOMINIQUE HENRI.

(1) Le Bureau of the Census, organisme fédéral officiel chargé d'établir les statistiques concernant la population américaine, recensait neuf cent soixante et un lieux de culte unitariens et deux cent mille fidèles pour l'année 1973.

Le pasteur et son bateau

problème flagrant de la récidive m'a beaucoup tourmenté ainsi que celui de l'inefficacité des « remèdes » institués par notre société hypocrite qui réprime, enferme, puis libère le marginal, le toxicomane, en l'obligeant à se soumettre, sans temps d'arrêt ni école, à un travail conventionnel dans un milieu conventionnel. Est-ce raisonnable de prétendre réduire un inadapté à une société inadaptée ? Si le gars est tombé du wagon, ce n'est pas pour rien ! Ce n'est pas dans les travaux, les occupations, les manières de vivre traditionnels qu'il va retrouver une raison d'espérer.

À la prison, nous sommes deux aumôniers : l'autre est un jeune homme de soixante-cinq ans. Nous avons vite compris que

nous devions porter notre effort sur l'après-prison plutôt que sur la prédication. Nous nous sommes donc attachés à inventer, puis à créer pour les marginaux des milieux de vie marginalisés.

Il fallait être un peu fou comme moi pour se lancer dans cette aventure ! L'argent pour l'achat du bateau, pour les fournitures et le matériel est, non tombé du ciel, mais de la poche d'un P.-D. G. français à la retraite qui a compris et qui s'est enthousiasmé au point de cautionner ma folie !

Je veux que le bateau devienne un havre, un port où les garçons et les filles, à la sortie de prison, viendront respirer, s'aérer. Tout le temps qu'il faut.

Ils seront accueillis, encadrés par un groupe d'anciens marginaux que je suis en train de former et qui enseigneront à d'autres marginaux ce qu'ils ont appris : l'indépendance. Je crois qu'aimer son prochain, c'est aussi le rendre indépendant.

Je ne préche plus, je ne monte plus en chaire. Avec les copains, la Parole ne doit plus être clamée. Elle peut être vécue. Chaque jour, nous vivons l'évangile dans lequel je crois plus que jamais. La résurrection n'est pas seulement l'affaire du Christ, c'est aussi notre affaire à nous, les hommes.

NELLY A. SPOLTI.

(1) Le gouvernement n'a pris, jusqu'à présent, aucune décision.

24/10/1977

RADIO-TELEVISION

PLAY BACK

Carlos sur le pont

BESANCON. Midi. Comme dans toutes les villes, les gens se lèvent. Tiens, la rue est barrée ? L'automobiliste s'engage à grand-peine dans la longue file qui cherche le chemin de la coupe, rejetée d'un panneau à un autre. Le piéton se heurte à la foule qui remplit le plus utile des cinq ponts qui relient les deux rives de la Saône. Une « manif » ? C'est rare de voir installée une telle débauche de signalisation et tant de gardiens au carrefour pour éviter les manifestations d'être dérangées. Un ministre ? Rien, pourtant, qui n'ait déjà été inauguré dans le quartier. Alors, quel ?

La télévision et Carlos. Sur le pont pendant plusieurs heures, pour les besoins d'une émission qui passe en direct sur TF 1, il voit bloquer la circulation sous le regard admiratif des agents de police. Les curieux sont entassés, au coude-à-coude, au-dessus de la rivière, qui parcourt un canal chargé d'hommes-grenouilles. Les curieux ne voient rien. Carlos fait son petit tour de piste, à même le trottoir, appuyé au parapet, play back à 100 décibels.

A deux pas du pont, 700 mètres de rues piétonnes, dont on a dit, pour faire passer leur coût élevé, qu'elles seraient le lieu privilégié des fêtes de la ville. Attention, des places qu'on aurait pu utiliser également, sans être contraint de barrer les rues et de détourner les lignes d'autobus, dont on est si fier ici. Mais la télévision préférait le pont. Le maire e pris un arrêté. La télévision a eu le pont. Entre 8 heures 30 et 15 heures. Ceux qui avaient autre chose à faire que d'applaudir, sans la voir, l'acteur du Big Bisou, ont dû se débrouiller pour rentrer chez eux en pestant. L'arrêté municipal procède, en règle générale, de l'intérêt public. On s'est demandé où résiderait l'intérêt public en la circonstance. C'est tout simple : la télévision avait annoncé qu'elle tournerait un film sur Vauban, et comme un quel, à Besançon, porte le nom de l'architecte de Louis XIV, il fallait bien établir sur le pont, de préférence à midi, pour le lumière. Le maire prit l'arrêté, déploya ses barrières, ses sens obligatoires ou interdits, ses panneaux « rue barrée », et ses agents de police. Et Carlos apparut sa bedaine avantageuse. Quant au film sur Vauban, on avait eue doute bien en peine, à la mairie de Besançon, de donner le nom de son réalisateur. En tout cas, personne n'a vu de cinéaste : la toute des piétons et celle des « fans » de Carlos était trop dense.

CLAUDE FABERT.

SUR ANTENNE 2

Hugo dans les Cévennes

MASQUE de tribune à la barbe végétale, mains-hautes carrossées et costumes chiffonnés autour de sa carcasse de géant débouffé, Jean-Pierre Chabrol rayonne de passion tendre. Ses livres lui ressemblent, épousent sa démarche de chène nomade qui se déplace avec terre et racines : pavés touffus, fourmillant de passants, gorgés de ce sol éternel qu'il emporte partout avec lui. Chaque page semble griffonnée au charbon sur les parois d'une grotte des Cévennes qui trouvent la Grand-Combe aujourd'hui désaffectée. Le sang, la sueur et la crasse, pétris dans une sauce à l'optimisme ingénu, s'y racontent pour perpétuer la mémoire des combats d'ouvriers, de ces luttes sans concession qui, depuis les canalisés, ont marqué les Cévennes du sceau de la rébellion.

Les Rebelles, trilogie de Chabrol portée à l'écran pour Antenne 2 par la S.F.P., couvre les années d'angoisse, de désespoir et d'exaspération, qui culminèrent avec la victoire du Front populaire. Une victoire qui sonnait le glas de l'unité.

Du Front populaire, les manuels d'histoire, influencés par la guerre, ont surtout retenu les occupations sauvages d'usines, la menace rouge, l'imagerie d'épinal d'un prolétariat au mille cannibale qui, pour les hommes de fer dont l'acier n'est qu'ordre, a toujours représenté le cauchemar d'une « chienlit ». Les bons jeunes gens de l'époque, les fils de famille et les anciens combattants bien pensants flirtaient avec les Croix de feu du colonel de La Rocque, souvent inconscients de ce que leur réservaient le nouveau chancelier du Reich, qu'ils observaient avec une fascination mêlée de la répression pour tout ce qui venait d'outre-Rhin.

Pour Jean-Pierre Chabrol, fils d'instituteur, petit-fils de bergers et de paysans, le Front populaire, c'est aussi l'histoire de ses dix ans. Une aventure qu'il a vécue comme une épopée, dans la fièvre d'un petit village, où le maniement n'embarassait pas : en 1933, le dix-neuvième siècle continuait, et les patrons de chaque répondant à une classe ouvrière taillée dans le roc qu'elle débaillait. Elevé dans cette tradition du romantisme socialiste, Chabrol a restitué dans sa vision : un regard d'enfant qui a résolument choisi son parti, celui de la générosité. Un regard partiel, donc, qui a la couleur de son enthousiasme.

NI Paris ni les brain trust politiques ne tiennent l'avant-scène dans cette saga. Ils y jouent pourtant leur rôle. Clergumort, village (à peine) imaginaire des Cévennes, occupe la quasi-totalité de l'écran. Mais les effets de l'histoire s'y font sentir avec d'autant plus de violence que la

société y est restreinte. La famille, les camarades, l'amour, la nourriture, les fêtes, rien n'échappe totalement aux mailles du politique. On naît socialiste, communiste ou républicain, comme on naît mineur ou porteur, par hasard et par force. Un Mourral trinquait avec un Farrigues, et c'est déjà la pente vers la « trahison » ou — selon le vocabulaire remanié au III des jours par Paris — vers l'union. Le passage d'un clan à l'autre se paie d'une sévère initiation.



(Dessin de CHENEZ.)

tion : de part et d'autre, la racie avant la réconciliation. Lorsqu'elle arrive, on se demande soudain si les états-majors ont d'autre utilité que de pouvoir remettre la paix en cause. Ce qui, bien sûr, ne manque pas d'arriver. Triste farce que l'histoire lorsqu'elle devient bégue.

NI l'anarchisme espagnol, expert en exploit, ni le réfractaire pacifiste ne manquent à ce microcosme. Un enseigne au braconnier socialisme mouvant, la pêche à la dynamite, l'autre est le héros des enfants de l'entre-deux-guerres. A sa mort, sa maison, juchée sur la montagne, révèle ses trésors : une carte du ciel et un télescope braqué sur le village. L'astronomie sociale. Car, avec Chabrol, chaque individu se comporte en planète, doté de sa flore et de sa faune rêvée, de son rythme qui épouse ou contredit l'humour ambiant. Les associations, dessinées par le socialisme, ont comme les lois d'airain de la rédemption. Le mineur socialiste épouse la fille du pordon « jaune », et représentera le parti communiste à Moscou, avant d'aller se faire fusiller par les mercenaires français. Une flamme de météores, avec leurs grandeurs et leurs misères. La compassion n'engendre pas la cécité : qui, ces ouvriers sont sans doute naïfs, éternellement floués ; non, ils n'ont pas à embrasser sans réserve des causes qui paraissent aujourd'hui aberrantes, à se griser de la poignée de main de Staline, et à considérer Hitler comme un pantin inférior. Le narrateur lui-même nage parfois en eau trouble et s'émerville des exagérations de

M. Alexandre avant de se trouver mêlé à l'affaire Stavisky.

Et puis, il y a l'« embelle » : 1936. Les lois sociales, la semaine de quarante heures, et les visages angossés de ces vieux travailleurs qui ignorent comment remplir un temps qu'ils n'ont jamais connu : les vacances. Tout est bien qui finit mal : tandis que des millions de Français dégringolaient pour la première fois la route des congés payés, la guerre fait rage en Espagne.



(Dessin de CHENEZ.)

Les acteurs — on en compte trente-cinq — et les figurants ont fait corps avec la passion de l'auteur. Les fermetures successives des mines, dans le paysage même où ils tournaient, ont sans doute aidé à recréer cette atmosphère fébrile. NI composition ni premier rôle ne viennent déparer ces trois émissions. Comme dans un psychodrame, chacun semble revivre une scène enfouie, se confondre avec une vie parallèle qui aurait pu être la sienne. Il faut dire que les dialogues de Chabrol, mêlant l'information dense à la vigueur des convictions, ont l'intensité de ses souvenirs.

Dans le genre si périlleux du feuilleton historique, qui dépasse rarement la reconstitution, les Rebelles, réalisés par Pierre Badel, et dont ni le sujet ni le traitement ne sont pourtant bien originaux, brille de tous les feux du romanisme. La tradition de drame, comme celle de gauchisme, dispose de son registre d'énonciation : pour l'un, c'est l'héroïsme du policier face aux ennemis de la société, l'accession de l'homme du peuple au rang des notables, la conversion du fils perdu, la berge qui épouse le prince ; pour l'autre, ce sont les grands événements historiques, la fraternisation du cortège socialiste avec la manifestation socialiste, les victoires collectives sacrées au terme d'une lutte. Chabrol joue constamment sur le second registre. On peut le trouver démagogique... ou magnanime.

XAVIER DELCOURT.

* Les samedis 29 octobre, 5 et 12 novembre, A2, 20 h 30.

POINT DE VUE

Les décrets sur la télédistribution

Une porte se ferme

par DANIEL POPULUS (*)

Le développement de la télédistribution en France était jusqu'à présent « gelé » en l'absence de décrets définissant son statut. Les sept expériences prévues dans les villes choisies en 1973 (Rennes, Cergy-Pontoise, Créteil, Nice, Metz, Chamonix et Grenoble) avaient été conditionnées par la sortie de ces fameux décrets.

En 1976, l'Etat avait même refusé de continuer à financer une expérience de production locale à Grenoble (Vidéogazette), se réjouissant derrière l'absence de textes législatifs.

La Vids est aujourd'hui comblée : le 30 septembre 1977 le gouvernement faisait paraître au Journal officiel, avec beaucoup de retard, deux décrets. L'un créait une commission nationale des réseaux câblés, l'autre reliait aux réseaux communautaires de radiodiffusion-télévision (décret 77-1057 et 77-1058 du 28 septembre 1977).

Prévus depuis maintenant trois ans, ces textes naviguaient entre les services du premier ministre, le Conseil d'Etat et le Haut Conseil de l'audio-visuel, donnant lieu à de nombreuses discussions et ré-éditions. Les quelques privilèges qui avaient eu en main les avant-projets savaient que la porte controversée était bien entendue celle du contrôle de ces réseaux câblés et de l'éventuelle répartition des pouvoirs entre l'Etat, d'une part (par l'intermédiaire de Télédiffusion de France et les P.T.T.), et les collectivités locales, d'autre part.

Dans ce secteur comme dans beaucoup d'autres, c'était donc encore une fois sur la conception du contrôle, des tutelles et des répartitions des pouvoirs et des moyens entre l'Etat et les collectivités locales que ces textes faisaient problème.

Ceux qui espéraient qu'une porte serait légèrement entrouverte sont aujourd'hui bien déçus. L'article premier du deuxième décret, donnant une définition qualifiée de « communautaire » des réseaux, ne laisse plus aucun doute : il renforce radicalement le monopole de Télédiffusion de France (T.D.F.), et donc radicalement une conception du monopole d'Etat « monopolisé » :

« Le réseau communautaire de radiodiffusion-télévision est un réseau de câbles de télécommunications empruntant la voie publique ou une propriété tierce et desservant à partir d'une station centrale tout ou partie d'une commune ou d'un groupe de communes. Il est exclusivement utilisé à la distribution des programmes du service national de la radiodiffusion-télévision par voie hertzienne et, éventuellement, des programmes des organismes d'émission étrangers lorsque les signaux correspondants peuvent être normalement reçus par la voie hertzienne dans la limite du territoire concerné ».

Les autres articles concèdent à T.D.F. la réalisation de tels réseaux et leur propriété. De son côté, le premier décret définit une commission nationale des réseaux câblés présidée par une personnalité nommée par le premier ministre et comprenant des représentants de T.D.F., du ministère de l'Industrie, du ministre de l'Economie et des finances et du ministre de l'Intérieur. Elle veillera, dit l'article 4, « sur le plan national à l'harmonisation des technologies adoptées ainsi qu'à la cohérence des choix industriels effectués par l'administration des postes et télécommunications et par T.D.F. en matière de réseaux câblés ».

Plus aucune trace de la Société française de télédistribution (S.F.T.) chargée de « piloter » des initiatives locales (entre autres les sept villes), plus aucune référence au Haut Conseil de l'audio-visuel (dont le rapport sur la télédistribution n'a jamais été rendu public) et, surtout, plus d'ouverture sur la production et l'animation locales.

Il est vrai que cette dernière préoccupation n'est pas celle de T.D.F., pas plus qu'elle n'appartient au cahier des charges des autres sociétés nationales de télévision.

Dans la conception actuelle du contrôle de l'Etat sur les moyens d'information, fallait-il attendre à des textes ouvrant le service public de diffusion à une nécessaire décentralisation et surtout à une possibilité de production et de diffusion locales ? Fallait-il s'attendre à y trouver le socle de favoriser l'information locale et l'expression des citoyens, à y trouver l'assise de mécanismes juridiques et financiers aidant les collectivités locales dans ce secteur ? Non, l'esprit de réforme ne souffle apparemment pas dans cette direction et les projets communautaires seront maintenant enchaînés à T.D.F. Ne sont-ils pas condamnés à n'avoir plus de « communautaire » que leur nom ?

(*) Chargé du service « Information » de la ville de Grenoble, ancien animateur de « Vidéogazette ».

A LA CONFÉRENCE D'ALGER SUR L'IMPÉRIALISME CULTUREL

NOS ANCÊTRES LES YANKEES

SOUTENUE par tout l'appareil de l'Etat algérien, bénéficiant d'un remarquable système de traduction simultanée en quatre langues (français, anglais, espagnol, arabe), la première conférence de la Fondation Lelio-Basso sur l'impérialisme culturel a incontestablement fait date. Elle s'est achevée par la rédaction d'une déclaration en trois points (voir le Monde du 28 octobre), sous la direction du sociologue belge Armand Mattelart, déclaration qui donne une idée assez exacte de l'ampleur des problèmes abordés.

Qu'attendait-on par impérialisme culturel ? La meilleure définition en fut offerte par Bernard Cassen, directeur du département des études anglophones à Paris-VIII (Vincennes), citant un sociologue américain : « (C'est) l'ensemble des processus par lesquels une société est introduite au sein du système moderne mondial et la manière dont sa couche dirigeante est amenée, par la fascination, la pression, la force ou la corruption, à modifier les institutions sociales pour qu'elles correspondent aux valeurs et aux structures du centre dominant du système, ou à s'en faire la propagandiste ».

Cette définition vise en clair l'Amérique, plus exactement les Etats-Unis, et à ce suite des « impérialismes secondaires » comme celui de la France, qui servent de courroie de transmission au « centre dominant du système ». Si les rares interlocuteurs algériens dénonçaient plus volontiers l'impérialisme secondaire français, pour le moins des participants venus d'Amérique latine, parlait d'Asie et d'Europe, les Etats-Unis étaient le coupable.

Rarement formulée avec la rigueur méthodologique indispensable pour étayer une argumentation, sauf dans deux cas précis,

et en l'absence d'utilisateurs des médias, radio, cinéma, télévision, les critiques adressées au colonialisme américain se réduisent souvent à des procès d'intention, prouvant par l'absurde que l'équilibre culturel mondial ne pouvait être modifié que par des changements préalables dans l'équilibre politique, les vrais problèmes étant renvoyés aux lendemains qui chantent.

Chili et Porto-Rico

Seuls deux des rapports préparés pour la conférence apportèrent des informations particulièrement révélatrices, celui de Michèle Mattelart sur le thème « Ordonnance populaire et résistance au système des médias » et celui de son expérience du Chili populaire, et celui du sociologue portoricain, Luis Nieves Falcon, sur un thème voisin, « Impérialisme culturel et résistance culturelle à Porto-Rico ».

Michèle Mattelart expose d'expliquer comment la gauche chilienne s'est trouvée sans défense face à la domination des médias par la droite, elle y voit une des causes de la déroute du 11 septembre 1973 (date du coup d'Etat militaire). La presse, le radio, la télévision, mobilisant de vastes secteurs contre la puissance populaire, les agences de publicité multinationales se sont alliées à la droite pour ordonner, selon les termes de Michèle Mattelart, une « pollution informative ». Sur soixante-quatre journaux et cent trente-quatre chaînes de radio-diffusion (le mass media le plus influent dans un pays comme le Chili), écrit-elle, seuls dix radio et trente-trois journaux soutenaient le gouvernement. « Les télévisions télévisées américaines comme F.S.I. en action continuent à investir 72 %

du temps d'antenne... les chaînes (de télévision) favorables au processus révolutionnaire n'obtiennent les meilleures audiences que lorsqu'elles utilisent les programmes de ce genre... pour l'antenne d'exporter cette bataille des consciences qui se déroule dans le cadre du marché... L'auteur décrit les recherches effectuées sur l'attitude des assureurs ouvriers face à la télévision, les formes d'une possible « résistance populaire » à la culture dominante : « Quand on aborde le camp de la gauche, remarque Michèle Mattelart, on peut se demander pourquoi l'information a coutume d'être mise au rang des arts mineurs de la guerre révolutionnaire ».

Avec Luis Nieves Falcon à Porto-Rico, la consigne devant l'employable : un peuple est dépossédé de sa culture, de sa langue, est proprement « colonisé ». Outre la presse, la radio et la télévision appartiennent ou sont contrôlées par des entreprises étrangères.

Selon un rapport cité par l'auteur, la télévision portoricaine est composée à 82 % de programmes produits hors de Porto-Rico, elle reflète essentiellement les valeurs de la société de consommation nord-américaine, particulièrement apparentes dans les bandes publicitaires, habitées par des hommes de race blanche (« pas de Notre ni de mulâtres ») : « La population se compose exclusivement de techniciens, d'employés de bureau, de secrétaires, d'administrateurs et de vendeurs. Il n'existe point de travailleurs agricoles. La classe ouvrière est au bord de l'extinction en tant qu'espèce... ». Outre son contenu étranger et sa tonalité de manipulation mercantile, la télévision a pour rôle de couper Porto-Rico du reste de l'Amérique latine et de ténasser des attitudes négatives face à l'indépendance ».

Nous rejoignons, par certains aspects, le phénomène décrit par Bernard Cassen chez nous : « La connaissance de l'anglais devient un instrument de promotion... Etienne et son fameux Parlez-vous français ? lui servent de référence : « On ne nous l'envoie pas dire : nous devons parler anglais, ou mieux américain, afin de penser comme des Américains... ». Le western algérien Bernard Cassen, nous pour un Français d'aujourd'hui le même rôle que « nos ancêtres les Gaulois » pour un Noir. Notre histoire n'est plus le nôtre, c'est celle de la conquête de l'Ouest américain, comme le note Gilles Deleuze. Et de relayer l'opération « Bison toté » lancée, l'été dernier, sur les routes de France ».

Armand Mattelart (co-auteur, rappelle-t-il, du film Le Spirituel), citait dans son rapport d'introduction sur « Les appareils culturels de l'Etat impérialiste » des remarques de Pier Paolo Pasolini sur l'agression culturelle des médias en Italie : « Le fascisme, écrit Pasolini, n'a pas même su fonder la capacité d'exprimer l'âme du peuple italien, tandis que le nouveau fascisme, grâce aux moyens de communication et d'information (surtout, justement, la télévision), l'a non seulement égratignée, mais lacérée, violée, avilie et jamais ».

Décoloniser ?

Les prises de position extrêmes de certains des participants n'étaient pas, par ailleurs, sans rejoindre les conclusions formulées à un colloque purement français organisé par l'INA, en février dernier à Epervier, dans la perspective « humaniste » chère à son directeur, Pierre Emmanuel, sur le thème « Audio-visuel et choc de cultures ». Si des phrases comme : « Il lui (le communisme) faut

reconstruire l'homme d'aujourd'hui l'homme de toujours », relèvent d'un pathos bien périlleux, les conclusions votées au terme du colloque français par trois commissions de travail vaudraient aussi bien pour le travail effectué à Alger sur l'impérialisme culturel, les différences d'étiquettes mises à part. On demandait très concrètement de créer un audio-visuel propre au milieu local, de tenir compte du temps réel spécifique de chaque culture, « tel qu'il s'écoule au Sénégal, au Mali ou dans d'autres pays » (1). On insistait sur la nécessité d'utiliser les moyens audio-visuels « comme instrument d'éducation au service des ruraux », d'équilibrer les chances (de choix des programmes) entre les pouvoirs des Etats, des groupes de production, des groupes de civilisation ou des spécialistes et des techniciens, qui sont dans une situation dominante ».

Notre première conclusion est que tout cela sera un vœu pieux si on ne libère pas les médias des contraintes politiques, ramenant le rapport de l'INA. Pourrait-on dire d'accord à Alger ? Alger où la contradiction est également forte, où le cinéma hollywoodien a retrouvé une partie de ses positions (on projeta pendant la conférence West Side Story, Love Story, Sugarland Express), où le feuilleton américain est aussi présent à la télévision.

Une seule organisation échappait à l'opprobre réservé par les participants à l'utilisation américaine des médias : l'UNESCO, appelé à jouer un rôle de régulateur. Quand, comment, où ?

LOUIS MARCORRELLES.

(1) Le rapport de l'INA sur Epervier peut être consulté au Service des relations extérieures, Centre Jules-Perry, 51-53, boulevard Jules-Perry, 75011 Paris.

RADIO-TELEVISION

Vu

Oublieuse mémoire

QUEL est l'effet des moyens de communication de masse sur la « mémoire collective » des Français ? Leur perception de l'histoire, une histoire désormais vécue « en direct » grâce à la radio et à la télévision, n'est-elle pas radicalement autre que par le passé ? Le magazine « Vendredi » consacrait à ce sujet ambitieux, vendredi soir, la première de quatre émissions spéciales sur l'information télévisée à l'occasion de son deuxième anniversaire.

Une expérience : demander aux gens, dans la rue, ce qui se passait précisément il y a deux ans, en octobre 1975. C'était l'époque de l'agonie de Franco, de l'affaire Clausen. Personne, ou presque, ne s'en souvient. Qu'est-ce que cela prouve ? Que la mémoire du téléspectateur, de l'auditeur de radio, du lecteur de journaux à grand tirage, est une mémoire oublieuse, une mémoire « à trous ». Que l'information laisse peu de traces, parce qu'elle n'influence pas vraiment, mais se contente de redoubler ce qui est, d'une certaine manière, déjà vu, puisque voulu, attendu par le public.

L'information donnée par les mass media est, en fait, l'information demandée, explique M. Denis Quennard, directeur de l'agence de publicité Young et Rubicam, qui ajoute : « Celui qui fait le journal et celui qui le reçoit savent qu'ils vont bien s'entendre. » Le rôle des grands moyens de communication, dit-il encore, n'est pas de trans-

mettre de l'information, mais de plaire.

Affirmation excessive ? La télévision, objectera-t-on, a remplacé ou complété pour beaucoup de Français l'enseignement de l'école ; « fenêtre sur le monde », elle a élargi leur horizon, accru leurs connaissances, éveillé leur conscience ; même si, selon la loi du spectaculaire, une image chasse l'autre, il doit bien en rester quelque chose dans les esprits. Ces arguments, on les a entendus aussi au cours de l'émission.

Vieux débat. Mais les illusions se dissipent, ceux qui croyaient à l'exemplaire pédagogie de l'audiovisuel déchantent, les « mass médiologues », optimistes incorrigibles d'il y a dix ans, se taisent. On sait aujourd'hui que chacun, devant son récepteur, n'écoute que ce qu'il veut entendre, ne regarde que ce qu'il veut voir, ne retient que ce qui l'intéresse.

Ce qui l'intéresse dépend, à l'évidence, de son milieu social et culturel, de son activité professionnelle, de ses préoccupations propres. Ce n'est pas nier la force des médias, c'est suggérer que celle-ci ne s'exerce pas à partir de rien, qu'elle s'inscrit dans d'autres relations de pouvoir, et que la mémoire collective d'un peuple rassemblée à peu à peu avec les souvenirs contrastés d'un public indifférencié.

THOMAS FERENCZI.
* Spécial Information : les 4, 11 et 18 novembre, FR 2.

La Finlande renonce, pour l'instant, au satellite nordique de radio-télévision

LE ministère des finances a fait savoir au Conseil nordique que l'Etat finlandais ne sera pas en mesure de participer, même partiellement, au financement du projet de satellite commun de radio et de télévision des pays nordiques (Nordsat) avant la seconde moitié des années 80. Le ministère invoque les limitations budgétaires qui empêchent le développement en cours des services sanitaires, sociaux et éducatifs, et précise que la décision définitive sera prise lorsque les questions juridiques et de politique concernant le projet de satellite seront résolues. Un point d'interrogation subsiste : le débat suscité par le projet Nordsat, dont la presse se fait l'écho de temps à autres, écarte la question financière pour ne se concentrer que sur le problème politico-culturel créé par la réalisation du projet. La discussion fait apparaître un clivage politique gauche-droite auquel s'ajoutent des problèmes non politiques comme la question des droits d'auteur.

La droite, la plus enthouliaste à l'égard du projet, fait valoir que la Scandinavie forme un ensemble politico-culturel cohérent et que la réalisation de Nordsat permettrait une

ouverture sur la société et la culture des autres pays scandinaves, enrichissant ainsi le patrimoine culturel de chaque pays concerné. La gauche est plus réservée. A ses yeux, le projet peut représenter une menace sur « l'intégrité culturelle du pays ». Elle s'inquiète du danger qu'il y aurait à exposer le téléspectateur au fait d'une culture de masse non contrôlée où la liberté de l'individu se bornerait souvent au choix entre un mauvais feuilleton et un autre non moins mauvais. Les télévisions nordiques font une très grande consommation de feuilletons d'outre-atlantique.

Le problème de la propagande politique n'est pas des plus secondaires et ce sont les communistes qui semblent y être les plus sensibles. Un quotidien communiste d'Helinski relève, par exemple, le mercredi 26 octobre, que le Danemark et la Norvège font partie de l'Alliance atlantique et même par conséquent une politique étrangère différente, à certains égards, de celle de la Finlande, qui est liée par traité à l'Union soviétique. Ces considérations semblent avoir été déterminantes. (Corresp.)

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE A L'HONNEUR

LE 25 octobre 1917 — le 7 novembre de notre calendrier — les Soviétiques présentaient d'assaut la palette d'effets et s'installaient au pouvoir. Pour la solennité anniversaire de la révolution d'Octobre, aura lieu, sur la place Rouge, comme chaque année, un défilé réunissant les régiments, les unités militaires et des formations syndicales, ouvrières et de gymnastes.

Pour la première fois cette année, la première chaîne retransmettra intégralement les cérémonies et la discussion prononcée depuis la mausolée Lénine, sur des commémorations de Léon Zitrine (lundi 7 novembre, de 11 h. 15 à 12 h. 15).

Après - Les dossiers de l'écran - consacré le 25 octobre aux événements de 1918, l'Antenne 2 sera du 7 novembre une « Journée spéciale U.R.S.S. », puis diffusera une série de reportages sur les partis communistes d'Europe et leurs rapports avec le parti communiste soviétique. Le parti dans une République soviétique, la Kirghizie (le 8 novembre) puis, le 9 novembre, le P.C. italien, seront suivis les 14, 15 et 19 novembre par une analyse des formations espagnole, portugaise, britannique et française.

A Radio-France, le journal de Didier Lucas, « Inter-Midi », sera diffusé le 5 novembre en direct de Moscou, où des historiens et des témoins parlent de la révolution et de ses conséquences.

Radio-Monte-Carlo, pour sa part, invitera le 7 novembre, à 9 h. 30, Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes.

Radio-Monte-Carlo, pour sa part, invitera le 7 novembre, à 9 h. 30, Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes.

Radio-Monte-Carlo, pour sa part, invitera le 7 novembre, à 9 h. 30, Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes.

Radio-Monte-Carlo, pour sa part, invitera le 7 novembre, à 9 h. 30, Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes.

Radio-Monte-Carlo, pour sa part, invitera le 7 novembre, à 9 h. 30, Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes.

Radio-Monte-Carlo, pour sa part, invitera le 7 novembre, à 9 h. 30, Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes.

Écoutez-voir

• CHEMINS DE LA CONNAISSANCE : LA POÉSIE ARABE. — À partir du 31 octobre, France-Culture, 8 h. 30.

France-Culture consacre une série d'émissions à la poésie arabe contemporaine. Salah Stetie interrogé par Hédi Béji, agrégé de l'université, évoquera les problèmes de cette littérature novatrice, son attitude envers la tradition et son ouverture au reste du monde. Délégué permanent du Liban à l'Unesco, lui-même poète, il étudiera successivement les « difficultés d'une écriture » le 31 octobre, le 1^{er} novembre, ses rapports avec le présent, le passé et le futur, le 2 novembre, les « lieux de l'écriture », le 3, le 4 et le 7 novembre, le temps, « la découverte du réel et de l'absurde », et les « projections et symboles » particuliers à cette poésie orientale, à la fois « salut » et « accusation », dont le défi « écrire pour être » clôturera ces dix émissions, le 11 novembre. Des textes des principaux poètes arabes seront lus par Maud Royer et Jean-Claude Nieto.

• BANDE A PART : VIVRE AUX JARDIES. — Lundi 31 octobre, A 2, 22 h. 50.

Buit couples, quelques grand-mères, vingt-trois enfants, réunis sous le même toit en marge d'une banlieue parisienne, ont conçu et se sont fait construire une maison selon leur cœur, une maison individuelle, bien que communautaire. L'excellente émission de Martine Lefèvre et Marianna Gosset nous introduit dans cette habitation sur mesure et hors des normes et nous fait entrevoir ce que pourrait être une architecture antogestionnaire.

• DRAMATIQUE : LA FOI, L'ESPERANCE ET LA CHARITÉ. — Mardi 1^{er} novembre, TF 1, 21 h. 45.

Comme Fantine dans les Misérables, mais plus humblement encore, Elisabeth, pale son alléluia de sa chair : c'est son cadavre qu'elle vend à un institut médico-légal dans cette suite de tableaux aigüés et cruels, pièce qu'Odou von Horwath (*Don Juan revient de guerre*, la Nuit italienne) écrit avant de quitter Trieste, sa ville natale. Derrière cet apologue écrit en 1933 (Horwath devait mourir en exil six ans plus tard, à l'âge de trente-huit ans), l'écrivain austro-hongrois s'en prend à quelques modèles standard du machisme et du fascisme, révélant au passage l'horreur des petits drames « ordinaires ». Bernard Sobel, qui accueillit ce spectacle en novembre 1975 dans son Théâtre de Gennevilliers, en a réalisé, sous le nom de Bernard Rothstein, une version télévisuelle qui renouvelle la mise en scène et l'adapte aux contraintes du réalisme filmique : insistance des cadrages, statisme des prises de vues intensifiant la présence des gestes et des visages.

• REPORTAGE : LA CROISIÈRE DES SABLES. — Mercredi 2 novembre, TF 1, 22 h. 15.

Christian Gallissian a suivi, avec les caméras de la S.F.P., les deux équipiers qui, à bord de deux canots, ont franchi les 6 000 kilomètres de sable qui séparent l'Atlantique de la mer Rouge. C'était au printemps 1977, les camions portaient, bien apparente, une marque célèbre et les tee-shirts des « croisés des sables » étaient marqués Radio-France-S.F.P. Cela, l'émission ne le laisse vraiment pas ignorer. Un beau voyage quand même.

• SÉRIE MUSICALE : LES ESCALES DE MICHEL BUTOR. — À partir du 5 novembre, France - Musique, 22 h. 30.

« France-Musique la nuit » accueille Michel Butor pendant une semaine (du samedi au vendredi). Sept programmes, répartis en quatre émissions, porteront chacun le titre d'une œuvre de l'écrivain : *Matière de rêve* (sur la musique moderne), *Emploi du temps* (sur le répertoire classique), *Portrait de l'artiste en jeune singe* (évoquant les compositeurs qui ont travaillé avec Butor : Henri Pousseur, Jacques Guyonnet), *Le Génie du lieu* concernera enfin les musiques extra-européennes. Production René Koering.

• SÉRIE DOCUMENTAIRE : L'AFRIQUE CONVOITÉE. — TF 1, Dimanches 6, 13, 20 et 27 novembre, 22 heures.

Dominique Reznikoff et Henri Fraiss ont réalisé une enquête. Ils ont établi une sorte de bilan des réalités politiques et économiques de l'Afrique contemporaine. Enjeux de luttes d'influence, terrains convoités pour leurs richesses minières, les Etats situés au sud du Sahara ont, dans le réseau des relations diplomatiques, financières et stratégiques, une importance considérable et croissante. Certains, néanmoins, sont mieux connus que d'autres et le mérite de cette série d'émissions est de faire une sorte de tour complet, de montrer quels liens ou quelles barrières existent entre les Etats d'un même camp et avec les puissances qui les aident. Les présidents de la République populaire du Congo, du Zaïre, de la Tanzanie, du Mali, du Burundi et de la Côte-d'Ivoire, sont interviewés.

Les films de la semaine

• LA GUERRE DE MURPHY, de Peter Yates. — Dimanche 30 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Peter O'Toole s'acharne à détruire un sous-marin allemand mouillé du côté du Venezuela à la fin de la deuxième guerre mondiale. Version masculine et en plein cabotage — de la merveilleuse Katharine Hepburn dans *African Queen*. Le faux talent de Peter Yates (consacré, un peu trop vite, par *Bullitt*) éclate ici avec évidence. Ce ne sont que trucs et scènes à l'esbrouffe.

• L'ARME DE CLOWN, de Victor Sjostrom. — Dimanche 30 octobre, FR 3, 22 h. 30. Début d'un cycle consacré aux films tournés en Amérique par Sjostrom, géant du cinéma suédois des années 1910-1920, que Hollywood rebaptisa *Seastrom*. *L'arme de clown* est l'adaptation d'un scénario de Tennessee Williams, de symboles et la poésie de l'univers du drame d'une pièce russe de Leonid Andreïeff. Lou Chaney, spécialiste des personnages monstrueux, joue ici, avec talent, un rôle psychologique.

• LA NUIT DE L'IGUANE, de John Huston. — Lundi 31 octobre, TF 1, 20 h. 30. Huston mal embarqué dans l'adaptation d'une des pièces les plus morbides et les plus érudites de Tennessee Williams, *Géométrie*, en particulier, par la misogynie de l'auteur dramatique, il s'en tire en portant sur Ava Gardner, un ardeuruse superbe de son mythe, le regard d'une caméra fascinée. Richard Burton, lui, se débrouille — très bien d'ailleurs — avec les femmes hystériques chères à Williams.

• L'HOMME DE L'OUEST, d'Anthony Mann. — Lundi 31 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Gary Cooper vieillit, dur, buriné, devient l'envers du héros idéalisé d'autrefois. Mais Anthony Mann n'a-t-il pas été le premier à sortir le western de la légende hollywoodienne, à retourner le mythe des « brigands bien-aimés » et des « congénérants de l'Ouest » ?

• SALOMON ET LA REINE DE SABA, de King Vidor. — Mardi 1^{er} novembre, TF 1, 20 h. 30. King Vidor a toujours aimé les caractères forts, les êtres qui vont jusqu'au bout d'eux-mêmes. Ici, il met face à face, partagés entre la foi et la passion, deux personnages bibliques, le roi Salomon et la reine de Saba. Les scènes à grand spectacle sont moins réussies que celles opposant ces deux personnages, joués par les monstres sacrés Yul Brynner et Gina Lollobrigida.

• ILS ÉTAIENT NEUF CÉLIBATAIRES, de Sacha Guitry. — Mardi 1^{er} novembre, A 2, 16 h. 28. Comment Sacha Guitry arrange — contre argent comptant — des mariages blancs entre des clochards et des femmes riches, afin d'approcher Elvire Popesco, dont il est tombé amoureux dans un restaurant. Film à sketches très réussi, brillante comédie de mœurs, vraie mise en scène cinématographique et distribution impeccable. Il faut voir ou revoir ces interprètes dont la plupart sont morts.

• LE VIOLON SUR LE TOIT, de Norman Jewison. — Mercredi 1^{er} novembre, A 2, 20 h. 30. De la comédie musicale célèbre de Joseph Stein, Jewison

a fait, sans sacrifier chansons et danses, le tableau réaliste d'une petite communauté juive d'Ukraine, sous le régime des tsars. La vie palpite dans des images d'une grande beauté, mais jamais académiques. Les parties lyriques prolongent les parties dramatiques. Le film dure, normalement, trois heures. On peut supposer qu'il sera raccourci pour laisser place au débat des « Dossiers de l'écran ».

• LA VALLÉE DE LA POUÈRE, de Georg Marshall. — Mardi 1^{er} novembre, FR 3, 20 h. 30.

L'intérêt de ce western aux prévisions prévisibles, c'est qu'il est absolument saupoudré d'humour, d'un bon à l'autre ou presque. Alors, on se laisse aller avec plaisir. C'est la détente.

• JOHN ET MARY, de Peter Yates. — Jeudi 3 novembre, A 2, 15 h.

Réussite mineure, mais non négligeable, la réalisation tapageuse de *Bullitt* dans la chronique intime de Dustin Hoffman et Mia Farrow y sont, d'ailleurs, pour beaucoup, en personnages isolés dans la faune new-yorkaise cherchant le bonheur et la pureté. La forme — retours en arrière, commentaires intérieurs, images mentales mêlées au présent — est assez sophistiquée.

• KAMOURASKA, de Claude Jutra. — Jeudi 3 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Un film québécois en costumes. La fin du dix-neuvième siècle et la vie d'une femme victime de la morale bourgeoise, forcée à un mariage déplaisant et vivant une passion dramatique en marge. La satire sociale se perd un peu dans le lyrisme romantique du récit. C'est ce lyrisme qui rend, en fait, le film envoûtant, ainsi que son interprète principale, Geneviève Bujold.

• LE SEPTIÈME SCEAU, d'Ingmar Bergman. — Vendredi 4 novembre, A 2, 22 h. 50.

Une danse macabre du Moyen Âge suédois. Un chevalier, revenu de la Croisade, où il a perdu son idéal, joue aux échecs avec la Mort tandis que des balades s'efforcent de survivre au milieu d'un pays ravagé par la peste noire. On brûle les sorcières et les flagellants hurlent en cortège. Cette splendide Apocalypse de Bergman, fort adroite, y a vingt ans, posait les grandes questions qui préoccupaient le cinéaste : l'existence de Dieu, connaissance des secrets de la mort, menace atomique pesant sur le monde, exaltation de

l'amour comme seule forme de vie. Si le style de Bergman s'est épuré depuis, cette œuvre foisonnante et baroque fut une étape essentielle dans sa création.

• DIABOLIQUEMENT VOTRE, de Julien Duvivier. — Dimanche 6 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Alain Delon a perdu la mémoire. Il est enfermé dans un château où le soignent une femme aimante et un médecin dévoué. Mais des rêves bizarres semblent lui indiquer qu'on lui a donné une fausse identité. Suspense qui s'effrite, qui s'effrite... Ce dernier film tourné par Duvivier nous rappelle surtout qu'il était un bon technicien. Mais Alain Delon a son public.

• LA LETTRE ROUGE, de Victor Sjostrom. — Dimanche 6 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Puritanisme et intolérance en Nouvelle-Angleterre, au dix-septième siècle. Parce que son enfant est le fruit d'un adultère, une femme est marquée d'une lettre écarlate. On a vu, récemment, à la télévision, une adaptation du roman de Nathaniel Hawthorne, réalisée par Marcel Cravenne. Dans ce film, Victor Sjostrom retrouvait l'inspiration et l'atmosphère de ses drames paysans suédois. Il imposait son sens plastique et ses qualités de conteur. Il est aussi pour interpréter Lillian Gish, la sensible actrice des films de Griffith.

• LE REPOS DU GUERRIER, de Roger Vadim. — Lundi 7 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Que Roger Vadim, ancien mari et « créateur » de Brigitte Bardot, dirige à nouveau l'actrice dans une adaptation d'un roman à succès de Christiane Rochefort où elle devenait « femme-objet », cela pouvait faire, en 1962, un événement bien parisien. Aujourd'hui, les audaces sexuelles du sujet sont évanescées, le style décoratif de Vadim n'opère plus personne. Et le mythe Bardot, lui, est retourné comme un gant, risque d'apparaître comme un phénomène d'une autre époque.

• UN MEURTRE EST UN MEURTRE, d'Étienne Périer. — Lundi 7 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Enigme autour de la mort bizarre d'une femme invalidée dont son mari avait souhaité être débarrassé. Inutile d'attendre le frisson hitchcockien, il ne viendra pas. Mais comme le scénario de Dominique Fabre est bien huilé et qu'Étienne Périer a su choisir ses comédiens, cela fait, somme toute, un divertissement pas désagréable.

Les écrans francophones

Lundi 31 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Mission impossible ; 21 h. Au-delà du mur ; 22 h. A. Wellmann.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Manon ; 21 h. Madame de... film de M. Ophüls.
TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Mortuaries (théâtre) ; 20 h. 50. Bure-palla, RT bis ; 19 h. 50. Thénassie et Gasmir ; 20 h. 10. Une fleur FO l'éternité libérée.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 21 h. 20. A bon entendeur ; 20 h. 40. Le nez dans les étoiles h. 5. A propos des apprentis, film de W. Marti.

Mardi 1^{er} novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Hommes de la mer ; 21 h. Le Cousin Jules, film de R. Benichou.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Petite maison dans la prairie ; 21 h. Les Chasseurs de scalps, film de P. Follack.
TELEVISION BELGE : 19 h. 51. W. Coasse Walogre, RT bis ; 19 h. 50. Savor-Vire ; 20 h. 30. Au plaisir de Dieu ; 21 h. 10. Françoise, Martine, Claire et les autres.

TELEVISION SUISSE ROMANDE :

20 h. Passe et gagne ; 21 h. 20. Spécial cinéma ; 22 h. 30. Hockey sur glace.

Mercredi 2 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. L'Homme de Vienne ; 21 h. Le Temps des amants, film de V. de Sica ; 20 h. 50. Mission impossible ; 21 h. La Malédiction du silence, film de M. F. Colla.
TELEVISION BELGE : 19 h. 51. L'Échange ; 20 h. 40. Portrait de F. Anspach, RT bis ; 19 h. 50. La peau douce, film de F. Truffaut.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 22 h. A. Manola.

Jeudi 3 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Médécia d'aujourd'hui ; 21 h. Lien du crime.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. L'Homme de Vienne ; 21 h. Les Hommes contre, film de F. Rod. Les Pirates du métro, film de J. Sarrailh ; 19 h. 50. XX^e siècle.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 25. Marie Lafont et Jos Desautels ; 20 h. 35. Les Grands Explorateurs ; 21 h. 25. Les Oiseaux de nuit.

Vendredi 4 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Aux frontières du possible ; 21 h. Cerveau spécial, film de O. Cristobal.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Haval, Police d'Etat ; 21 h. Jean de la Lune, film de J. Choux.
TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Le Jardin extraordinaire ; 22 h. 23. Donne-moi une chance (comédie musicale).
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 20 h. 20. Le Lucarne oval.

Samedi 5 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Dans les rues de San Francisco ; 21 h. Les Caprices de Marie, film de P. de Broca.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Gungahoeke le justicier ; 21 h. Station 3 ultra-secrets, film de J. Sturges.
TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Antant savoir ; 20 h. 10. Patton, film de F.J. Schaffner.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 25. Marie Lafont et Jos Desautels ; 20 h. 35. Les Grands Explorateurs ; 21 h. 25. Les Oiseaux de nuit.

Dimanche 6 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Cent filles à marier ; 21 h. Charly et ses deux sœurs, film de J. Soria.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 10. Les Jeux olympiques ; 21 h. Paléolite, film de Jean Becker.
TELEVISION BELGE : 20 h. 20. L'Amour et la mort ; 22 h. 23. Septième Avenue.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Au plaisir de Dieu ; 20 h. 30. A vos lettres ; 21 h. 15. All you need is love.

Lundi 7 novembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Mission impossible ; 21 h. Les Ombres du retour, film de A.-R. Minar.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Manon ; 21 h. Le Coup de l'escouade, film de R. W. Hill.
TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Dramatique ; 20 h. 50. Coquet Olympe Miller ; 22 h. 23. Le jour qui vient.
R.T. bis : 20 h. 10. On a tué l'ennemi ; 21 h. 10. M. M. M.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 21 h. 15. What's new ; 21 h. 30. Four minutes ; R. Macard.

01120150

RADIO-TELEVISION

Samedi 29 octobre

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Numéro un (avec Roger Pierrel) ; 21 h. 30. Série : Le riche et le pauvre ; 22 h. 30. A bout portant : Coluche, réal. R. Sciandra.

CHAINE II : A 2

20 h. 30. Feuilleton : Les rebelles (premier épisode : le Feu), d'après les romans de J.-P. Chabrol, réal. Pierre Badel, avec J. Weber, C. Minich, M. Lesser.

22 h. 5. Magazine de l'image : Vnir, par A. Pujol, J.-P. Bertrand, J.-G. Corbu ; 22 h. 55. Drôle de haraqua, par J. Audou, réal. G. Dande, (avec Zouc, Copi, etc.).

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Retransmission théâtrale : « Tant contre un petit bois », de J.-M. Ribes, au Théâtre Récamier, avec la Compagnie Michel Berto ; M. Marquand, Fr. Christophe, R. Blanche, St. Bouy.

et ses dialogues avec son passé. Pour sa remarquable interprétation, Michèle Mercier a reçu le prix Pléiade du Théâtre.

FRANCE - CULTURE

20 h. 30. Science-fiction : « Cristal qui songe », de Theodore Sturgeon, adapt. C. Bourdieu, avec R. Favet, S. Legendre, G. Clermont, réal. R. Souffray ; 21 h. 30. Ad lib, par M. de Brestel ; 22 h. 30. La fugue du samedi ou mi-fugue, mi-résumé, divertissement de B. Jérôme ; 23 h. 30. Poésie : Geneviève Serreau.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 5. Premier jour J de la musique : 20 h. 30. Concert de musique de chambre, par le quatuor Via Nova et le quintette de cuivres Ars Nova ; « Quatuor opus 29 » (Schubert), « Quintette de cuivres » (Lohr, chœur), « Quatuor n° 1 » (Ligeti), « Séquences pour l'Apocalypse » (Chaynes) ; 23 h. 30. France-Musique la nuit : Jazz forum ; à 0 h. 5. Musique de chambre.

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE
à 21 h.
278.44.35
PIERRE DOUGLAS
"l'imitateur de G. Marchais"
GARCIMORE
l'illusionniste "décontracté"

vient de paraître un volume format 15 x 22,5 : 32,00
FERNAND NATHAN
LA COURSE
AUTOUR DU MONDE

Dimanche 30 octobre

CHAINE I : TF 1

9 h. 15. Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15. La séquence du spectateur ; 12 h. 30. Bon appétit ; 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 10.

"LE DEBAT DU SIECLE"
Thierry le Luron
Pierre Douglas
45 : CBS 5767

Les rendez-vous du dimanche : 15 h. 30. Série : Gorri le Diable ; 18 h. 5. Hippisme ; 18 h. 5. Vive le cirque ; 18 h. 45. Sports première ; 17 h. 40. Téléfilm : « Ma femme n'est plus », de P. Stone, réal. G. Jordan. Avec J. Klugman, E. Ashley, J. Francist.

20 h. 30. FILM : LA GUERRE DE MURPHY, de P. Yates (1970), avec P. O'Toole, S. Phillips, Ph. Noiret, J. Hallam, H. Jansen.

22 h. 15. Magazine : Expressions.

CHAINE II : A 2

11 h. 30. La télévision des téléspectateurs en super-8, par J. Locquin et J. Godineau ; 12 h. 10. Toujours sourire ; 13 h. 25. La longinette ; 14 h. 25. Ces messieurs nous disent ; 15 h. 35. Dessin animé : Tom et Jerry ; 15 h. 40. Série : Sur la piste des Cheyennes ; 18 h. 30. Trois petits tours ; 17 h. 25. Les Muppets ; 18 h. 5. Contre-ut ; 19 h. Stade 2.

LA RAISON DU PLUS FOU
Daniel Karlin
Tony Lalité
2 Editions sociales
C'EST AUSSI UN LIVRE

20 h. 30. Musique and Music ; 21 h. 35. Série documentaire : Enquête sur la santé mentale d'un pays au-dessus de tout soupçon : La raison du plus fou (deuxième partie : la loi du père), par D. Karlin.

Les adolescents, « normaux » ou « anormaux », parlent de leur ascendance familiale et sociale. Certains parents parlent aussi.

CHAINE III : FR 3

10 h. Emission destinée aux travailleurs immigrés : Spécial Mosaïque ; à 10 h. 30. Mosaïque ; 18 h. 55. Documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire (Le Rhin, reprise de l'émission du 28 octobre) ; 17 h. 50. Espace musical : Sonate pour piano et violon, de Beethoven (avec Patrice Fontanarosa, au violon et Yvri Boukoff, au piano) ; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 19 h. Hexagonal ; 20 h. 5. Cheval, mon ami.

20 h. 30. L'homme en question ; M. Raymond Aron ; 21 h. 30. Entretien : Trois scènes avec Ingmar Bergman (troisième partie).

22 h. 30. FILM (cinéma de minuit, cycle : hommages à Victor Sjöström) : L'ARME DE CLOWN, de V. Sjöström (1924), avec L. Chaney, N. Shearer, J. Gilbert, T. Marshall, M. McDermott. (Film muet, N.)

Pour rompre avec un passé qui l'a humilié, un homme riche d'origine connaît dans un cirque, il s'agit d'une décadence qui ne l'aimera jamais.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie avec Geneviève Serreau (et à 14 h. 19 h. 35 et 22 h. 30) ; 7 h. 7. La tenture ouverte ; 7 h. 30. Horizon ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; 8 h. 5. Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h. 30. Regards sur la musique ; 13 h. 5. Allegro ; 12 h. 45. Musique de chambre ; J.-B. Loisel, Kodaly, Saint-Saëns ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente « Les Joyeux-Comédiens de Windsor » de Shakespeare ; 16 h. 5. Concert : Journées de Kassel ; « Le Deum » (Dreier), « Rapsodie pour contralto » (Brahms), « Requiem » (Saint-Saëns) ; 17 h. 20. Rencontre avec Mohamed Elmaghout ; 18 h. 30. Ma non troppo, divertissement de B. Jérôme ; 19 h. 10. Le cinéma des cinéastes ; 20 h. Poésie interrompue ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique : Dans ce joli pavillon, allons encore ! par J.-L. Rivière et E. Parat.

Des premières impressions sensorielles du « tout à la fois » de la poésie de voix au théâtre... ce passant par le théâtre.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. Concert promenade (Fall, Gerhart, Eisbrenner, Abraham, Strauss, Eulenberg, Kysler) ; 9 h. 30. Cauter ; 9 h. 2. Musical gratuit ; 11 h. Harpocis sacra ; 12 h. Sérénades du flamenco ; 12 h. 35. Opéra bouffon : « Le Coq d'or » (Rimsky-Korsakov) ; 13 h. 45. Premier jour J de la musique ; 14 h. La trilogie des critiques de disques ; « Les Noces de Fauré » (Mozart) ; 17 h. Le concert éphémère d'A. Tchernine (Tchernine, Prokofiev, Beethoven, Schumann, Moussorgsky, Ravel, Messiaen) ; 19 h. Musique du Moyen Age et de la Renaissance ; 19 h. 35. Jazz rituel ; 20 h. 30. Soirée lyrique : « Salomé » (R. Strauss), par les Chœurs et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. H. von Karajan, avec K. Böhm, A. Balas, H. Böhm ; 23 h. 15. France-Musique la nuit : les chambres de la musique ; 0 h. 5. Musique des mois, musique des sons.

J.-F. Delacour, E. Welsz, R. Menard, réal. J. Rollin-Welsh ; 19 h. 25. Présence des arts ; 20 h. Moralités légendaires, de Jules Laforgue ; « Hamlet », avec P. Huster, réal. J.W. Garret (rediffusion) ; 21 h. Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy ; Dallispicola, N. Taverne, G. Amy ; 22 h. Disque : Monteverdi ; 22 h. 30. Entrées avec Cheng-Cheng, par C. Rude-let ; 23 h. A propos d'Y. Bounefoy (rediffusion).

FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie avec Pierre Tal Coat (et à 14 h. 19 h. 35 et 22 h. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 6 h. Les chemins de la connaissance ; « Byzance regardé Byzance », par R. August ; à 8 h. 30. Emission pour dire : le défi des lettres arabes contemporaines ; par S. Stélie ; 8 h. 50. Echo au hasard ; 9 h. 7. Les lundis de l'été ; « Caliban la Grande », d'Henri Troyat, avec l'auteur ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Evénement musical ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Evén à la musique ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Les enfants du parc », de Pierre-Jean Remy ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : l'invité du lundi ; M. Lard-Boudieu ; 18 h. 25. L'heure qu'il est ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 32. Musiques pour la messe ; 18 h. 30. Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adapt. Chabrol, avec J.-F. Delacour, E. Welsz, R. Menard, réal. J. Rollin-Welsh ; 19 h. 25. Présence des arts ; 20 h. Moralités légendaires, de Jules Laforgue ; « Hamlet », avec P. Huster, réal. J.W. Garret (rediffusion) ; 21 h. Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy ; Dallispicola, N. Taverne, G. Amy ; 22 h. Disque : Monteverdi ; 22 h. 30. Entrées avec Cheng-Cheng, par C. Rude-let ; 23 h. A propos d'Y. Bounefoy (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

Lundi 31 octobre

CHAINE I : TF 1

10 h. 30. Emission pédagogique ; 12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 12 h. 35. Magazines régionaux ; 13 h. 50. Rester avec nous (avec le chanteur Michel Munty) ; 14 h. 30. Série : L'homme sans visage (rediffusion) ; 15 h. 45. Les vacances sur la vraie vie ; 16 h. 25. Séquence musicale : Jarry claus, la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. Feuilleton : Le 18 à Kerbriant ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Valérie ; 14 h. 5. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : La pompe sauplante ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur : Le groupe Space ; 18 h. 25. Dorothea et ses amis ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h. 30. La tête et les jambes ; 21 h. 55. Documentaire de création : Le royaume normand de Sicile, par J.-M. Leuven ; 22 h. 50. Bande à part : Vivre aux Jardies, réal. G. Folin.

Libre nos « Ecouter-Voir ».

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Flash ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Denis de Bougemont ; 20 h. Les Jeux ; 22 h. Documentaire : Fastes sonores de la vénérie, réal. J.-Ch. Cabanis.

20 h. 30. FILM (cinéma public) : L'HOMME DE L'OUEST, d'A. Mann (1958), avec G. Cooper, J. London, L.-J. Cobb, A. O'Connell, J. Lord (rediffusion).

Un ancien bandit retrouve des hors-la-loi qui considéraient son passé. Il accepte de se joindre à eux, pour les supprimer.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie avec Pierre Tal Coat (et à 14 h. 19 h. 35 et 22 h. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 6 h. Les chemins de la connaissance ; « Byzance regardé Byzance », par R. August ; à 8 h. 30. Emission pour dire : le défi des lettres arabes contemporaines ; par S. Stélie ; 8 h. 50. Echo au hasard ; 9 h. 7. Les lundis de l'été ; « Caliban la Grande », d'Henri Troyat, avec l'auteur ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Evénement musical ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Evén à la musique ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Les enfants du parc », de Pierre-Jean Remy ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : l'invité du lundi ; M. Lard-Boudieu ; 18 h. 25. L'heure qu'il est ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 32. Musiques pour la messe ; 18 h. 30. Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adapt. Chabrol, avec J.-F. Delacour, E. Welsz, R. Menard, réal. J. Rollin-Welsh ; 19 h. 25. Présence des arts ; 20 h. Moralités légendaires, de Jules Laforgue ; « Hamlet », avec P. Huster, réal. J.W. Garret (rediffusion) ; 21 h. Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy ; Dallispicola, N. Taverne, G. Amy ; 22 h. Disque : Monteverdi ; 22 h. 30. Entrées avec Cheng-Cheng, par C. Rude-let ; 23 h. A propos d'Y. Bounefoy (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

Mardi 1^{er} novembre

CHAINE I : TF 1

11 h. 40. Concert : Messe, de G. de Machault, (en différé du Festival d'Albi) ; 12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 12 h. 35. Magazines régionaux ; 13 h. 50. Rester avec nous (avec le chanteur Michel Munty) ; 14 h. 30. Série : L'homme sans visage (rediffusion) ; 15 h. 45. Les vacances sur la vraie vie ; 16 h. 25. Séquence musicale : Jarry claus, la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. Feuilleton : Le 18 à Kerbriant ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

CHAINE II : A 2

13 h. 50. Feuilleton : Valérie ; 14 h. 5. Aujourd'hui madame ; 14 h. 55. Série : La pompe sauplante ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur : Le groupe Space ; 18 h. 25. Dorothea et ses amis ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h. 30. La tête et les jambes ; 21 h. 55. Documentaire de création : Le royaume normand de Sicile, par J.-M. Leuven ; 22 h. 50. Bande à part : Vivre aux Jardies, réal. G. Folin.

Libre nos « Ecouter-Voir ».

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Flash ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Denis de Bougemont ; 20 h. Les Jeux ; 22 h. Documentaire : Fastes sonores de la vénérie, réal. J.-Ch. Cabanis.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Tonche la tortue et la cuisine voyageuse ; 19 h. 5. Les animaux ; 19 h. 30. La rose bleue, tarte de R. Vivet, dit par M. Martin, réal. R. Amiot et J. Fahre ; 18 h. 40. Tribune libre : Prédature de la Mission de France ; 20 h. Les Jeux ; 20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures) : LA VALLEE DE LA POUDRE, de G. Marshall (1958), avec G. Ford, Sh. Mac Laine, L. Nielsen, M. Saughnessy.

Un aventurier moutard réunit de vieux colporteurs français et les maris, moment finissant, à de riches étrangers et des dames dans l'embarras. Mais les maris « honorables » s'enfuient pour rejoindre leurs femmes.

18 h. 25. Dorothea et ses amis ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h. 30. La tête et les jambes ; 21 h. 55. Documentaire de création : Le royaume normand de Sicile, par J.-M. Leuven ; 22 h. 50. Bande à part : Vivre aux Jardies, réal. G. Folin.

Libre nos « Ecouter-Voir ».

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

14 h. 5. Un livre, des voix : « Le Macvaux Lieu », de Julien Green ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : l'invité du lundi ; M. Lard-Boudieu ; 18 h. 25. L'heure qu'il est ; 17 h. 15. Les Français s'interrogent ; 17 h. 32. Musiques pour la messe ; 18 h. 30. Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adapt. Chabrol, réal. J. Rollin-Welsh ; 19 h. 25. Présence des arts ; 20 h. Moralités légendaires, de Jules Laforgue ; « Hamlet », avec P. Huster, réal. J.W. Garret (rediffusion) ; 21 h. Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy ; Dallispicola, N. Taverne, G. Amy ; 22 h. Disque : Monteverdi ; 22 h. 30. Entrées avec Cheng-Cheng, par C. Rude-let ; 23 h. A propos d'Y. Bounefoy (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).

Un pasteur dérangé, devenu guide d'une agence de voyages, échoue, avec un groupe d'instituteurs américains, dans une cabane isolée du Mexique, tenue par son amie, une femme non conformiste.

20 h. 30. FILM : LA NUIT DE LIGUANE, de J. Huston (1963), avec R. Burton, A. Garndor, D. Kerr, S. Lyon, J. Ward, G. Hall (rediffusion).</

RADIO-TELEVISION

Jeudi 3 novembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Émissions régionales ; 13 h. 50, Objectif santé ; 17 h. 55, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Le 16 à Kerbriant ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, Feuilleton : Richelieu (quatrième partie : L'escalade de la Saint-Martin) ; 21 h. 30, Magazine d'actualité : l'Événement, présent, J. Besson.

Le Québec à l'occasion de la visite officielle de M. René Lévesque, premier ministre, présenté dans le studio.

22 h. 30, Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Valérie ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ; 15 h. 5, FILM : JOHN ET MARY, de P. Yates (1969) avec D. Hoffman, M. Farrow, M. Tolan, S. Griffin, T. Daly (rediffusion).

Un jeune homme et une jeune fille qui ont passé, par hasard, une nuit ensemble, cherchent, le lendemain, à se connaître, à se découvrir l'un l'autre.

18 h. 30, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 35, Fenêtre sur : La gravure ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Émission réservée aux formations politiques ; 20 h. 30, Téléfilm : « Vaincre à Olympie », d'après M. Genuvois, de l'Académie française, réal. M. Subiel, avec J. Marais, G. Marchal, J. Topart.

Jean Marais explique à un jeune athlète grec la physique et la métaphysique olympiques. Beaucoup de recherches dans la réalisation.

22 h. 30, Médicale : Les jours de notre vie (Vacances à Bosconff), de P. Desgrupes.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Flight Farhistic et Les animaux des cinq parties du monde ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Forces ouvrières ; 20 h. 15, Les Jeux ; 20 h. 30, FILM (cycle cinéma français 1968-1976) : KAMOURASKA, de Cl. Jutra (1973), avec G. Bujold, R. Jordan, P. Léotard, M. Curvalier, S. Baillargeon, O. Ollivier (rediffusion).

Québec à la fin du dix-neuvième siècle. Au début de son second mariage en train de mourir, une femme reçoit ses parents, la vie conjugale qui lui fut imposée et le drame personnel dont elle fut l'héroïne.

22 h. 15, Magazine : Les satellites météo.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie avec... Pierre Tal Coat (reprise à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : « Byzance regarde Byzance », par B. Auguet ; 8 h. 35, Le défi des lettres arabes contemporaines, par S. Stille ; 8 h. 50, L'école de l'histoire ; 9 h. 7, La matinée de la littérature ; 10 h. 30, Questions en direct avec Michel de Saint-Pierre ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Mère moi je vous aime », de Gilbert Cesbrou ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet ; 18 h. 25, Ne quittez pas l'école ; 17 h. 15, Les Français d'interrogation ; 17 h. 30, Musiques pour la messe ; 18 h. 30, Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adaptation D. Chirali ; 18 h. 25, Biologie et médecine ;

20 h. « Dulcinea », de Gaston Baty, avec C. Sellier, G. Vacchia, H. Crenieux, suivi d'un hommage à Gaston Baty, avec H. Crenieux, J. Billa, P. Bonnet. Réalisation H. Crenieux ; 22 h. 30, Extraits avec Cheng-Tchang, par C. Hudelet ; 23 h. 15, Musiques.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Grandes formes ; 10 h. 15, La règle du jeu (Quotidien de la musique électroacoustique) ; 12 h. 15, La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ; 13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h. 15, Mélodies sans paroles : « Annales et musiques » (Bouillon, Britten, Schumann, Katschurianski) ; 14 h. 30, Les notes sur la guitare (André-Pop) ; 15 h. 35, Concert : Chopin, Chabrier, Debussy, Dalcroze ; 17 h. 15, Nouveaux talents, premiers albums : la Camerata de Boston ; 18 h. 5, Musiques magiques ; 19 h. 15, Jazz time ; 19 h. 35, Klokke ; 19 h. 45, Amoureux et guerriers ; 20 h. 30, Festival international de Donaueschingen : Soixante cantiques de Stravinsky, Orchestre symphonique du Sudwestfunk, Direction R. Bour ; 21 h. 2, Pour violoncelle et live-electronique (Fitzpatrick) ; 21 h. 10, Concert : « Variations sur l'écho d'un cri » (Halffter), avec le violoncelliste W. Taube ; 22 h. 30, France-Musique la nuit.

Vendredi 4 novembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Émissions régionales ; 14 h. 5, T. en 15 : International de France ; 17 h. 55, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Le 16 à Kerbriant ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, Au théâtre ce soir : Colombine, de M. Achar, mise en scène P. Maudy, avec M. Vocoret, R. Manuël, Cl. Vernet (rediffusion).

Le grand amour d'un modeste pour une très jeune et femme sans qualité. Après « Jean de la Lune », la seconde intrusion de Michel Achar dans ce qu'il appelle la « poésie comique ».

22 h. 40, Magazine : Téléfoot.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Valérie ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ; 15 h. 5, Série : Le justicier (rediffusion) ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur : les livres et l'histoire ; 18 h. 25, Dorothée et

ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil.

20 h. 30, Feuilleton : Les diamants du président, réal. D. Boissac avec M. Constantin, D. Marbais (premier épisode) ; 21 h. 30, Tribulations africaines et sud-africaines d'un « desperado » victime d'une machination.

21 h. 35, Émission littéraire : Apostrophes, par B. Pivrot, ces Français en 40 ?

Les MM. Pierre Mendès France (« Liberté, unité, ordre », Henri Amouroux (« La Grande Histoire des Français sous l'occupation »), Robert Heussens (« Le Demi-Juif »), Jacques Duquesne (« La Grande Trêve »), Arthur Conté (« Le 1^{er} janvier 1940 »).

22 h. 50, FILM (ciné-club) : LE SEPTIEME SCAU, de I. Bergman (1956), avec M. von Sydow, G. Björnstrand, B. Ekerot, N. Poppe, B. Andersson, E. Strandmark, G. Lindblom, (V.O. sous-titrée, N.).

Un chevalier revient, désenchanté, de la Croisade, avec son dernier cheval. Son pays est ravagé par la peste noire. Le chevalier entame une partie d'échecs avec la mort.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Des livres pour nous et Histoire de France ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Association pour la démocratie ; 20 h. 15, Les Jeux ; 20 h. 30, Magazine Vendredi : Spécial information (deuxième volet : A la Une). Enquête et réal. Fr. Chardeux.

Le vendredi 23 septembre 1977 dans la rédaction de huit journaux, agences de presse et éditeurs. 17^h 30, « Comment se fait la presse ? Comment se fait la presse ? Comment se fait la presse ? »

21 h. 30, Série documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire, (L'Amazonie).

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie avec... Pierre Tal Coat (et à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : « Byzance regarde Byzance », par B. Auguet ; 8 h. 35, Le défi des lettres arabes contemporaines, par S. Stille ; 8 h. 50, L'école de l'histoire ; 9 h. 7, La matinée de la littérature ; 10 h. 30, Questions en direct avec Michel de Saint-Pierre ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Mère moi je vous aime », de Gilbert Cesbrou ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet ; 18 h. 25, Ne quittez pas l'école ; 17 h. 15, Les Français d'interrogation ; 17 h. 30, Musiques pour la messe ; 18 h. 30, Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adaptation D. Chirali ; 18 h. 25, Biologie et médecine ;

12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Musiques extra-européennes ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Mère moi je vous aime », de Gilbert Cesbrou ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Les Français d'interrogation ; 19 h. 5, Les chemins de la connaissance ; 18 h. 25, Pour les jeunes ; 18 h. 30, Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adaptation D. Chirali, Réalisation J. Solin-Welsh ; 18 h. 25, Les grandes avenues de la science moderne ;

20 h. 30, Le silence du Disc, par Lucien Kobyanski, réalisation Alain Ferron ; 21 h. 30, Musiques de chambre ; 22 h. 30, Extraits avec... Cheng-Tchang, par C. Hudelet ; 23 h. 15, Festival d'Avignon 1977 : Paul Klee, de G. Radliff (rediffusion).

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Grandes formes ; 10 h. 15, La règle du jeu (une répétition de l'ensemble vocal de Paul) ; 12 h. 15, La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ; 13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h. 15, Mélodies sans paroles (Mozart, Beethoven, Schubert) ; 14 h. 30, Les notes sur la guitare (André-Pop) ; 15 h. 35, Concert : Chopin, Chabrier, Debussy, Dalcroze ; 17 h. 15, Nouveaux talents, premiers albums : la Camerata de Boston ; 18 h. 5, Musiques magiques ; 19 h. 15, Jazz time ; 19 h. 35, Klokke ; 19 h. 45, Amoureux et guerriers ; 20 h. 30, Echanges franco-allemands, en direct de Sarrebruck : Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. Edouard Macal, avec Martin Osterker, Le C. Cechius, a. ouverture (Fortner) ; « Concerto en si mineur » (Dvorak) ; « Cinquième Symphonie » (Beethoven) ; 22 h. 30, France-Musique la nuit.

Samedi 5 novembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15, Émissions régionales ; 12 h. 30, Dis-moi ce que tu m'as dit ; 12 h. 45, Jeune pratique ; 13 h. 35, Les musiciens du soir ; 14 h. 10, Réservez donc avec nous ; 14 h. 15, L'homme qui valait 3 milliards ; 15 h. 15, Spiderman ; 15 h. 45, Chéri Bibi (rediffusion) ; 18 h. 55, Amicalement vôtre ; 18 h. 5, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 15, Six minutes pour vous ; 19 h. 45, Informations sur l'écologie ; Le message mystérieux ; 18 h. 45, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, Variétés : Numéro un (Claude Nougaro) ; 21 h. 30, Série : Le riche et le pauvre ; 22 h. 30, Héro : championnat du monde poids moyens (Briscoe-Valdez).

CHAÎNE II : A 2

11 h. 45, Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 5, Émission pédagogique ; 12 h. 30, Magazine : Samedi et dimanche ; 13 h. 30, Hebdo chansons, hebdo musiques ; 14 h. 10, Les Jeux

du stade ; 17 h. 10, Des animaux et des hommes ; 18 h. 15, La course autour du monde ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ;

20 h. 30, Série : Les rebelles (deuxième partie : La guesse), d'après J.-P. Chabrol, réal. P. Badel.

Lire notre article page 13.

22 h. 5, Polémique : Le dossier du panier, par Ph. Bouvard ; 23 h. 15, Jazz : A jazz piano contest, par J.-Ch. Averty.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Les travaux d'Hercule ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Samedi entre nous ; 20 h. 15, Les animaux chez eux ;

20 h. 30, Téléfilm : Le dernier professeur de danse, de G. Boszormenyi et L. Gyarmathy.

Les élèves de l'école de danse de Jonas Balogh ne résistent plus de tango, de valses, de polkas, de mazourkas, de waltzes et de tango. Une intrigue policière à la Hitchcock.

ques aspects de la vie quotidienne hongroise, une série sociologique des sons radiophoniques.

21 h. 30, Documentaire : Maeva ou la Polynésie, de J.-P. Mirouze.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie avec Pierre Tal Coat (et à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : « Byzance regarde Byzance », par B. Auguet ; 8 h. 35, Le défi des lettres arabes contemporaines, par S. Stille ; 8 h. 50, L'école de l'histoire ; 9 h. 7, La matinée de la littérature ; 10 h. 30, Questions en direct avec Michel de Saint-Pierre ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Mère moi je vous aime », de Gilbert Cesbrou ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet ; 18 h. 25, Ne quittez pas l'école ; 17 h. 15, Les Français d'interrogation ; 17 h. 30, Musiques pour la messe ; 18 h. 30, Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adaptation D. Chirali ; 18 h. 25, Biologie et médecine ;

siège sur un « plan second » grâce à la manipulation des sons radiophoniques.

21 h. 30, Disques ; 21 h. 55, Ad lib, avec M. de Breuille ; 22 h. 5, « La fugue du samedi ou mi-fugue, mi-raï », divertissement de B. Jérôme.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Grandes formes ; 10 h. 15, La règle du jeu (une répétition de l'ensemble vocal de Paul) ; 12 h. 15, La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique ; 13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h. 15, Mélodies sans paroles (Mozart, Beethoven, Schubert) ; 14 h. 30, Les notes sur la guitare (André-Pop) ; 15 h. 35, Concert : Chopin, Chabrier, Debussy, Dalcroze ; 17 h. 15, Nouveaux talents, premiers albums : la Camerata de Boston ; 18 h. 5, Musiques magiques ; 19 h. 15, Jazz time ; 19 h. 35, Klokke ; 19 h. 45, Amoureux et guerriers ; 20 h. 30, Echanges franco-allemands, en direct de Sarrebruck : Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. Edouard Macal, avec Martin Osterker, Le C. Cechius, a. ouverture (Fortner) ; « Concerto en si mineur » (Dvorak) ; « Cinquième Symphonie » (Beethoven) ; 22 h. 30, France-Musique la nuit.

Dimanche 6 novembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15, Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15, La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Bon appétit ; 13 h. 30, C'est pas sérieux ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 14 h. 30, Série : Gorgi le Diable ; 18 h. 15, Tiercé ; 18 h. 5, Vive le cirque ; 18 h. 50, Sports première ; 18 h. 5, Téléfilm : Ma mie Rose, de M. Rissi, réal. P. Goutas, avec G. Casadesu, Cl. Jade, Cl. Giraud. Un homme, devenu amnésique, est retrouvé dans un état de semi-coma. Des souvenirs lui reviennent d'une autre personnalité, et il se sent menacé de mort.

19 h. 25, Les animaux du monde.

20 h. 30, FILM : DIABOLIQUEMENT VOTRE, de J. Duvivier (1967), avec A. Delon, S. Berger, S. Fantoni, Cl. Pélup, P. Mosbacher. (Rediffusion).

Un homme, devenu amnésique, est retrouvé dans un état de semi-coma. Des souvenirs lui reviennent d'une autre personnalité, et il se sent menacé de mort.

22 h. 15, Série documentaire : L'Afrique couverte (première partie : Marx et le Capital), prod. D. Reznikov.

Lire nos « Ecoulez-Vous ».

CHAÎNE II : A 2

10 h. 30, Émissions pédagogiques ; 12 h. 10, Toujours sourire ; 13 h. 25, La lorgnette ; 14 h. 25, Ces messieurs nous disent ; 15 h. 40, Série : Sur la piste des Cheyennes ; 18 h. 30, Trois petits tours ; 17 h. 25, Les Muppets ; 18 h. 5, Contre-ut ; 18 h. 50, Stade 2 ; 20 h. 30, Musique et Music ; 21 h. 50, Série documentaire : Enquête sur la santé mentale d'un pays au-dessus de tout soupçon (troisième partie : Les hommes à la tête), par D. Karlin. Ceux qui transforment en usine et les autres, les « trépassés » d'un centre d'aide au travail.

20 h. 30, Émission destinée aux travailleurs immigrés : Spécial Mosaïque ; 10 h. 30, Mosaïque ; 18 h. 5, Documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire, (L'Amazonie, reprise de l'émission du 4 novembre) ; 17 h. 50, Espace musical : Symphonie n° 5, de Schubert (avec l'Ensemble Chamber Orchestra sous la direction de D. Barenboim) et Symphonie n° 95, de Haydn

CHAÎNE III : FR 3

10 h. 30, Émission destinée aux travailleurs immigrés : Spécial Mosaïque ; 10 h. 30, Mosaïque ; 18 h. 5, Documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire, (L'Amazonie, reprise de l'émission du 4 novembre) ; 17 h. 50, Espace musical : Symphonie n° 5, de Schubert (avec l'Ensemble Chamber Orchestra sous la direction de D. Barenboim) et Symphonie n° 95, de Haydn

(avec la B.B.C. Symphony Orchestra sous la direction de J. Fritchard) ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h. 5, Hexagonal ; 20 h. 5, Cheval, mon ami.

20 h. 30, L'homme en question : Alice Satchell ; 21 h. 30, Classiques du cinéma suédois, de G. Sahlberg.

Documentaire d'archéologie consacré aux grands édifices du cinéma muet, Victor Sjöström et Buster Keaton.

22 h. 30, FILM (cinéma de minute) : LA LETTRE ROUGE, de V. Sjöström (1926), avec L. Gish, L. Hanson, H. B. Walthall, K. Dane, M. Corday (Muet, N.).

An « anti-séisme » : une jeune femme, qui a eu un enfant en l'absence de son mari, est marquée d'une lettre indélébile.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie avec Pierre Tal Coat (et à 14 h. 19 h. 35 et 23 h. 50) ; 8 h. 5, Les chemins de la connaissance : « Byzance regarde Byzance », par B. Auguet ; 8 h. 35, Le défi des lettres arabes contemporaines, par S. Stille ; 8 h. 50, L'école de l'histoire ; 9 h. 7, La matinée de la littérature ; 10 h. 30, Questions en direct avec Michel de Saint-Pierre ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Mère moi je vous aime », de Gilbert Cesbrou ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : Le vir du sujet ; 18 h. 25, Ne quittez pas l'école ; 17 h. 15, Les Français d'interrogation ; 17 h. 30, Musiques pour la messe ; 18 h. 30, Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adaptation D. Chirali ; 18 h. 25, Biologie et médecine ;

14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Les Romains », d'Edmond Rostand ; 15 h. 55, Centenaire de la photographie. Les rôles de Maria Callas ; « Norma », de Bellini ; 17 h. 30, Écoles de l'esprit ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ; 20 h. 30, Poésie ininterrompue ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique ; « Le Roi Midas » des oracles d'Asie et de J.-M. Pomme ; 23 h. 15, Black and Blue.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2, Concert promenade (J. Strauss, Kesting, Altmann, Raymond) ; 8 h. 30, Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h. 30, Concert au théâtre d'Orsay ; 12 h. 35, Sérénades du dimanche ; 12 h. 35, Opéra-bouffe : « Le Cid d'or » (Rimsky-Korsakov) ; 13 h. 25, Premier jour J de la musique (Klughart) ; 14 h. 15, La trinité des critiques de la musique : symphonie harmonique (Beethoven) ; 17 h. 15, Le concert éphémère de R. Ringelstein (Wagner, Ravel, Fauré, Mozart, Brahms, Stravinsky, Beethoven) ; 18 h. 15, Musique du Moyen Âge et de la Renaissance ; 19 h. 15, Jazz time ; 19 h. 35, Klokke ; 19 h. 45, Amoureux et guerriers ; 20 h. 30, Festival de Donaueschingen : Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. E. Bour ; 21 h. 2, Pour violoncelle et live-electronique (Fitzpatrick) ; 21 h. 10, Concert : « Variations sur l'écho d'un cri » (Halffter), avec le violoncelliste W. Taube ; 22 h. 30, France-Musique la nuit ; 23 h. 15, Les chambres de la musique.

Lundi 7 novembre

CHAÎNE I : TF 1

11 h. 15, Spécial actualités : Soixantième anniversaire de la révolution russe, commentateurs L. Zitron.

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Réservez donc avec nous ; 14 h. 5, Émission pédagogique ; 17 h. 30, Allons au France ; 18 h. 5, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 50, Les aventures de l'énergie ; 19 h. 15, Feuilleton : Le 16 à Kerbriant ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, FILM : LE REPOS DU GUERRIER, de R. Vadim (1962), avec B. Bardot, R. Hoessein, J. Robertson, Justice, M. Méri, J. Porel (rediffusion).

Une jeune bourgeoise amnésique du suicide d'un artiste bohème. Il s'installe chez elle, l'humilité et la tourmente pour ne pas se laisser séduire par l'amour qu'elle lui porte.

22 h. 5, Portrait : Maurice Druon, par F. Dehère, réal. R. Meunier.

Un ancien ministre de la culture, membre de l'Académie française.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Valérie ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ;

à 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur... ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Documentaire : Malakovsky, la force des mots ; 22 h. 30, Tribune libre : Alain de Benoist ; 20 h. 30, D. Dildou.

CHAÎNE III : FR 3

10 h. 30, Émission destinée aux travailleurs immigrés : Spécial Mosaïque ; 10 h. 30, Mosaïque ; 18 h. 5, Documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire, (L'Amazonie, reprise de l'émission du 4 novembre) ; 17 h. 50, Espace musical : Symphonie n° 5, de Schubert (avec l'Ensemble Chamber Orchestra sous la direction de D. Barenboim) et Symphonie n° 95, de Haydn

CHAÎNE III : FR 3

10 h. 30, Émission destinée aux travailleurs immigrés : Spécial Mosaïque ; 10 h. 30, Mosaïque ; 18 h. 5, Documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire, (L'Amazonie, reprise de l'émission du 4 novembre) ; 17 h. 50, Espace musical : Symphonie n° 5, de Schubert (avec l'Ensemble Chamber Orchestra sous la direction de D. Barenboim) et Symphonie n° 95, de Haydn

20 h. 30, FILM (cinéma public) : UN MEURTRE EST UN MEURTRE, d'E. Périé (1972), avec S. Audran, J.-C. Braly, C. Spaak, R. Hoessein, M. Serrault, O. Hussenot (rediffusion).

Un homme, marié à une femme infidèle, a une maîtresse. L'homme meurt dans un accident bizarre. Le veuf est soupçonné de l'avoir tué et se trouve aux prises avec un maître-chanteur.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 5, Les chemins

de la connaissance : « La psychanalyse aujourd'hui », par M.-H. Fink ; 8 h. 35, « Écrire pour lire : Le défi des lettres arabes », par S. Stille ; 8 h. 50, Écho au hasard ; 9 h. 7, Les livres de l'histoire : La bande dessinée de L. de Lattre, Edgar Faure et Emmanuel Le Roy-Ladurie ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Événement musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 13 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Revue à la musique ; 14 h. 5, On livre des voix : « Le luthier de Crémone », d'Herbert Le Fortier ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : L'après-midi du monde, sous commandement ; 16 h. 25, L'heure qu'il est ; 17 h. 15, Les Français d'interrogation ; 17 h. 30, Centenaire de la photographie. Les rôles de Maria Callas ; « Norma », de Bellini ; 17 h. 30, Écoles de l'esprit ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ; 20 h. 30, Poésie ininterrompue ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique ; « Le Roi Midas » des oracles d'Asie et de J.-M. Pomme ; 23 h. 15, Black and Blue.

SOCIÉTÉ



— Je ne suis pas de la fédération Lagarde !
— Je ne suis pas de la fédération Cornec !

Copyright le Monde et Jean Siffel.

LA VIE DU LANGAGE

Des lecteurs aux lecteurs

UN lecteur relève, sous la plume académisée de M. Alain Peyrache (le *Mal français*, p. 422) : « Ce fonctionnaire se voit rappeler à l'ordre... ». La règle « grand deux verbes se suivent, le second est à l'infinitif » n'a-t-elle pas entraîné l'auteur vers une faute, demande notre lecteur ?

Cette « règle » n'est en fait qu'un truc, orthographique sans intérêt grammatical. Ici, le participe était préférable. Il suffit de penser à : « Ce fonctionnaire se voit promu dans des conditions étonnantes », ou bien : « Cet autre se voit déjà dans ses espérances légitimes », pour refuser l'infinitif répété.

Celui-ci s'imposera en revanche dans : « Ce fonctionnaire se voit rappeler l'urgence du dossier », ou : « S'entend rappeler son devoir de neutralité ». Dans le premier cas, ça va tout seul, qu'un équivalent de « voir » et le pronom (se) est un réflexif. Dans le second, se peut être attributif. Il est vrai qu'on pourrait écrire : « Il se voit rappelé l'urgence du dossier ». Mais quelle acrobatie !

Un lecteur de la rue Rambuteau proteste contre la « toute largement répandue » qui consisterait à écrire *grill* pour *gril*. Entendons-nous : s'il s'agit de l'instrument sur lequel on ne fait plus rôti aujourd'hui, c'est grill. S'il s'agit (comme le donne le *gril*) de l'établissement dans lequel on déjeune de viandes, grillées devant le client, c'est grill, abrégement de grill-room.

Entré en France dans les dernières années du dix-neuvième siècle, grill-room, au grill, est pas méchant. Libre aux restaurateurs de l'écrire grill. Mais pourquoi créer inutilement une ambiguïté : grill, instrument/établissement, alors que nous disposons de deux mots ?

Du même, une protestation contre *société-démocratie* et, à plus forte raison, *société-démocratie*. Cette dernière forme est cependant la seule que connaissent nos dictionnaires (Robert 1977, Larousse). Elle est évidemment critiquable : l'adjectif (social) s'accorde avec le nom. Mais *société-démocratie* l'est tout autant : *société* (se) doit suivre le nom, et non le précéder.

Où, mais on a toujours écrit *national-socialisme* parce qu'il s'agit d'un simple casque (dans les deux cas) de l'adjectif. Notre correspondant Jugo qui l'on devrait dire et écrire : *société-démocratie*, comme *société-démocratie*, *société-démocratie* ou *société-démocratie*, déjà relevé par P. Gilbert dans le *Dictionnaire des mots nouveaux* (1977).

En fin de compte, cependant, la terminologie politique paraît avoir gagné, et vouloir consacrer *société-démocratie* et *société-démocratie* n'apporte dans les premières années de ce siècle. Ce qui importe ici, c'est l'image du mot, déterminante en politique plus tôt que sa correction morphologique. Et quant au seul contact *démocratie*

écrite, il pourrait bien se situer, dans la gamme électroale, fort loin de la *société-démocratie*.

Un grand avocat parisien nous propose (c'est-à-dire quelques semaines d'ouvrir) : le chasseur ou « disons luité ». Il n'est pas seul à s'efforcer, sans succès de l'épistémologie de « disons que », en bien disons... etc., qui sévit en effet à la radio-télévision.

C'est une affaire de discipline personnelle, et de maîtrise de sa langue. Ces disons s'admettent mal en effet dans une plaidoirie ou une conférence. Mais derrière un micro, souvent « c'est à toi » par une question insidieuse ou absurde de préférence une phrase un peu difficile. Le disons — rend bien service.

Il paraît remplacer souvent un « moi personnellement », je dirai que... qui est sa mode. C'est presque un progrès.

Le Bulletin officiel du ministère de l'Éducation du 28 juillet 1977 a publié le tableau, sanctionné par 45 (qua-

rant-cinq) erreurs ministérielles du 7 juillet, des « dénominations nationales de licences et de maîtrises ».

Il s'agit donc d'une terminologie officielle, importante, émanant (écrit le lecteur qui nous l'a fait) d'un secrétaire d'État (aux universités) complétant au plus haut niveau pour l'orientation de la langue française. Le résultat est médiocre.

Alors que la grande majorité de ces licences et maîtrises sont DE quelque chose, deux arrêtés font état, l'un d'une maîtrise en sciences physiques, l'autre d'une licence et maîtrise EN sciences et techniques de l'activité physique, etc.

Raisonnons aussi, avec notre lecteur, une « licence et maîtrise DE sciences des matériaux », à côté d'une « licence et maîtrise DES sciences de la terre », etc.

Pourquoi une maîtrise EN droit, et une autre DE philosophie ? Toutes ces constructions sont équivalentes : aucune ne dit ni plus ni moins que les autres. Raison de plus pour demander au S.E.U. d'écarter ces violations.

DES LIVRES

POUR le centième anniversaire d'Albert Dauzat, la librairie Guénégaud a réédité son *Traité d'Onomastique française*, paru en 1949, et depuis longtemps épuisé. Sous son titre principal, le *Noms de famille de France*, l'ouvrage avait fait date : l'onomastique française est une discipline relativement récente, et qui doit l'essentiel de sa constitution à A. Dauzat, depuis 1925 (*Noms de personnes*).

Le *Traité d'Onomastique* n'a pas vieilli : rappelés qu'il ne s'agit pas d'un dictionnaire (on consultera du même auteur le *Dictionnaire des noms de famille*, Larousse), mais d'une étude à peu près exhaustive sur la formation des noms de famille français, leur évolution, leur classification, etc.

Relevons dans le chapitre consacré aux appellations et usages : que la présentation actuelle de Mme Gaston Durand, au lieu de Mme Sophie Durand, remonte aux années 1920. Jusqu'à présent le bon usage classique, une femme mariée n'avait pas le désagrément de perdre son prénom au profit de celui de son mari.

Cette usure déplaçante est peut-être une réminiscence d'un usage de notaires. Ceux-ci, au XVIII^e siècle, écrivaient : « La veuve Jean du Carrey, la veuve Hubert Vaut », (p. 367), construction à rapprocher de l'Épistémologie (Robert 1977, Larousse). Elle est évidemment critiquable : l'adjectif (social) s'accorde avec le nom. Mais *société-démocratie* l'est tout autant : *société* (se) doit suivre le nom, et non le précéder.

L'ouvrage d'A. Dauzat, revu et complété par Mme Marie-Thérèse Morlet, par ailleurs auteur d'un important « Répertoire des noms de personnes sur le territoire de la France », est indispensable à toute bibliothèque d'amateur de français (480 p., 65 F, Librairie Guénégaud, 10, rue de l'Odéon, 75008, Paris).

À la suite d'un article consacré

CLINC-CLINC

Le service est compris mais pas le pourboire

UNE banque. Une petite agence de la banlieue nord de Paris. Il est midi dix. C'est le coup de feu. Les clients s'entassent, les employés s'affairent. C'est le distributeur, sourires aux murs, guichets-comptoirs, le patronne à la caisse, et dans l'arrière-salle, les coffres. Dans le couloir, clin d'œil et poignée de main des habitués qui se saluent. Je l'ai sagement la queue. Ce n'est pas mon agence habituelle, je viens pour un chèque-décaissement. Je le remplace avec application en suivant un modèle.

Enfin, c'est mon tour. L'employé griffonne, vérifie, recopie mécaniquement mes coordonnées. Le sourire reste sur les lèvres. A l'écart, il compulse soupçonneusement une liste, puis un petit cahier. Il parvient, un instant, à me donner l'impression que le seul venu réaliser « leur » argent, mais ça ne dure pas : c'est bien le mien !

Enth ! Il donne le feu vert à mon chèque, et me glisse une petite carte de plastique avec un numéro d'ordre. Suivant l'Requiem, devant la caisse, cette fois.

Dans son aquarium, la caissière rassemble à une ancienne speedoche recouverte, prévenante et serviable, elle est efficace et d'une rapidité

étonnante, une véritable virtuose de la haste. Sagement, la file d'attente plaine en silence. Une femme entre à la volée, un sac de toile à la main. D'autorité, elle court-circuite le rangé et pose son petit magot devant le guichet de la caisse. Brel échange de sourires, oule :

— En roulez et en billets ?
— Hochement de tête, qui veut dire : « Comme d'habitude ». La caissière aligne les sucres d'orge, complète de quelques billets épinglés.

— Et voilà qui fait deux cent cinquante !

Déjà, le rasquilleux se déplaçant un rouleau et glisse une pincée de pièces par le petit judas complice du comptoir. Escamoté avec une dextérité de croupier, le pourboire est propulsé dans une petite boîte, déjà bien pleine. Clin-clinc !

Je n'avais pas remarqué ce petit truc orléans, légèrement à l'écart de la caisse « officielle ». C'est le couvercle d'une boîte de cigares. Comme un manchard du maître, la caissière l'a bouillonné des vieilles pièces jaunes qui peuvent donner de si mauvais réflexes aux clients. Elle a du malier !

Cinq minutes plus tard, variante sur le même thème. Un autre client-coupe-ille essaie de se faire comprendre à la caissière, avec des gestes de métonymie et en balbutiant qu'il voudrait bien... enfin, qu'il désirerait... si elle en avait, bien sûr.

La baisse spéculative se poursuivait, mais elle se fait luer l'oreille, puis elle emmâillote une pièce dans une feuille de papier. En retour, un billet de 50 francs et une pièce de 5 francs passent de l'autre côté de la vitre : cinquante pour la caisse, cinq pour le petit tronc.

La compie est bon. Clin-clinc ! Le pourboire est soigné, et je suis maintenant que le cours au comptoir de la banque et l'introuvable pièce de 50 francs en argent est aujourd'hui à cinquante-cinq.

Il va falloir modifier les slogans publicitaires : « Votre argent m'intéresse... » et le pourboire aussi. « Votre intérêt est capital... » et le pourboire votre intérêt.

Clin-clinc ! Voilà pourtant un endroit où le ne m'attendais pas à le rencontrer. Au café, à la longue, on s'habitue au mépris du garçon dont on vient de ramasser le monnaie. Au cinéma, avec un peu de pratique, on parvient sans trop de peine à trouver un fauteuil libre quand l'obscurité. Dans votre immeuble, pour la consigne, le pourboire est dans l'escalier. Sur le pas de votre porte, le télégraphiste a un peu « les doigts qui collent » ou pneumatique. Chez vous, dans le coin de séjour, le dos est dur, il est encore possible de rester sourd aux suggestions auditives du hôte, qui se recule la gorge et fait l'inter la terralle de sa poche. Mais à la banque !

Clin-clinc ! Dans la moiteur engourdissante de l'attente, je suis soudain victime d'une boutée de lyisme mal climatisé. L'insulteur au milieu de son cœur clin-clinc ! Le chirurgien avant de recoudre : clin-clinc ! Le prétre au moment de l'extrême-onction : clin-clinc ! Le guide, l'écrivain, le plombier, le masseur, le pilote, le trapéziste, le soldat... clin-clinc !

Huile de travailler désormais : une sabbie effrit. Les rares imbéciles encore pourvus d'un emploi se cachent pour échapper à la horde des solliciteurs.

— En billets de 100 francs, monseigneur ?

La caissière vient de briser son petit dialogue. A travers l'hygiène, elle me distille son sourire standard assépli. Je récupère maladroitement carnet de chèques et billets. Cette fois, le tronc ne sonnera pas. Au suivant !

Le morale de cette histoire ? Si vous voulez la connaître... clin-clinc !

DANIEL PICOULY.

JEAN CHAZE
Vice-président de la
Fédération Française
du Jeu de Dames

les
dames
Règles, techniques,
conseils.

Nombreux schémas
12,00 F

SOLARAMA

DEMAIN

Trois métiers d'avenir

QUI aurait imaginé, en 1900, qu'il existerait un jour des pilotes d'avion professionnels, des cameramans de télévision, des psychanalystes ? Chaque année apparaissent de nouvelles professions, dont certaines seront dans vingt ans tout à fait banales. En décrivant trois métiers récemment apparus aux États-Unis, on risque de déclencher de nombreuses vocations chez les jeunes, et on dépeint peut-être le monde de demain...

SPECIALISTE DU DROIT SOLAIRE

Le premier métier d'avenir est celui de spécialiste du droit solaire. Vous n'avez certes pas imaginé, lorsque, dans le loulou souci d'économiser le précieux pétrole, vous avez installé des capteurs d'énergie solaire sur le toit de votre maison, que votre voisin vendrait son pavillon à un promoteur et qu'une tour de vingt-sept étages d'interposerait bientôt entre vos capteurs et l'astre émetteur de photons. Seul un spécialiste du droit solaire peut vous sauver.

A vrai dire, si votre maison est située en Floride, il vous conseillera probablement d'acheter une chaudière à mazout : l'Hôtel Fontainebleau, de Miami-Beach, ayant bâti une annexe qui plongerait dans l'ombre le piscine où bronzait habituellement les clients de l'Eden Rock, ce dernier intenta au Fontainebleau

un procès, et le perdit. Au contraire, si vous habitez le Nouveau-Mexique, le loi vous favorise : le loi de capter l'énergie solaire vous donne des droits sur cette énergie. De même que personne n'a le droit de détourner en amont un ruisseau qui traverse votre propriété, de même personne ne peut vous priver des rayons du soleil.

Il est question d'étendre à l'ensemble des États-Unis la jurisprudence du Nouveau-Mexique. La construction d'un gratte-ciel au centre d'une ville reviendra alors très cher : les propriétaires des maisons situées au nord de la future tour n'auront pas manqué d'équiper leurs toits et vendront à prix d'or leur droit au soleil. Bref, les législateurs solaires ne manqueront pas de travailler.

AGENT DE CHANGE EN POLLUTIONS

Le second métier d'avenir, lié comme le premier à l'écologie, est celui d'agent de change en pollutions.

Vous désirez implanter en Amérique une nouvelle usine. Quelles que soient les précautions que vous prendrez, vous ne pourrez pas éviter que votre usine pollue plus ou moins l'environnement, ne serait-ce que par les gaz d'échappement des automobiles de votre personnel. L'Agence pour la protection de l'environnement exige que l'apparition d'une pollution nouvelle soit compensée par la disparition d'une pollution ancienne. Avant de pouvoir décider de votre implantation, vous devez donc consulter un agent de change en pollutions, qui trouvera dans la région de votre choix un lot de pollutions démodées susceptibles

d'être échangées contre votre pollution de dernier cri.

Ainsi le Standard Oil de l'Ohio, désireux construire en Californie un port pétrolier, a-t-elle acheté au préalable la pollution de plusieurs teinturerie industrielles (c'est-à-dire que la Standard offre aux teintureries de la moderniser à ses frais). La chambre de commerce d'Odessa-City achète à des petits industriels locaux la pollution de quatre réservoirs de pétrole brut (en les gommant d'un couvercle...) afin d'accueillir une usine de la General Motors. Le portefeuille d'un agent de change en pollutions est très varié : la pollution de la première usine américaine de Volkswagen, par exemple, a été échangée contre les vapeurs du goudron des routes de Pennsylvanie, qui seront revendues d'une substance non volatile.

LES MÉTEMPSYCHANALYSTES

Alors que les spécialistes du droit solaire et des échanges de pollutions s'adonnent déjà à leurs lucratives vocations d'un bout à l'autre des États-Unis, on ne trouve actuellement des métempsychanalystes qu'en Californie.

Vous l'avez deviné, le métempsychanalyste remonte à la véritable source de vos névroses. Il remonte plus loin que votre petite enfance. Plus loin que votre naissance. Plus loin même que votre vie intra-utérine. Jusqu'à vos existences antérieures.

Vos troubles sexuels sont le conséquence directe d'un viol subi au dix-neuvième siècle, votre clestro-

phobie s'explique par un séjour en prison pendant la Révolution française et votre haine des cols roulés résulte du terroir mis par la guillotine à cet emprisonnement.

Les métempsychanalystes obtiennent, par là, des guérisons spectaculaires. Cependant, leur succès est apparemment lié à celui des gourous de diverses obédiences hindouistes qui ont depuis quelques années pris d'assaut l'Amérique, nous ne nous permettons pas de hasarder un pronostic à long terme quant à l'avenir de cette profession.

JEAN-JACQUES ADAM.

TABAC

Fumeurs, si vous le pouvez...

MON geste machinal de fumeur inséré est arrêté brusquement par la voix coupante du chauffeur : « Ici, Monsieur, c'est un taxi non-fumeur ! »

Je fais remarquer que rien ne m'indique. Pas d'écriteau sur les tableaux de bord. « Selon moi, répond-il, le client devrait considérer qu'il est interdit de fumer dans un taxi, sauf si le chauffeur l'autorise. D'ailleurs, avec la nouvelle loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics... Le message reste en l'air.

Volé un encouragement de paupère — de fumée plutôt ! — spectaculaire. Il n'y a pas si longtemps, on voyait apparaître dans les taxis les premiers accablants timides libellés ainsi :

« Renoncez à fumer : comité des Hauts-de-Seine de la Ligue nationale française contre le cancer. »

Pour arriver enfin au brutal « taxi non-fumeur ». Certains chauffeurs de taxi allant jusqu'à avouer que, fumeurs eux-mêmes, ils interdisent le tabac à leurs clients uniquement pour éviter les brûlures sur leurs hanches, les mégots à ramasser, les cendres à nettoyer. De telles trahisons dans la guerre sans merci menée actuellement contre les fumeurs mériteraient qu'on boycotte leurs taxis.

Mais, pour cela, il faudrait ajouter ou signaler lumineux occupé/libre un autre pour indiquer fumeur/non-fumeur.

ALAIN WOODROW.

CORRESPONDANCE

Le tabac et la guerre

Une lectrice de Paris, Mme Cholet, nous écrit :

Il y a peu de temps que les femmes ont acquis la liberté de fumer : c'est alors qu'on a découvert que le tabac était dangereux.

Je propose que ce soient dorénavant les femmes qui fassent la guerre : l'humanité découvrirait peut-être, alors, qu'elle est mortelle.

Pour treize jours de retard

Bruno derrière nous...

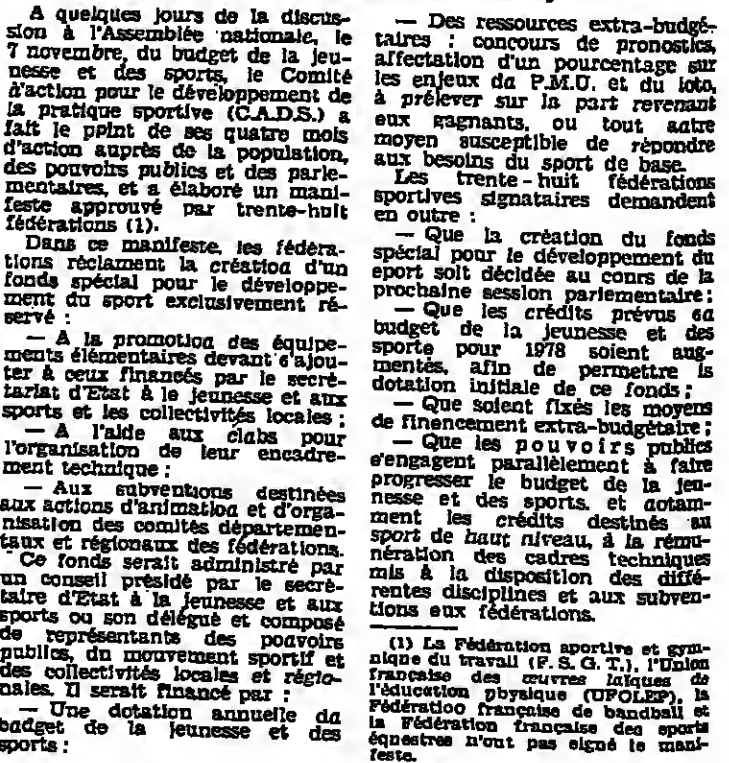
M. RABAH

Droits sociaux et devoirs familiaux

CLAUDE DUBOIS

SPORTS

Trente-huit fédérations réclament la création d'un fonds spécial pour le développement du sport



FOOTBALL

PREMIERE DIVISION.	
(14 ^e Journée)	
celle b. Nice	1-2
so b. Sochaux	3-1
b. "Saint-Etienne	1-2
s S.-G. et Laval	2-1

Pour la deuxième fois de la saison, Saint-Etienne a été battu à domicile par Lens (1 à 0). Cet échec permet aux trois équipes riveraines de la Méditerranée d'empêcher désormais les trois outsiders places du classement.

Marseille (3 à 0) et Valenciennes (2 à 0) ont battu, imposé avant Nice (3 à 0) et à domicile Monaco, vainqueur de Sochaux (3 à 1), de se retrouver en tête.

Avec Lens, Nantes s'est battu (2 à 1) et a gagné à Reims (3 à 1). Comme Bastia a été battu (2 à 1), les trois équipes frontalières ont subi les coups européens qu'elles se sont imposés, avant d'aborder, le 9 novembre, des matches à rejouer.

PREMIERE DIVISION.
(14^e journée)

"Marseille" de Nice	1-0
"Monaco" de Monaco	3-0
Lens B. "Saint-Etienne"	1-0
"Paris S.-G." et "Laval"	0-0
"Valenciennes" de Valenciennes	2-0
"Bastia" de Nîmes	2-0
"Bordeaux" de Metz	2-0
"Nantes" de Nantes	2-0
"Valenciennes" de Valenciennes	2-0

Classement : 1. Monaco, 21 points ; 2. "Marseille" de Nice, 19 ; 3. "Saint-Etienne" de Lens, 18 ; 4. "Nantes" de Nantes, 17 ; 5. "Strasbourg", 18 ; 6. "Sochaux", 15 ; 7. "Laval", 14 ; 8. "Valenciennes" de Valenciennes, 13 ; 9. "Bordeaux" de Metz, 13 ; 10. "Reims", 12 ; 11. "Valenciennes" de Metz et "Troyes", 9 ; 12. "Nîmes", 7 points.

DEUXIEME DIVISION
Groupe B
(12^e journée)

Le Monde

politique

L'EXAMEN DU PROJET DE LOI DE FINANCES

Anciens combattants : majorité et opposition réclament le rétablissement des cérémonies du 8 mai

Les anciens combattants font encore recette. Une quarantaine de députés, dont quatre femmes, occupaient en effet les bancs de l'Assemblée nationale, vendredi matin 28 octobre, en dépit de la tentation du long week-end de la Toussaint.

La plupart des trente et un orateurs inscrits, tout en rendant hommage à l'œuvre accomplie par le secrétaire d'Etat qui demeure la plus longtemps en charge des anciens combattants, M. André Bord, ne pouvaient pas ne pas avoir présent à l'esprit l'enjeu électoral de mars 1978. Cela donnait, pour les porte-parole des groupes de la majorité, un discours assez satisfaisant et ponctué de vœux pressants

allant jusqu'à la menace de réserve de vote. Pour l'opposition, la tâche était plus simple : les améliorations contenues dans le budget de 1978 n'étaient que la répétition d'une injustice trop longtemps tolérée.

Un seul point d'unanimité entre les orateurs : la célébration du 8 mai. A son sujet, M. Tourné s'est écrié à la tribune : « Il n'appartient à personne dans ce pays, si haut placé qu'il soit, de rayer d'un trait de plume la commémoration officielle d'une victoire comme le 8 mai ».

Tout à la réserve — encore que, déclara-t-il, « le secrétaire d'Etat reste solidaire du député » — M. Jean-Jacques

Baudier a promis de rapporter à qui de droit le vote « majoritairement exprimé, l'opposition incluse », au sujet du 8 mai. Voilà bien entendu de tranchées dont le chef de l'Etat aurait pu faire l'économie.

Le nouveau secrétaire d'Etat n'a même pas feint d'ignorer les menaces de boycottage qui pèsent sur le 11 novembre prochain, auquel le président de la République voudrait donner, semble-t-il, un faste particulier. « Je vous en prie, a-t-il dit à l'adresse de tous, ne mélangons pas les genres. Les anciens de 1914-1918 n'ont pas mérité ça ».

CLAUDE DURIEX.

Vendredi 28 octobre, sous la présidence de M. ALLAINMAT (P.S.), l'Assemblée nationale examine les crédits du secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

Rapporteur spécial, M. GIROUX (réf.) souligne l'importance d'un budget (13,4 milliards de francs) qui représente 3,4 % du budget national et enregistre une augmentation de 22,5 %, 8 % seulement si l'on tient compte du collectif budgétaire. Il estime notamment que le mise à parité de la retraite du combattant (à l'indice 33 à partir du 1^{er} janvier 1978) est un « problème réglé » par rapport à l'engagement pris en 1974 par le président de la République. Il regrette cependant que les veuves demeurent une catégorie « relativement dévalorisée », que le bénéfice de la campagne double ne soit pas accordé aux fonctionnaires, anciens combattants d'Afrique du Nord, et que persiste un retard au coût de la vie. Il exprime, pour terminer, le vœu que le 8 mai continue d'être célébré solennellement, car « cette commémoration est désirée, souhaitée, voulue par tous ». Opinion partagée par M. VALENTIN (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

Pour M. NILES (P.C., Seine-Saint-Denis), premier orateur inscrit dans la discussion générale, ce budget n'apporte rien de nouveau, il n'est qu'un « chèque sans provision ».

M. ROBERT-ANDRÉ VIVIEN (R.P.R., Val-de-Marne) souligne l'immensité de l'œuvre accomplie par la V^e République. M. BÉCARD (P.R., Haute-Savoie) demande que soient actualisées les pensions militaires d'invalidité. « Un rattrapage s'impose. Les associations l'estiment à 26 % », dit-il. Il indique que si aucun engagement n'est pris, son groupe sera conduit à ne pas voter le budget.

M. GILBERT FAURE (P.S., Ariège) analyse « le danger de la misère » et estime que les anciens combattants « font les frais de la politique d'austérité du gouvernement ». Il rappelle que son groupe a déposé une proposition de loi visant à accorder la carte de combattant à tous les prisonniers en Allemagne. M. Le Cabec (réf., Morbihan) souhaite qu'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur

soit accordé aux anciens de 1914-1918. M. GRUSSENMEYER (R.P.R., Bas-Rhin) voudrait qu'une nouvelle démarche soit entreprise par le gouvernement français auprès de la R.F.A. pour régler le problème des incorporés de force. M. DURIEUX (P.R., Nord) se félicite de la mise à parité de la retraite du combattant.

Pour M. D'HARCOURT (réf., Calvados), l'interdiction du cumul

LES MESURES NOUVELLES

Dans son discours, M. Baudier a énuméré les mesures nouvelles contenues dans le budget de 1978 des anciens combattants :

- 501 millions de francs de provision pour l'application du rapport Constant ;
- 122 millions de francs pour la mise à parité des deux retraites du combattant ;
- 1,5 million de francs pour le paiement des indemnités et pensions de la suite de la levée des forcéistes ;
- 2,1 millions de francs pour l'appareillage ;
- 3,4 millions de francs d'augmentation de la contribution de l'Etat au fonctionnement de l'Office.

A cela s'ajoutent les 18,3 millions de francs de promotion des pensions destinées aux veuves et le doublement des honoraires des médecins experts et surajustement des centres de réforme (1,5 million de francs).

ne devrait pas s'appliquer aux sous-officiers anciens combattants. M. RIVIERE (R.P.R., Loire) estime qu'en dépit des élections électorales « il faut avoir raison garder ». Il s'agit tout au plus de principes. Les revendications des anciens combattants ont été satisfaites au cours de la législature.

Pour M. TOURNÉ (P.C., Pyrénées-Orientales), les mesures nouvelles ne représentent qu'un pour cent d'augmentation. Aussi exige-t-il du gouvernement qu'il accorde des crédits supplémentaires « en fin de législature, conclut-il, il est impossible d'ajuster un tel budget ».

Pour M. NEUWIRTH (R.P.R., Loire) la considération envers les anciens combattants implique la franchise. « Tout n'est pas possible », fait-il remarquer. Bepéran que des améliorations seront annoncées, son groupe réservera.

M. BEUCLER : une affaire à traiter avec sagesse et mesure

M. BEUCLER, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, traite successivement les points suivants :

- Les retraites : la remise à parité des retraites des deux générations de combattants bénéficie de 122 millions de francs. La situation des anciens combattants ayant été modifiée depuis l'accord du 13 juin, il s'engage à en saisir le ministre de la Santé ;
- L'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord : le retard provient de la difficulté d'établir les listes et de ne traiter les dossiers. L'examen de ces derniers va être accéléré. Sur quatre cent mille dossiers déposés, cent vingt mille ont déjà été traités. La mention « hors guerre » devrait être supprimée, ce qui règlera le problème ;
- L'attribution de la carte aux anciens prisonniers de guerre : elle obéit à des conditions très strictes. Cette carte ne doit pas, en effet, être dévalorisée, ce qui interdit toute mesure automatique. Il reste trente-cinq mille cas à régler : ils pourront l'être en vertu des textes existants. Après avoir traité la question des descendants et des descendants, il précise qu'il est entièrement favorable à la représentation des anciens combattants au Conseil économique et social ;
- Les forcéistes : elles ont été supprimées. Une dotation complémentaire de 1,5 million est destinée à assurer le paiement des indemnités et pensions à ceux qui font valoir leurs droits à la suite de cette suppression.

son vote. M. VACANT (P.S., Puy-de-Dôme) proteste contre la crudesse des activités nazies. Il indique que son groupe ne pourra voter le budget tant que le contentieux ne sera pas réglé. M. VALERIN (R.P.R., Nord) demande que les orphelins de guerre, quel que soit leur âge, soient considérés comme ressortissants de l'Office.

M. GILBERT SCHWARTZ (P.C., Meurthe-et-Moselle) dénonce à son tour « la mansuétude dont bénéficient les criminels hitlériens de nationalité française, les tentatives de réhabilitation de Hitler et de Pétain », puis insiste pour que toute la lumière soit faite « sur l'attitude du nazisme ».

M. CORREZE (R.P.R., Loire-et-Cher) évoque l'extension aux déportés du travail des avantages accordés aux anciens combattants, revendication qui fait l'objet d'une proposition de loi de son groupe. M. HARDY (R.P.R., Charente) demande une revalorisation de 25 % des pensions. Mme FRITSCH (réf., Moselle) appelle l'attention sur la situation des veuves de guerre. M. BRANGER (R.P.R., Charente-Maritime) dénonce les protestations des anciens combattants. M. CHASSENET (R.P.R., Sarthe) demande l'attribution de la carte de combattant aux anciens prisonniers de guerre.

La discussion se poursuit, vendredi après-midi. Après M. PLANETIER (R.P.R., Pyrénées-Atlantiques), M. MARIO BÉNARD (R.P.R., Var) souhaite que les anciens combattants d'Afrique du Nord soient traités avec équité. « Les orphelins de guerre », déclare M. REGIS (R.P.R., Yvelines), ne doivent pas mourir dans la misère. M. BERTHOUD (réf., Puy-de-Dôme) demande que la célébration du 8 mai soit établie.

Pour M. BOUARD (réf., Morbihan), il est légitime que les anciens d'Algérie souhaitent être considérés comme des combattants à part entière. M. QUÉRET (R.P.R., Finistère) souhaite que des emplois soient créés au secrétariat d'Etat afin de pouvoir traiter tous les cas avec rapidité. M. DELONG (R.P.R., Haute-Marne) insiste sur la nécessité du rattrapage en faveur des veuves et des descendants. MM. BECK (P.S., Creuse) et MASSON (P.S., Yonne) estiment, à leur tour, qu'il faut rétablir la commémoration du 8 mai. M. BONHOMME (app. R.P.R., Tarn-et-Garonne) demande au secrétaire d'Etat de se souvenir des propositions que, député, il avait faites il y a un an.

PRIX RÉDUITS AU THÉÂTRE POUR LES ANCIENS COMBATTANTS

Pour répondre au souhait de M. Giscard d'Estaing, qui veut donner aux fêtes du 11 novembre un éclat particulier, le Syndicat des directeurs de théâtre de Paris et de la région parisienne demande à ses adhérents de mettre à la disposition des anciens combattants, pour la soirée du 8 mai nationale, des places au prix de 15 F et un service d'ouvrages gratuits.

Le président du Syndicat, M. Denis Maury, a déclaré, dans une circulaire, qu'il « insistait tout particulièrement » pour que cette mesure soit appliquée, « un refus risquant de compromettre la politique que les directeurs de théâtre s'efforcent de promouvoir ». Le ministère des anciens combattants, en charge de reverser aux théâtres, par l'intermédiaire du Syndicat, 5 F par billet vendu et 2 F par place pour les ouvriers.

LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DE LA PRINCIPAUTE D'ANDORRE

- Faible participation à la consultation populaire.
- M. Giscard d'Estaing visitera les Vallées en septembre 1978.

La consultation électorale qui s'est déroulée le 27 octobre en principauté d'Andorre (dernières élections de vendredi) n'a pas eu le succès populaire escompté. Le pourcentage des abstentions a été de 41 % : 3 206 électeurs étaient inscrits ; on a compté 1 909 votants, dont 597 bulletins blancs.

Il s'agissait pourtant de la première consultation populaire organisée dans les Vallées sur les institutions de la principauté. Six projets étaient soumis au vote des Andorrans pour permettre une réadaptation des institutions et de l'administration aux exigences du monde moderne. Les institutions andorranes datent en effet, du 22 avril 1806 et, depuis, les structures économiques et sociales des Vallées ont subi un profond changement.

Les deux projets qui ont obtenu le plus de voix portent sur la limitation de la pression exercée par l'administration des co-princes (le président de la République française et l'évêque du diocèse espagnol d'Urgel) sur les affaires intérieures du pays. Ils vont être étudiés par le Conseil général des Vallées, qui pourra engager à leur propos une procédure de référendum et devra obtenir une approbation des co-princes.

D'autre part, les autorités andorranes ont annoncé la 28 octobre que M. Giscard d'Estaing se rendra en Andorre le 8 septembre 1978, jour anniversaire de la création juridique de la principauté. Pour la première fois dans l'histoire, les deux co-princes se rencontreront dans les Vallées.

CHIRAC

OU LA FRINGALE DU POUVOIR.

Aujourd'hui un extrait dans Le Monde :

LA CUISINE DE CHIRAC

Il goûtait l'ivresse du service de l'Etat, et, parce que Pompidou lui désigne une mission électorale, il se croit obligé de reprendre trois fois de la tête de veau à chaque repas. Trop, c'est trop. « Tout le monde sait en Corrèze que Chirac aime la tête de veau », disent les cuisinières chargées de préparer ces agapes collectives et dominicales. Dans des auberges rurales du plateau de Millevaches, la tête de veau est devenue le « plat Chirac ». Lorsqu'il est nommé à Matignon, France-Soir s'informe de ses goûts auprès du cuisinier. Ce n'est pas une question à 1.000 F. « La tête de veau, répond le maître-queux. Et aussi : les tripes au safran, la truite au bleu, le jambon d'Auvergne et la cuisine chinoise ». Pas très original, mais de Gaulle s'était établi une réputation avec les pieds de porc grillés et les confitures de Tante Yvonne. Ce long lignage qui s'ennerve, que rien ne rassasie et qui en redemande, puis décampe sans prendre le temps d'un rot pour aller allonger ses jambes sous une table voisine, inquiète. Quel ténia l'habite ? On est sur le qui vive. Faites attention : il finira par manger dans votre assiette. Déjà, ses doigts s'agitent pour vous piquer votre part. Pure prévenance. « Ça ne passe pas ? Voulez-vous que je vous aide ? » Il vous coupe l'appétit et, pour vous aider, efface le dessert. Puis il feint l'étonnement. Quoi, vous ne l'aimez pas ?

Demain

TROIS AFFICHES POUR GISCARD, UNE POUR CHABAN.



400 pages bien serrées de révélations.

ÉDITIONS ALAIN MOREAU

POLITIQUE

A APOSTROPHES

Exercices sur les pouvoirs

Il y avait un malentendu, vendredi soir 26 octobre, entre les invités de Bernard Pivot à « Apostrophes ». Le thème de l'émission, « L'exercice du pouvoir », était fort ambigu. La présence d'Alain Touraine, sociologue, de Bertrand de Jouvenel, économiste et politologue, semblait promettre une discussion austère sur le socialisme et l'Etat, sur le politique et l'historique. Mais le propos de Jean-Marie Rouart, qui lit son dernier roman dans les milieux politiques, était évidemment d'une tout autre nature. S'il met à profit l'expérience qu'il a acquise, comme journaliste parlementaire, il a choisi néanmoins la fiction. Et avec le vedette de la soirée, François Giroud, on était évidemment aussi loin des savantes théories que de l'imaginaire pulvérisé relaté dans l'ouvrage qui lui valait d'être là, son tout frais passé ministériel.

Il n'e donc pas suffi que la même mot figurât dans le titre de l'émission et dans ceux de

deux des œuvres ainsi présentées (la Comédie du pouvoir, de François Giroud, et les Faux du pouvoir, de Jean-Marie Rouart). Et pas davantage que Bertrand de Jouvenel ait traité de la « civilisation de puissance » et de la « politique pure » — son grand œuvre qui vient d'être réédité —, qu'Alain Touraine éprouve un « désir d'histoire ». Saint Louis sous son chapeau et Bonaparte au pont d'Arcole, les deux images incarnent les deux types de pouvoir chers à Bertrand de Jouvenel, se concilient mal avec le récit des conseils des ministres présidés par M. Giscard d'Estaing, des analyses du tempérament de M. Chirac. Si les mots étaient les mêmes, ce qu'ils recouvraient différait trop. Chacun sur son beau terre de loubards efforts pour concilier son langage et ses préoccupations avec ceux de ses partenaires, tandis que Bernard Pivot se dépensait en vain : avec des ingrédients trop disparates, la mayonnaise, si l'on ose dire, n'a pas pris, et elle e même failli tourner. — P. V.-P.

DROME. — M. Rodolphe Pesce, conseiller général, maire de Valence, a été désigné par les sections socialistes concernées pour être candidat dans la pre-

mière circonscription (Valence, Die), dont le député sortant est M. Roger Ribadeau-Dumas (R.P.R.).

TERRORISME: DEMAIN LA FRANCE?

Cette question, tout le monde se la pose après les tragiques événements d'Allemagne ; le NOUVEL OBSERVATEUR de cette semaine répond, en donnant à ses lecteurs tous les éléments d'information, tous les points de vue sur la possibilité d'une « Bande à Baader » française.

Au sommaire de ce dossier exceptionnel : Jean Daniel, Josette Alia, Guy Sitbon, Marie Muller, Delfeil de Ton, Alfred Grosser.

Leurs révélations et leurs commentaires vous aideront à mieux comprendre.

J.F. Held a, lui, vécu plusieurs semaines parmi les réfugiés de l'ex-Indochine, dans les camps de Thaïlande, avec les naufrages de la révolution — vietnamiens, laotiens, et surtout cambodgiens — qui lui ont fait le récit de leur terrifiante odyssee.

Un document qui oblige à une révision déchirante.

Autre point fort de ce numéro à ne pas manquer : les résultats d'une grande enquête lancée par « Antenne 2 » sur « les Français et la mort », sur l'euthanasie, les rêves d'immortalité, le culte des disparus, la croyance de l'au-delà.

Des réponses qui vous surprennent.

LE NOUVEL
observateur
UN NUMERO A NE PAS MANQUER

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LA CRISE DE LA GAUCHE

M. FITERMAN : le P.S. est saisi d'une sorte de frénésie électorale.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré vendredi 28 octobre, à Toulouse : « Le P.S. est saisi d'une sorte de frénésie électorale et semble trouver quelques avantages à la situation. Il semble y voir la possibilité d'aller aux élections et de remporter une grande victoire, au point que les travailleurs se demandent : est-ce que le programme commun n'a pas été pour François Mitterrand une sorte d'entracte ouvert pendant le temps nécessaire au parti socialiste pour se renforcer et voter ensuite de ses propres idées loin de l'union, comme du temps de la S.F.L.O. ? Mais il reste à voir si une seule question à régler, celle du second tour. Et là le P.S. refuse un bon accord mais il nous demande nos voix. »

Au cours d'une conférence de presse, M. Fiterman avait précisé, auparavant : « Les communistes ne renonceraient jamais à la recherche de l'union de la gauche. Cependant il ne faut pas compter sur le parti communiste pour soutenir un parti socialiste qui flirtait avec la droite ou, s'associant avec elle, traitait au gouvernement pour faire la politique de Schmidt ou de Callaghan. »

M. FABRE : ceux qui jettent de l'huile sur le feu porteront une lourde responsabilité.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré vendredi 28 octobre, à Nantes : « Nous n'acceptons pas aujourd'hui que l'on nous charge de tous les péchés. (...) Les déclarations de M. Georges Marchais ne méritent même pas de démenti. Le véritable adversaire, il est au pouvoir. »

Ceux qui jettent de l'huile sur le feu porteront une lourde responsabilité si, par malheur, le gauchisme perdait en 1978. Pendant six ans, à force de parler toujours du programme commun, on a peut-être eu tendance à oublier qu'il s'agit de l'indivisible de l'union de la gauche des communistes, des socialistes et des radicaux de gauche, qui avaient chacun leur programme et leur type de société.

Evitant la préparation des élections législatives, M. Fabre a ajouté : « De l'union de la gauche, nous étions les plus fidèles. C'est pourquoi nous essayons de nous appuyer sur le P.S. pour avoir le maximum de chances de gagner. Nous attendons une réponse du P.S. sur « un accord national minimum ». M. Robert Fabre et François Mitterrand doivent se rencontrer prochainement pour arrêter l'accord en vue du premier tour des élections législatives en cours de négociation entre leurs deux formations.

A Reims

LES CONSEILLERS MUNICIPAUX SOCIALISTES VOTENT CONTRE LE PROJET DE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE.

(De notre correspondant.)

REIMS. — Les dix-huit conseillers municipaux socialistes de Reims (Marne), dont le maire est M. Claude Lamblin (P.C.), ont voté, jeudi soir 27 octobre, contre le projet de budget supplémentaire. Le projet a toutefois été adopté par 21 voix (13 P.C., 2 M.R.P. et 6 non-inscrits). Les dix conseillers municipaux P.S.U. se sont abstenus ; l'un, radical de gauche, l'autre non-inscrit, étaient absents.

La discussion publique du budget supplémentaire a servi de prétexte et elle a donné l'occasion aux socialistes d'exposer leurs griefs. Ils ont mis en cause notamment « le procédé discriminatoire » par lequel le maire a embauché plusieurs auxiliaires à l'hôtel de ville. Ils ont fait référence en particulier au recrutement des étudiants de l'enseignement très proches des élus communistes. « Ces nominations sont intervenues dans des conditions irrégulières, sans aucune consultation des commissions intermédiaires », ont affirmé leurs porte-parole, qui ont ajouté : « Nous nous désolidarisons de cette gestion. Nous voulons travailler dans la clarté ; nous ne voulons pas être tenus pour quantité négligeable. » — G. P.

Le R.P.R. publie une seconde liste de candidats

Le R.P.R. a rendu publique, vendredi soir 28 octobre, une deuxième liste de quarante-sept candidats, dont quinze députés sortants. La première, publiée le 20 octobre (le Monde du 22 octobre), comptait deux cent vingt-quatre noms dont celui de neuf membres du gouvernement. Seul ministre à figurer dans cette seconde liste, M. Alain Peyrue, garde des sceaux, bénéficie du soutien des autres formations de la majorité. Son suppléant, M. Etienne Platte, qui le remplaçait à l'Assemblée nationale depuis mai 1973, est candidat dans la cinquième circonscription des Yvelines. D'autre part, M. Maurice Dabot, directeur du cabinet de M. Jacques Chirac à la mairie de Paris, ayant décidé de retirer sa candidature dans la deuxième circonscription des Hauts-de-Seine en raison de dispositions réglementaires interdisant pendant trois ans à certains fonctionnaires d'être candidats dans les départements où ils ont exercé leurs fonctions, c'est M. Georges Tranchant qui tentera de conserver au R.P.R. le siège actuellement détenu par M. Yves Cornic.

ALPES - DE - HAUTE - PROVENÇE. — M. Pierre Rinaldi (1^{re}).
ARDECHES. — M. Albert Liogier, dép. sort. (3^e).
BOUCHES - DU - RHONE. — M. Luc Feraldi (10^e).
COTES-DU-NORD. — M. Jean Tassel (1^{re}).
FINISTÈRE. — M. Jean Grenn, dép. sort. (8^e).
LOIRET. — M. Gaston Gallout (1^{re}).
PAS-DE-CALAIS. — MM. Philippe Lamy (11^e), André Delahy (12^e).
PYRÉNÉES-ORIENTALES. — MM. Patrice Bertrand (1^{re}), André Quel (2^e).
HAUT-RHIN. — M. Laurent Hoerster (4^e).
SARTHE. — M. Jean-Paul Parisot (2^e).
HAUTE-SAVOIE. — M. Maurice Herzog, anc. secr. d'Etat, dép. sort.
SEINE-MARITIME. — M. Georges Delatre, dép. sort. (10^e).
SEINE - ET - MARNE. — MM. Alain Bourmazel (3^e), Alain Peyrue (4^e), Didier Jullin, dép. sort. (5^e).
SOMME. — M. Joël Hart (4^e).
TARN - ET - GARONNE. — M. Roland Hevin (2^e).
VAUCLUSE. — M. Georges Santoni (2^e).
VENDEE. — M. Alain Chennet (1^{re}).
YVELINES. — MM. Jacques Bachelier (1^{re}), Gérard Godon, dép. sort. (3^e), Marc Lantini, dép. sort. (4^e), Etienne Platte, dép. sort. de la 4^e de la Seine-et-Marne (5^e), Robert Wagner, dép. sort. (6^e), Pierre Ribes, dép. sort. (7^e), Jean-Pierre Gérard (8^e).
HAUTS - DE - SEINE. — MM. Georges Tranchant (1^{re}), César Chierici (2^e), Jacques Bachelier, anc. secr. d'Etat, dép. sort. (3^e), Georges Goux, anc. min. anc. dép. (10^e), Pascal Savatier (11^e), Patrick Deredjian (13^e).
SEINE - SAINT - DENIS. — MM. François Terranova (1^{re}), Gérard Buisson (2^e), Jean-Claude Albrici (3^e), Raymond Valenet, dép. sort. (5^e).
VAL-DE-MARNE. — MM. Guy Cerutti (2^e), Dumas (3^e), Michel Lambert (4^e), Roland Nungesser, anc. min. dép. sort. (5^e), Robert André Vivien, anc. secr. d'Etat, dép. sort. (7^e), Alain Kasperelt (8^e).
VAL-D'OISE. — MM. Jean-Pierre Delalande (2^e), Bernard Deforge (5^e).
LA REUNION. — M. Michel Debré, anc. premier min., dép. sort. (1^{re}).

MOSELLE : des élus de la majorité sont hostiles à la candidature de Mme Saunier-Seïté

De notre correspondant

Metz. — Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, a annoncé vendredi 28 octobre, à Metz, qu'elle serait candidate aux élections législatives dans la deuxième circonscription de la Moselle (Metz-II) avec l'appui de M. Raymond Barré et « tous les encouragements du président de la République ». Avant même qu'elle ne soit officiellement candidate, elle a suscité l'hostilité d'un certain nombre d'élus de la majorité. Dans cette circonscription actuellement détenue par M. Pierre Kédinger (R.P.R.), qui ne sollicite pas le renouvellement de son mandat, Mme Marie Jundin, radicale, adjointe au maire de Metz, déléguée à la condition féminine de Lorraine, M. Claude Burens, adjoint au maire de Metz et responsable de la fédération départementale du P.R. et M. Jean-Claude Masson, conseiller général de Villerupt, ont fait acte de candidature.

Ce dernier, accompagné de douze maires et adjoints de l'agglomération messine et muni d'un paquet de tracts intitulés « Metz aux Messins », a rencontré la préfète de la Moselle, M. Saunier-Seïté, pour lui demander de renoncer à son projet. Tout comme Mme Jundin, M. Masson a annoncé qu'il maintiendrait sa candidature, mais il n'a pas encore obtenu l'investiture du R.P.R. — Y. B.

(Né le 27 mars 1921 à Sierck-les-Bains (Moselle), M. Pierre Kédinger, avocat, a été élu député en 1968. Réélu en mars 1973, il avait obtenu 13 485 voix contre 10 323 à M. Emile Belland (P.S.), 10 970 à M. Joseph Schaff, ancien député C.D.P., et 4 529 à M. Jean Walgenwitz, rfr., Centre droit.)

● M. Francis Combes, membre du secrétariat national de l'Union des étudiants communistes de France, candidat dans la 4^e circonscription du Val-d'Oise (Nogent, Montmorency), où Mme Saunier-Seïté avait envisagé de se présenter, a déclaré : « Il est plus facile de jouer les fiers-à-bras dans les bureaux des ministères ou devant les caméras de télévision que d'affronter devant les électeurs un étudiant candidat communiste. Nous le savons déjà, Mme le secrétaire d'Etat aux universités est allé-rique aux étudiants. Elle les fuit. »

AÉRONAUTIQUE

Le Salon de l'aviation générale

Des « coucoucs » pour tous les goûts

Si vous désirez acheter un Cessna 310 N, IFR, décapotage complet, classé TPP-2, plein potentiel, ou un Cessna 337 B, âgé de dix ans, VFR, radio-compas, transpondeur, PSV, horizon directionnel, pour 230 000 F, ne cherchez plus : le salon international de l'aviation générale et du marché d'automne de l'aviation de seconde main qui a lieu jusqu'au 30 octobre sur l'aérodrome de Toussus-le-Noble. « Seconde main » et non « occasion », tant il est vrai que, à travers la multitude de révisions, de grandes visites et de démonstrations imposées tout au long de sa vie, un avion ne vieillit pas et que, après douze ou quinze années de vol, il offre toujours la même sécurité qu'un premier jour.

Il y a donc de bonnes affaires à réaliser parmi les quelques cent-vingt avions de toutes natures et de toutes puissances exposées. Du petit biplace à 30 000 F jusqu'au bimoteur de luxe équipé comme un avion de ligne, en passant par quelques hélicoptères, le chaland se trouve confronté au plus vaste choix qu'il soit donné de trouver en France. Avant de connaître une période difficile au cours des derniers mois, le marché

de la « seconde main » a toujours — du fait de la longévité des appareils — été animé sans discontinuer pour attirer l'attention d'une organisation particulière. Propriétaires et acquéreurs, parfois séparés par des centaines de kilomètres, se sont souvent réduits à dialoguer par petites annonces interposées. D'où l'intérêt d'une manifestation comme celle de Toussus-le-Noble. Parallèlement, le Salon d'automne présente les gammes d'avions neufs offertes par les principaux constructeurs français et américains, en tout une trentaine d'appareils. Mais cette manifestation n'enthousiasme guère certains fabricants, qui, selon eux, font double emploi avec d'autres salons, tel celui du Bourget. Ils lui reprochent aussi de ne s'adresser qu'à des amateurs déjà pourvus de matériel ou simplement venus rêver devant les machines. Ils accordent, en conséquence, davantage d'intérêt à l'exposition d'aviation générale organisée depuis cette année dans le cadre de la Foire de Paris. Touchant un public très vaste, une telle manifestation ne peut, dit-on, chez les constructeurs, qu'élargir un marché jugé bien trop étroit.

JAMES SARAZIN.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt en date du 9 juillet 1977, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné DREYFUS Raymond, né le 20 avril 1922 au RAJOUR, chirurgien-dentiste, demeurant à PARIS (8^e), 217, rue du Faubourg-Saint-Benoît, à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission volontaire de passation d'écritures.

Par arrêt en date du 20 avril 1977, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné SARFATY Charles, né le 23 février 1909 à TUNIS (Tunisie), étant de société, demeurant à PARIS (7^e), 23, quai Anatole-France, à six mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour fraude fiscale.

Par arrêt en date du 6 mars 1977, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné :
1) LECOMTE Roger, né le 4 juin 1914 au Havre, représentant, demeurant à PARIS (12^e), 24-26, rue Siquet, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 3 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures inexactes ou fictives ;
2) LECOMTE Françoise, épouse LECOMTE, née le 13 mai 1941 à LA CHAPELLE, sans profession, demeurant à PARIS (12^e), 24-26, rue Siquet, à trois mois d'emprisonnement avec sursis pour complicité de fraude fiscale et complicité de passation d'écritures inexactes ou fictives.

Par arrêt en date du 17 janvier 1977, la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné Raymond BERTIN, né le 9 avril 1914 à PARIS (10^e), demeurant à SAINT-MANDE (94), 4, avenue Marillon, à trente jours d'emprisonnement avec sursis, 10 000 F d'amende et dix ans de suspension du permis de conduire pour fraude fiscale.

EX 112150

Le Monde

Société et culture

LA CLOTURE DU SYNODE DE ROME

Les évêques ont adopté un « message au peuple de Dieu »

Consacré au renouveau de la cathédrale, le cinquième synode, qui a réuni à Rome plus de deux cents évêques depuis le 30 septembre, s'est terminé, ce samedi 28 octobre, par une allocution de Paul VI (lire page 28).

Le document (final, sous forme de « Message au peuple de Dieu ») a été adopté, vendredi soir, par 90 % des voix.

Rome. — Fait unique dans les annales des synodes : la moitié d'une assemblée plénière a été consacrée aux médias. Les évêques ont affirmé s'intéresser aux moyens de communication sociale. A dire vrai, il ne s'agit pas d'une attention désintéressée, mais plutôt de ce que les traités de morale catholique de jadis appelaient « l'amour de la concupiscentia » (c'est-à-dire égoïste). Désormais, et pour ainsi dire jalouse de l'influence de la presse et de la télévision, la hiérarchie se demande comment mettre cette influence à son service et à celui

après l'inclusion de plus de neuf cents amendements au projet original. La version définitive, en latin, devait être remise au pape et rendue publique ce 28 octobre.

Commentant l'ensemble des travaux à Radio-Vatican, le 28 octobre, Mgr Roger Etchegaray, président de la conférence épiscopale française, a loué le courage

des évêques, « qui n'ont pas lâché dans l'ombre aucun des grands problèmes que soulève aujourd'hui le renouveau de la cathédrale dans un monde en transformation. Nous laissons au pape une masse impressionnante de documents, ce qui prouve que lui seul peut projeter sur l'Eglise et sur l'humanité », a ajouté le prêtre français.

De notre envoyé spécial

dans des journaux non confessionnels contribuant ainsi à jeter « le trouble dans les esprits ». En dépit de déclarations générales, les évêques n'appréhendent guère la liberté d'expression des médias. Au Vatican, pendant le synode, on se donne beaucoup de mal pour fournir de la matière première à la presse. Mieux vaudrait dire de la « matière seconde » parce que, dès qu'il ne s'agit plus de discours du pape, les journalistes n'ont droit qu'à des versions très condensées des interventions synodales. Le texte intégral reste, en effet, « secret », et il n'est guère fréquent que les évêques à titre individuel s'autorisent à enfreindre le règlement. Tout le monde déplore ce secret en privé, mais il persiste néanmoins pour des raisons obscures. D'ici, la plupart du temps, l'impossibilité pour les journaux de citer des textes rigoureux ; d'où le danger de déformer et d'émousser la pensée transmise. Le risque était d'autant plus grand que les évêques ont été invités, cette année, à fournir eux-mêmes le résumé de leur

ment quantité de documents catholiques qui parlent d'eux-mêmes, mais aussi un étonnant d'opinion qui fait droit aux conceptions des chrétiens. Au Vatican, pendant le synode, on se donne beaucoup de mal pour fournir de la matière première à la presse. Mieux vaudrait dire de la « matière seconde » parce que, dès qu'il ne s'agit plus de discours du pape, les journalistes n'ont droit qu'à des versions très condensées des interventions synodales. Le texte intégral reste, en effet, « secret », et il n'est guère fréquent que les évêques à titre individuel s'autorisent à enfreindre le règlement. Tout le monde déplore ce secret en privé, mais il persiste néanmoins pour des raisons obscures. D'ici, la plupart du temps, l'impossibilité pour les journaux de citer des textes rigoureux ; d'où le danger de déformer et d'émousser la pensée transmise. Le risque était d'autant plus grand que les évêques ont été invités, cette année, à fournir eux-mêmes le résumé de leur

Des informateurs officiels fort compétents sont toutefois à la disposition des journalistes. Mais leur tâche est très lourde. Comment pourrions-nous faire autre chose que des synthèses rapides ? Il n'est d'ailleurs pas le droit de distribuer des textes complets, ce qui pourtant serait le seul moyen d'être à la fois rapide, efficace et totalement sûr. L'opinion publique a le droit de savoir que l'information synodale est approximative, lente et incomplète. Beaucoup plus pour des raisons techniques qu'idéologiques.

En fait, l'Eglise n'a presque rien à cacher de ce qui se passe dans un synode. Les interventions sont remises par écrit la veille à la présidence et les propos qu'elles contiennent ne sont guère exploités : l'auto-censure joue. Le problème est ailleurs : il est dans la méfiance persistante à l'égard des médias et dans le désir du Vatican de manifester qu'il reste seul maître de l'information (1). Dans l'esprit des bureaux du Vatican, ce sont en définitive les mass media et donc l'opinion publique, qui sont au service de l'Eglise. Et non l'inverse. Tel est le propre de tout régime oligarchique.

Le jour du synode aura eu une dimension collégiale et ses coulées franches, il est possible que la situation évolue.

H. F.

Une conférence de presse du cardinal Baggio

« Tous les chrétiens devront être des catéchètes »

De notre envoyé spécial

Rome. — Le synode en rose : tel est le résumé que l'on peut faire de la conférence de presse prononcée le 27 octobre par le cardinal Sebastiano Baggio, co-président de la session, prêtre de la congrégation romaine pour les évêques, et qui passe pour être dans le peloton de tête des « papabili ».

Avec habileté, l'orateur a énuméré les qualités de ce synode. Sans aucune contrepartie. Ni « limite », ni « agressivité », le synode n'a manifesté ni « repli », ni « immobilisme » de l'Eglise, ni « monotonie », mais une fraîcheur, un élan et une unité d'un dynamisme insoupçonné. Le cardinal Baggio a cherché noise aux commentateurs qui s'étaient plaints — paradoxalement et son avis — de la concordance des Pères alors que celle-ci s'est révélée un « cadeau de Dieu ».

Avec maestria et un sens aigu de la synthèse, le prêtre a résumé, ensuite, les principaux apports de l'assemblée : l'urgence de transmettre la parole de Dieu d'une manière compréhensible et adaptée ; nécessité d'éviter « les mutilations, les éliminations et les contortions » du message du Christ, en sachant mettre en relief « son caractère, sa douceur et son espérance ».

« Tous les chrétiens devront

être, en quelque sorte, des catéchètes et induire les hommes d'aujourd'hui en tentation de croire ».

« Le synode, a-t-il conclu, n'est ni un fait sans importance ni un événement uniquement interne à l'Eglise. Il est donc de l'avis et appelle au sens de la responsabilité ».

La mariée est-elle trop belle ? Le cardinal Baggio est en tout cas plus convaincu que convaincant. Sa cordialité apparaît comme le produit de la Curie renouée par Paul VI, qui se veut pastoraux, bienveillants et ouverts aux Eglises locales. L'extrême sélection qu'il manifeste avec une emphase typiquement italienne part sans doute d'un bon sentiment : celui de persuader les journalistes, surtout les plus réticents, que l'Eglise est ouverte à l'extérieur et qu'il ne s'agit pas d'une assemblée aussi exemplaire.

L'absence totale d'auto-critique ne laisse pourtant pas d'être embarrassante. Comment ignorer le déclin quel qu'il soit de l'Eglise institutionnelle et le masochisme de la jeunesse ? Comment contester qu'un nombre considérable d'évêques ne semblent plus en phase avec les réalités ?

HENRI FESQUET.

de l'Eglise (la distinction n'est pas superflue). Avec une modestie qui les honore, les évêques se rendent compte qu'ils ne sont pas compétents en la matière et qu'on ne s'improvise pas journaliste ou débiteur à la radio. D'où le souci explicite exprimé au synode de s'attacher à la formation pour faire éventuellement meilleure figure.

Même s'ils ne le disent pas toujours, il est évident que beaucoup d'évêques sont passablement affligés de la manière dont les professionnels de la presse rendent compte, présent et futur, des événements religieux. Exception faite des organes sur lesquels la hiérarchie exerce un droit de regard direct ou indirect — ils se rendent régulièrement — les autres, disent-ils, prennent des libertés de mauvais aloi ; ou bien ils contribuent à miner l'autorité ecclésiastique, ou bien ils exposent des points de vue plus ou moins éloignés de la « saine doctrine ». Circonstance aggravante, des laïcs engagés mais fort pieux, des théologiens célèbres et jusqu'à tel ou tel évêque préfèrent écrire

rendre de grands services à l'Eglise, pourraient améliorer leur formule : le souhait en a été exprimé au synode.

Les représentants de la conférence épiscopale des Etats-Unis ont précisé avec un cynisme inconnu : « Si l'est presque impossible de songer à recourir aux pressions laïques comme véhicule direct de la cathédrale, les catholiques devront néanmoins essayer (sic) de collaborer activement avec elle en leur fournissant des informations. L'intention serait louable si les hommes d'Eglise reconnaissent — ce qui est évident — que malgré leur agnosticisme de principe les journaux laïcs diffusent non seule-

Lors de la série d'attentats commis en France après l'annonce de la mort d'Andreas Baader, une seule personne a été arrêtée : M. Christian Guillaume, vingt et un ans, coursier qui avait été surpris à Paris, dans la nuit du 19 au 20 octobre, à l'entrée d'un immeuble, avec un revolver et des explosifs. Il mettait le feu à un autocar de tourisme allemand vide de ses occupants (le Mourde - du 23 octobre). Il a été condamné, vendredi 28 octobre, à quatorze mois d'emprisonnement, dont sept avec sursis, par la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris, siégeant en audience de flagrant délit sous la présidence de M. Jean Lassus.

« J'ai été ma victime sur cet autocar », déclare Christian Guillaume. C'était un symbole. C'est comme si j'avais brûlé un autocar, représente-t-il. Au moment de la reprise des bombardements sur le Nord-Vietnam. Le président Lassus a rappelé que le prévenu, après avoir passé la soirée chez ses parents, avait acheté deux bidons d'essence, puis avait été dans Paris à la recherche d'un « objectif ». Le même homme n'avait apparemment ni la détermination ni l'adresse d'un poseur de bombe. Son pantalon avait commencé à brûler et l'incendie qu'il avait allumé s'était rapidement étendu.

Christian Guillaume a affirmé n'appartenir à aucun mouvement ni à aucun groupe. Comment s'est-il décidé à commettre cet acte qu'il qualifie d'« un peu fou » ? Dans le box, grand jeune homme au regard pâle répond posément aux questions du président et du substitut.

« J'ai appris, dit-il, par la radio, la mort suspecte d'Andreas Baader et de ses camarades. Ces suicides

bizarres posaient des problèmes, surtout si l'on sait qu'il y avait déjà eu la mort surprenante d'Ulrike Meinhof en prison. Alors, j'ai voulu représenter, par ce geste, un acte de révolte. J'ai éprouvé spontanément le besoin de m'attaquer à un symbole... »

Seul condamné

Approuvé-t-il la violence, le terrorisme ? Christian Guillaume ne se départit pas de son calme, même si le représentant du ministère public le presse de questions à ce sujet. « L'instauration de la société socialiste à laquelle je crois, répond-il, n'est pas l'affaire d'un groupe armé, mais de la majorité de la population et des travailleurs qui doivent prendre en charge leur propre sort et non déléguer leurs pouvoirs à des groupes », d'autre part, il précisera son opinion : « J'ai dit et je redis que je condamne les détournements d'armes. Ce que j'ai fait ce n'est pas du terrorisme. C'est un geste de révolte et non de révolution ».

Un témoin, professeur de Christian Guillaume, a déclaré que son ancien élève « avait toujours des rapports très droits avec les autres », mais il a précisé qu'il « avait des difficultés pour traduire ses idées. C'est un être solitaire. Il éprouve, je crois, des problèmes pour se faire entendre. Son geste est peut-être un appel ».

Se déclarant très insatisfait de ces réponses, le substitut du procureur de la République a brièvement tranché le débat : « Vous vous êtes fait le vengeur de Baader, et voilà tout », a-t-il dit au prévenu avant de faire remarquer au tribunal que « les faits étaient déjà remarquablement graves » et que, d'autre part, « l'attitude de Christian Guillaume est particulièrement inquiétante ».

L'inauguration du temple bouddhique de Paris

Sagesse, douceur et piété

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a présidé, vendredi 28 octobre, l'inauguration du temple bouddhique de Paris, au bois de Vincennes, en présence de M. Jean Sainteny, ancien ministre, président de l'Institut international bouddhique, et de M. Paul Arnold, président de la Communauté bouddhique de France. De nombreuses personnalités religieuses ont assisté à la cérémonie, les bouddhistes venus de toute la France et de l'étranger, mais aussi représentants catholiques, juifs et musulmans.

L'ouverture du temple bouddhique de Paris était attendue depuis longtemps. C'est en 1969 que l'Institut international bouddhique s'était constitué avec pour objectif premier l'édification sur un terrain du bois de Vincennes offert par la Ville de Paris d'un pagode destinée aux adeptes français du bouddhisme. Une première proposition avait été faite en 1971, en vue de la construction d'une pagode et l'aménagement d'un jardin exotique.

Mais, faute d'avoir pu réunir les fonds nécessaires, plus de 2 millions de francs, — on s'est replié sur une solution moins coûteuse : le don par la Ville de Paris des bâtiments du Musée du Bois, situés non loin du lac Daumesnil, à savoir deux pavillons et un hall édifiés en 1898 et remaniés à l'occasion de l'exposition coloniale de 1931.

Le bâtiment principal est l'œuvre des architectes Bolléau (l'un des constructeurs du palais de Chaillot) et Barrière. Il a été restauré par l'architecte de Baume-laure de Ruppert pour devenir le temple bouddhique de Paris. Le toit, en particulier, a été entièrement refait avec cent quatre-vingt mille tuillettes en bois de châtaigner, taillées à la hache. Les solives, les poutres, les corniches, les toitures seront restaurées à leur tour pour abriter une bibliothèque, une salle de conférences et un lieu d'accueil pour

les moines bouddhistes, résidents ou de passage. Selon M. Paul Arnold, cette « étape décisive » est un des signes des « incessants progrès » enregistrés par le bouddhisme en Europe et surtout en France. Puis le président de la communauté bouddhique de France a souligné le caractère sans précédent de ce nouveau centre culturel et culturel. « Il existe en Europe, comme en Asie, de nombreux temples bouddhistes, a-t-il dit, mais chacun d'eux est consacré à une des nombreuses écoles, ou sectes, bouddhistes. Or, pour la première fois dans l'histoire du bouddhisme, toutes les écoles trouveront sous le même toit un lieu de réunion, où chacun pourra pratiquer ses rites selon sa propre tradition. »

Une exhortation de M. Chirac

Après avoir écouté le vœu formulé par M. Sainteny « puisse ce lieu de méditation, de sérénité et de sagesse devenir un lieu de rencontre, de rapprochement et de réconciliation », M. Chirac a évoqué, à son tour, la réputation de « tolérance et d'accueil » de la France, et il a exhorté l'Occident, dans une « confrontation fraternelle, qui n'est pas un syncretisme facile », d'écouter « la leçon de sagesse, de douceur et de piété » donnée par le bouddhisme. Le nouveau temple, qui sera bientôt consacré religieusement, abrite une statue monumentale du Bouddha due au sculpteur français François Moser. Haute de 9 mètres, elle est faite de plusieurs nappes de tissu de fibres de verre noyées dans de la résine et recouvertes de feuilles d'or à 23 carats.

ALAIN WOODROW.

JUSTICE

Dans les Alpes-Maritimes IMPORTANT DÉTOURNEMENT AU PRÉJUDICE DU CRÉDIT AGRICOLE

(De notre correspondant.)

Nice. — Le peintre Serge Mendjisky, de son véritable nom, Serge Mendjicki, âgé de quarante-huit ans, inculpé, jeudi 27 octobre, d'escroquerie et d'émision de chèques sans provision, a été placé sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Nice sur décision de M. Jean-Yves Monfort, juge d'instruction à Grasse. Le peintre est accusé d'avoir, en usant de sa notoriété, détourné 7,5 millions de francs au détriment du Crédit agricole de la Côte-sur-Loup et un million au préjudice des P.T.T. (chèques postaux de Marseille).

Cet incident rappelle ce qui s'était produit en 1974 lorsque le décès d'un horticulteur de Venise, M. François Faye, colonel de réserve de l'armée de l'air, avait révélé un passif de 40 millions dans son entreprise. Parmi les établissements lésés, la Caisse régionale de crédit agricole des Alpes-Maritimes, dont le président avait alors démissionné, accusait un préjudice approchant les 10 millions de francs.

C. F.

INCIDENTS AU TRIBUNAL PERMANENT DES FORCES ARMÉES DE LYON

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Des incidents se sont produits, vendredi 28 octobre, au tribunal permanent des forces armées de Lyon, où l'on jugeait pour « insubordination et désertion », M. Claude Harmon, vingt et un ans. Aux cris de « Non à la justice militaire, justice d'exception », des militants du groupe Insoumission-Lyon et des sympathisants de l'Inculpé ont protesté lorsque le commissaire du gouvernement a réclamé une peine de prison ferme d'une année. Le président a alors donné l'ordre de faire évacuer la salle.

Au cours de cette opération, qui a été menée selon les manifestants « avec brutalité », des coups ont été échangés et des vitres de la salle d'audience ont été brisées. Un peu plus tard, les policiers ont interpellé vingt-trois jeunes gens et jeunes filles. Retenus quelques heures, ils ont ensuite été relâchés. Ils seront poursuivis sur citation directe. Quant à M. Claude Harmon, il a été condamné à huit mois de prison ferme. — R.F.

SCIENCES

● L'Union soviétique a lancé, vendredi 28 octobre, un nouveau satellite de télécommunications, Molnia-3, annonce l'agence Tass. Comme les précédentes satellites de la même série, il est destiné à assurer les liaisons radio, de téléphone, de télégraphe et de télévision.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de Valenciennes
75247 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
198 F 195 F 233 F 278 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
198 F 278 F

ÉTRANGER
(par mandat)

1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS-SUISSE
133 F 238 F 263 F 488 F

2. — TUNISIE
173 F 233 F 478 F 628 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

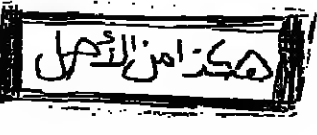
Les abonnements qui paient par chèque postal (avis de versement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Les changements d'adresse doivent être prévus au moins deux semaines (ou plus) ; non abonnés demandent une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez m'envoyer l'adresse de votre journal.

Capital de l'imprimerie.



ARTS ET SPECTACLES

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Dans la main du discobole.

Le discobole jazziste ne sait plus où donner de la main, tant les disques abondent. Il faut relancer, cet automne, quelques-uns d'entre eux seulement pour le lancer hebdomadaire. Le « Volume 20 » de l'intégrale de Fats Waller, avec l'Original Flat Blues — les blues sont si rares chez Fats — (R.C.A. collection Black and White 42 037). La série « Montreaux 77 », avec notamment Ray Bryant (Pablo 2308 201), Oscar Peterson (Pablo 2308 208), Dizzie Gillespie (Pablo 2308 211). Le « Dinner Music » de la pianiste Carla Bley, entourée de ces très grands musiciens qui sont Roswell Rudd, Michael Mantler, Richard Tee, Eric Gale, Cornell Dupree (Wait 2312 106). Le « Good News from Africa » de Dollar Brand, très éloquent par le climat sonore et la sensibilité harmonique, tous deux évocateurs de l'Afrique. « Flowers » enregistré par Duke, Mingus et Roach (Enja 204, distribution Soul Poster). Le « Ad Lib » de Michel Gallier, avec son merveilleux « Que pasa loubou » (Musica R 3010). Le « European America » de Jef Gilson, enfin, qui répond persuasivement à la question : « Le Big Band peut-il, aujourd'hui, renouveler les thèmes, et leur traitement, et le mode d'intervention des solistes dans la machine orchestrale ? » (Palm 28).

Sigma-Jazz à Bordeaux.

A partir du 2 novembre, et pour un mois, s'installe à Bordeaux, le Sigma Jazz. C'est le plus grand événement musical par les Grecs aux Phéniciens, grands navigateurs, signe que le Bordeaux portuaire a repris, par coutume, et aussi parce qu'il exprime, dans la convention méditerranéenne, les quantités adossées (or Bordeaux se voit, chaque mois de novembre, le rassembleur, en art, de toutes les expériences). Dans le programme, outre des actions contemporaines, le jazz a sa place, comme on sait. Cette année, Sigma propose : Pepper Adams Quartet, Bobo Stenson Trio, Charles Tolliver Quartet (vendredi 4 novembre, à 20 h. 30, au Théâtre Femina, rue de Grassi), MK 3 Trio, Spirale Duo, Mettrigarte Duo (samedi 5 novembre, à 17 h. 30, à l'Auditorium de Radio-France, rue Ernest-Renan), Jacques Thollot Quintet, Sam Rivers Trio (samedi 5 novembre, à 23 h., au Théâtre Alhambra, rue d'Alton).

* Renseignements : Sigma, Bordeaux. Tél. : 44-16-86 et 44-16-30.

Le Cohelme sur la péniche.

Les membres du Cohelme Ensemble font partie des nombreux enfants de M. Le groupe, né en 1968 des soirées chaudes, rassemble quelques vieux amis, dont les syllabes des noms servent à composer cet autre nom, globalisant, ce nom du mystère, Cohelme. Dix années ou presque de travail, de recherche, d'implication dans la vie du jazz, ont fait de cette équipe l'une des plus estimées de France. Elle a cherché, elle aussi, un point de chute et, souhaitons-le, un point d'ascension. Un dimanche sur deux, elle joue ou fait jouer sur une péniche du canal Saint-Martin, quai de Valmy, face à la rue du Terrage, à 21 heures. Dimanche 30 octobre : le groupe Harmonicord.

* Renseignements : 205-40-39.

Silence rue Campagne-Première.

Fermé pour trois mois, en juin dernier, pour cause de bruit (Le Monde du 9 juin), le théâtre Campagne-Première, qui s'était signalé par des concerts de jazz et musique extra-européenne d'excellent qualité, n'a toujours pas ouvert ses portes. Un nouvel arrêté de fermeture, pour raisons de sécurité, a, en effet, été émis, début septembre, à sa direction. Celle-ci affirme que toutes les prescriptions demandées par la préfecture de police ont été exécutées et constatées par huisserie. Carole Chalem, responsable du théâtre, a décidé d'entamer une grève de la faim.

Théâtre

« L'ÉDEN-CINÉMA », de Marguerite Duras

(Suite de la première page.)

Chez les libraires, les œuvres de Marguerite Duras sont de plus en plus demandées. Nous comprenons maintenant que la voix de Marguerite Duras, si personnelle, est la plus vraie et que sa pensée, si singulière, est la plus juste. Or jamais peut-être la voix de Marguerite Duras n'est si évidente ni sa pensée si riche que lorsqu'elle parle de son enfance en Indochine, de sa mère, de son frère, des habitants de ce pays, comme dans l'« Eden-Cinéma ».

Voix de Marguerite Duras si proche que le public devrait cette fois essayer de se défaire d'une vieille habitude, et commencer par lire, dans la solitude, le texte de la pièce. Ce texte se lit aussi aisément que celui d'un récit, d'une histoire. Marguerite Duras est parvenue à un degré de naturel, de liberté familière, où il n'y a plus de séparation entre le texte d'un roman, d'une pièce de théâtre, d'un film ou d'un entretien au petit bonheur avec quelqu'un qui est là. Tout est de la même substance, aussi simple, tout apporte le même plaisir de l'esprit et n'importe quel lecteur déstendu, simplement ouvert, aura presque plus de plaisir à lire le texte d'une pièce

de Marguerite Duras, parce qu'après cette lecture, la lecture d'une pièce a mérité tout un petit ciel changé, une autre odeur, cela fait penser à cette émotion heureuse, légère, que ressent tout un monde qui passe de chez nous, par exemple, en Italie ou ailleurs : ce sont là aussi des maisons, des enfants et des hommes, des arbres, mais ce n'est pas la même chose, et cette différence touche le cœur.

Oui, c'est cela, lorsqu'on lit un texte de théâtre de Marguerite Duras, la lecture n'est pas plus difficile que spéciale que celle d'un récit, mais il y a cette petite émotion merveilleuse en plus.

Elle pousse la lecture à cette faculté immense : son pouvoir de suggestion est infini. Tout ce que décrit Marguerite Duras, dans cette pièce près de la mer et de la frontière du Siam, avec les cris des enfants, le riz chaud qui fume, le vent, tout nous le percevons, comme si chaque cellule du cerveau du lecteur avait des yeux pour voir, un nez pour sentir, des doigts pour effleurer les choses. Tel est l'ascendant d'un grand écrivain.

Vision magique de la lecture, d'une acuité si sélective qu'il y a un moment dans le texte de la pièce, où Marguerite Duras présente qu'un théâtre ce sera moins « complet », il manquera quelque chose. C'est

ce qu'elle appelle « un manque à voir ». Elle dit : « Ici, je vois cette auto noire qui avance dans la forêt, le long des montagnes du Siam. La piste droite qui va vers les terres du barrage. » Cela, au théâtre, nous ne pourrions pas le voir. Nous ne verrons que ce qu'il y aura en réalité sur la scène.

Au théâtre, les yeux des cellules mentales ne nous représenteront pas des images qui ne sont pas là, comme quand nous lisons, ces images, par exemple, d'une auto qui roule sous des arbres. Les yeux du visage verront les acteurs, le décor, les costumes, et les yeux du cerveau, seront plutôt des phares qui éclaireront des pensées, des souvenirs ou des impressions non visuelles.

Mettant en scène l'« Eden-Cinéma », Claude Régy a réduit autant que se peut la « théâtralité », comme il dit, c'est-à-dire la liberté de suggestion de la lecture. Il a voulu un peu recommencer ce que Marguerite Duras a si bien fait dans son film Son nom de Venise dans Calcutta, où nous entendons des voix, des dialogues, des chants et où Marguerite Duras nous fait exercer une sorte de « lecture par l'oreille seulement », puisque de ce qu'elle nous raconte, de cette histoire située en Asie, nous voyons seulement les images sombres, peu distinctes, d'un parc désert la nuit, d'une maison vide sans lumière, ou ce film est l'une des œuvres de loin les plus « monstrueuses » de l'histoire du cinéma, et, à ce propos, il faudrait reprendre les pages géniales qu'a écrites Gaston Bachelard sur l'imagination suscitée par l'écoute, l'écoute cette fois radiophonique.

Nous restons en famille parce qu'il apparaît clairement à nos yeux que les deux inventeurs, les deux explorateurs français les plus personnels de ce temps sont bien Marguerite Duras et Gaston Bachelard.

Claude Régy a donc réduit au minimum les éléments visuels de représentation de l'« Eden-Cinéma ». Le texte de la pièce est transmis sur tout par les voix, distinctes et sublimées, de Madeleine Renaud, Catherine Sellers, Bulle Ogier, Michel Lonsdale, Jean-Baptiste Maistre, les deux bougent peu dans un décor vide. Les objets sont simples : par exemple, une chaise, un meuble de papier brun d'emballage, deux planches de bois blanc : ils permettent de « lire » autre chose que ce qu'ils sont.

Un spectacle aussi contenu, occultant le moins possible une parole forte et belle, provoque chez le public une aventure intérieure très fervente.

MICHEL CURNOT.

* Théâtre d'Orsay, 20 h. 30.

MICHEL BOUQUET EST NOMMÉ PROFESSEUR AU CONSERVATOIRE

Michel Bouquet vient d'être nommé par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, à la tête du Conservatoire national d'art dramatique, sur proposition du directeur Jacques Rosner. L'acteur, qui prendra ses fonctions dès le 2 novembre, succède à Julien Berthou, qui était engagé par contrat renouvelable et est atteint par la limite d'âge.

Notes

Cinéma

« Moi, fleur bleue »

C'est un peu comme dans une chanson de Charles Trenet. Un « moi » qui s'exprime à l'égard d'un « toi » mannequin, le réalisateur Jean Le Hong leur fait démontrer que la vie n'est pas aussi prosaïque qu'on le croit. Il faut comprendre le langage de la poésie et des sentiments pour accéder au bonheur. Même Jean Yvonne semble transformé par cette philosophie de clair de lune.

En dirigeant — à contre-emploi — ces quatre acteurs, Jean Yvonne, Spide Home, Jodie Foster et Bernard Giraudeau, le réalisateur Jean Le Hong leur fait démontrer que la vie n'est pas aussi prosaïque qu'on le croit. Il faut comprendre le langage de la poésie et des sentiments pour accéder au bonheur. Même Jean Yvonne semble transformé par cette philosophie de clair de lune.

Le film d'Éric Le Hong évolue entre la drôlerie et la tendresse. Il est optimiste mais pas du tout naïf. La mise en scène, sans tape-à-l'œil ni étalé, arrache les personnages au réalisme quotidien pour les porter tout naturellement vers l'éveil d'une sensibilité. Le cinéma s'élève sur Jodie Foster, mystère de la jeunesse moderne. C'est « Fleur bleue » à sa plus belle langue, rude mais la cour plus du bonnet. Il faut sinner ce romantisme-là.

JACQUES SILLIER.

* Voir Les films nouveaux.

Formes

Le silence et la fureur

Un abîme semble creusé entre la « manière » d'Orlando Pelayo et celle de Xavier Valls, tous deux peintres espagnols de l'école dite de Paris, et sensiblement contemporains. Violence expressive d'un côté, sérénité plus ou moins crispée de l'autre. La confrontation est possible parce qu'ils exposent en même temps.

Pelayo est doublement présent à Paris. Préféré sur deux ans de travail, depuis qu'il est revenu à la figuration, les toiles qu'il montre à Belleville vont bientôt sillonner la province (1). Dans les visions d'un chaos en pleine effervescence d'or émergent les hommes restreints à leur monstrueuse identité, un assisté à une ascension graduelle vers la lumière. Cui pen à pe les fonds sombres s'éclaircissent. C'est patant dans l'immense galerie (2) où l'armée de ces songes réincarnés avec une férocité vengeresse peut se déployer à l'aise. Peut-on en inférer que Pelayo, en toute connaissance de cause, peint dans un état second ? Une force obscure, certes, gaudit sa main. Seulement, c'est une main de peintre, qui se libère en nous libérant nous-mêmes de nos démons — le dessin avéré d'écrire une sous-histoire espagnole, et qui l'est, se hausse jusqu'à l'universel — malaxé la couleur, marie les roses, les mauves, les verts avec une cruauté exquise, transfigure l'horreur en beauté. Une beauté d'autant plus belle que le peintre s'est senti contraint de la sacrifier.

Vivant contraste, la perfection graphique et ébrouée des dessins et aquarelles de Valls (3) devrait nous plonger dans un bain d'euphorie. Ce n'est pas (toujours) si sûr. Il y a trois élites montagnardes dans le mystère inouï émane justement de la précision d'un infatigable crayon. Concis et fouillés — on pense à Séurat mais c'est différent — le Paysage de Montoro, le Montoro magique nous transportent hors du temps. A jamais, Mystère encre que l'apparition dévotée de l'Alcazar de Cordoue, la Porte entrouverte, ou du jardin à travers la véranda. Ne nous flions pas aux apparences des lignes, des péches, des citrons, du vin dans les verres. Ils recèlent une autre réalité, ils font partie d'un monde plus vaste, plus riche, plus complexe, plus inquiétant. Ne nous flions pas aux apparences de la simplicité, c'est un piège — de même que la barre d'Orlando du Cinéma sur la colline ou de la Plage à Cordoue suggère un prolongement plutôt qu'une limite. Avec une volonté parcimonieuse de moyens, Valls s'inscrit dans la lignée du grand Luis Buñuel, dont il a écouté les conseils. Car, même pour exprimer le silence, le « métier » compte terriblement.

A l'effût des premières expositions, je n'ai pas été indifférent à celle de Françoise Dumayet (4). Ses lignes slaneuses, qui finissent dans le Sens de l'air, tantôt fines et serrées, tantôt élargies comme des rubans sourdement multicolores, évoquent dans leurs coupes l'ambigüité d'un tronc en pleine croissance.

Aleas parvient (déjà) à l'incalculable (5). La lumière paraît avoir sensibilisé l'univers. Alléluia, c'est la nuit noire, ou du bleu du même nom sans étoiles, ou l'onde en robe mauve ou verte. Un peu

plus d'attention et ces monochromes d'animement, se nuanceraient à l'infini, centrées autour d'un point légèrement plus clair aux dégradations subtiles à moins qu'une légère entaille, figurée, presque toujours verticale, donne un léger coup d'ongle de la conscience dans un absolu trop entier. Geneviève Ane nous avait accoutumés à ces entailles dans son asur inaccessible. Lui aussi, Aleas peint ses toiles avec un soin méticuleux, mais sans doute avec un faire différent.

C'est en peinture et en poésie que Jean Louvel (6) traite la photographie, qui reste la photographie. Mais le petit port de pêche vendéen de Croix-de-Vie, grâce à de savantes ampositions de diapos, subit mille heureuses métamorphoses. En jouant sur les transparences des clichés accouplés, fondus l'un dans l'autre, en associant les reflets et les couleurs des ciels et des montagnes, de la mer et des bateaux, des silhouettes renversées des maisons de pêcheurs, il crée un autre monde. Le clocher et le village submergés deviennent la légendaire cité d'Ys. Le squelette d'une carcasse en construction s'éclaire des reflets rongeoyants des baches de nylon. Des barques voguent dans les nuages. Les passages de mouettes et leurs ombres portées, leurs silhouettes profilées sur la rive s'associent à l'eau, à l'air, à la lumière « Mirages 77 » : ainsi s'articule cette exposition, qui, la technique aidant, met en vedette des illusions d'optique — l'artiste joue cartes sur table — mais qui confère à ces illusions une vérité plus durable qu'à la réalité tangible dont elles sont issues, parce qu'en espère de cause la réalité c'est le rêve.

Et Jean Louvel ne nous contraindra pas, le rêve est une longue patience.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) M.J.C. les Hauts de Belleville, 52, rue du Boreg.
- (2) Bellechasse Internationale, 28 bis, boulevard de Sébastopol, qui aura à cette occasion une monographie de Pelayo par G. Jurgens.
- (3) Henriette Goussé, 6, rue du Cirque.
- (4) 6, rue Maitre-Albert.
- (5) Christiane Collin, 33, quai Bourbon.
- (6) Galerie de Chevreton, 123, boulevard du Montparnasse.

mercredi 2 novembre 20 h 30

place du 8 mai 1945 Saint-Denis

CLAUDE NOUGARO sous chapiteau

THEATRE GERARD PHILIPPE DE ST-DENIS 53, Boulevard Jules Guesde location 243.00.59

U.G.C. OPÉRA - STUDIO DES URSLINES - OLYMPIC - ENTREPO

PARADIS D'ÉTÉ

Un film suédois de GUNNEL LINDBLOM

Quelques extraits de la presse unanime : « PARADIS D'ÉTÉ est un film important, sensible et intelligent... un plaisir des yeux et du cœur. » Robert CHAZAL (FRANCE-SOIR)

« Une réussite d'une qualité rare... digne du maître inconnu BERGMAN initiateur et coproducteur » Anne DE GASPERI (QUOTIDIEN DE PARIS)

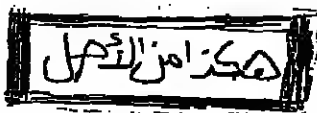
le nouveau film de Bertrand Tavernier

- « Les états du cœur » Jean DEBARONCELLI (Le Monde)
- « Un vrai spectacle à la manière des meilleures comédies italiennes » Robert CHAZAL (France-Soir)
- « Le film le plus libre et le plus riche de Bertrand Tavernier » (Télérama)

«Des enfants gâtés»

MICHEL PICCOLI CHRISTINE PASCAL

GAUMONT COLISÉE - IMPÉRIAL PATHÉ - SAINT-GERMAIN VILLAGE MONTPARNASSE PATHÉ - LES TEMPLIERS



ÉQUIPEMENT

Décentralisation et socialisme

II. — Une nouvelle conception de la vie locale

par PIERRE GAUDEZ

Après avoir décrit la fin de l'explosion urbaine (« le Monde » du 28 octobre), M. Pierre Gaudiez, spécialiste des problèmes d'urbanisation, directeur de la Fondation des villes, poursuit la détermination d'une approche socialiste des problèmes de décentralisation, appuyée sur un projet de M. Edgar Pisani.

Le projet sur la décentralisation des pouvoirs élaboré par la commission Pisani pour le parti socialiste apporte quelque chose de nouveau. C'est un mélange de réalisme et d'utopie. Réalisme parce qu'il prend en compte la réalité spatiale de la France : les villes, ou les « agglomérations », qui regroupent aujourd'hui 80 % de la population, deviennent une pièce essentielle du dispositif de gouvernement.

Parce qu'il ne craint pas de dénoncer ces mythes profondément enracinés et qui entraînent un brouillard permanent : non, la décentralisation du pouvoir au profit d'échelons périphériques ne signifie pas forcément développement de la démocratie ; la régionalisation peut fort bien, et l'expérience récente le montre, servir à étendre et à renforcer la toile d'araignée de l'Etat sur l'ensemble du territoire ; quant à la planification, elle présente des risques de centralisme et de bureaucratie.

Réalisme encore, parce que le rapport rompt délibérément avec les analyses habituelles qui efforcent de découper la réalité en niveaux superposés, de l'Etat à la commune — quelquefois au quartier — et d'attribuer à chacun d'eux des compétences ou des attributions spécifiques. Les innombrables tentatives de décentralisation-déconcentration inspirées de cette vision hiérarchique du territoire ont toutes rencontré les mêmes blocages et produit les mêmes conséquences : l'administration d'Etat reprend ce qu'elle a fait mine de donner ; entre les citoyens et le responsable final s'interposent toute une série d'organismes qui filtrent la demande

sociale, l'interprètent, la cloisonnent, la spécialisent et la dévient ; l'action sociale a tendance à cesser sans cesse après sa « clientèle » ou ses ayants-droit ; son domaine s'étend et se diversifie, son budget ne cesse d'augmenter, les équipements sociaux se juxtaposent indéfiniment, les personnels s'accroissent mais sont toujours insuffisants. Et pourtant les inadéquations augmentent : pour y répondre, les administrations (intérieur, santé, action sociale, équipement...) ne cessent de multiplier leurs organisations périphériques « pour se rapprocher des usagers » : secteurs, circonscriptions, unités de voisinage, services intra-communaux... En même temps, le pouvoir est accaparé par ceux qui savent jouer sur les différentes pièces de ce labyrinthe politico-administratif, et, plus fondamentalement encore, il se noie, se dilue, dans cette spirale inflationniste et de la bureaucratie.

Le rapport Pisani est inspiré par une conception toute différente de l'action publique, elle-même appuyée sur une vision réaliste de la réalité locale (quelle soit communale, départementale ou régionale).

Si, jusqu'à une époque récente, le territoire pouvait être considéré comme une addition d'ensembles fermés, autonomes, dans lesquels il y avait identité entre un espace physique, un espace d'emploi, un espace de l'épargne et de l'investissement, un espace économique et politique, cette époque est définitivement révolue. Aucun problème, de logement d'investissement, d'emploi, n'apparaît en propre à un espace donné.

Mais le niveau local ou régional est le point d'application de toutes les politiques sectorielles du territoire : toutes les actions, selon leur propre logique, ont un niveau transversal par rapport à la société, c'est le lieu où les politiques sectorielles rencontrent des problèmes concrets, réels, qui ne sauraient se réduire à des ayants droit, à des sujets,

ou à des « clients » abstraits de tel organisme spécialisé. Le local, c'est le global, c'est le lieu où pout se retrouver la globalité dans une société où le développement de structures verticales et spécialisées se fait toujours plus fort.

Du coup, la perspective, le projet de gouvernement de la société, sont eux aussi complètement inversés. Aux collectivités de base de gérer l'essentiel et le global, à l'Etat de gérer le reste, c'est-à-dire un ensemble de problèmes limitativement définis et sectoriels. Dans un tel projet, c'est fini des dichotomies habituelles qui confient à l'Etat et à ses services ce qui est important, toutes les tâches de conception et d'innovation, la gestion de l'économie et la vie politique, et qui voudraient confiner les collectivités territoriales dans le marginal, dans les tâches d'exécution et d'application, dans l'aménagement ou la gestion du cadre de vie, dans la vie quotidienne.

Il faut souhaiter que les juristes et les praticiens ne viennent pas

trop vite baliser cet immense champ redonné à la vie politique. Dans l'état actuel du projet, chaque collectivité, quelle soit régionale ou locale, municipale ou départementale, a en charge l'ensemble de la vie sociale de sa vie collective : l'école, l'intérêt, autant que l'emploi, la culture, autant que l'urbanisme. D'où la nécessité pour chaque collectivité de définir son projet de société et, au stade des moyens, de discuter avec les autres, d'échanger, d'arbitrer, de faire des compromis, de passer des accords, en un mot, de faire de la politique.

N'est-ce pas une perspective utopique ?

Bien sûr, c'est un projet volontairement utopique ; mais il ne l'est ni plus ni moins que la volonté d'autogestion dans une société qui développe indéfiniment des systèmes de prise en charge des citoyens et d'un respect de l'équité en matière de pouvoir — dans la ville comme dans l'entreprise — est au moins aussi fort qu'en termes de revenus.

D'abord changer l'Etat ?

De fait, ce débat est au cœur du parti socialiste : il peut lui permettre de donner un contenu concret à l'idée d'autogestion et, à partir de là, de développer sa propre identité par rapport à d'autres forces de gauche ou par rapport à d'autres tentatives de changement de la société.

Pour une grande partie de la gauche, le niveau local est un niveau de gestion. On peut sans doute rendre cette gestion plus humaine, plus démocratique, mais les règles du jeu étant définies au centre, par l'Etat, il faudrait d'abord changer l'Etat. Une bonne politique financière, de bons services municipaux, ne pourraient être mis en place qu'avec un bon ministre des finances et un bon ministre de l'intérieur.

Le sonnet légitime de nombreuses forces locales d'élargir leur base électorale ; la volonté de faire preuve, au niveau des municipalités, de bonnes capacités de gestionnaires et d'un respect politique de la démocratie ; le souci de dédramatiser les objectifs politiques de la gauche ; la volonté d'agir dans l'action le maximum de choses populaires, conduisent de nombreuses équipes locales de gauche à reprendre à leur compte la théorie de la « commune » : celle qui définit la démocratie à l'échelle d'une pratique municipale la moins politisée possible. Le niveau local serait celui de l'humanité, et le capitalisme serait le fait de quelques « rochers » toujours situés ailleurs, très loin, au sommet de

l'appareil d'Etat ou dans quelques familles propriétaires de grands monopoles.

Cette réduction du niveau local à un rôle de gestion, dans le cadre de règles totalement déterminées d'en haut, et l'évacuation des rapports capitalistes en dehors des sociétés locales est une idéologie. En fait, des expérimentations, des innovations qui introduisent de nouvelles pratiques sociales, sont possibles. Elles peuvent, à leur tour, être à la source de nouvelles forces politiques, portées de changements plus globaux de la société.

Pour beaucoup, notamment pour ceux dont les références théoriques relèvent du marxisme, les rapports sociaux, qui sont faits de dépendance, d'aliénation ou d'exploitation, prennent d'abord leur source dans le travail ; et même si la gauche doit être sensible aux exigences concernant le cadre de vie, elle ne saurait tomber dans le mythe de la qualité de la vie.

L'observation sociale et l'expérience de nombreuses équipes locales montrent suffisamment que le capitalisme ne s'arrête pas aux portes de l'usine ou du bureau et que le pouvoir politique local peut réduire les conditions d'exploitation des travailleurs. Les logements les moins confortables ou les moins bien situés, qui n'ont pas accès à certaines valeurs culturelles ou aux formations les plus enrichissantes, qui n'ont pas de choix pour leur consommation ou pour l'usage des services publics, qui sont totalement dépendants dans leur vie de la main d'œuvre, de la production de richesses de toute nature peut être un des rôles principaux du pouvoir politique local.

Un niveau local, le pouvoir politique pourrait plus facilement qu'ailleurs donner aux groupes les plus démunis des occasions de mesurer leur domination et de lutter pour s'en libérer. La liberté d'association, la liberté de donner un pouvoir à propos du logement ou à propos des transports, c'est en même temps leur redonner une capacité de lutte sur leurs conditions de vie, y compris dans l'entreprise.

L'émergence de luttes sociales ayant pour enjeu la ville ou ses quartiers, ou les conditions de logement dans tel immeuble et, d'une façon générale, le cadre de vie, prouve que le lien de travail a suivi la vague d'urbanisation rapide des vingt dernières années. Aujourd'hui, ces revendications et ces contestations ont tendance à s'organiser de manière autonome par rapport à la vie politique. Ces luttes urbaines ont pris naissance au niveau de la vie locale à propos de problèmes concrets, et la plupart du temps en dehors des organisations syndicales et des partis politiques. Leur grande

caractéristique est une autonomie sociale très forte : les revendications, les luttes, les actions, qui sont les acteurs de ces luttes, ne se ramènent pas à des catégories simples et homogènes, comme celles des cadres, des employés et des ouvriers, qui sont les acteurs des luttes sociales plus traditionnelles dans ou autour de l'entreprise ou de l'Etat.

Seule une très forte décentralisation politique au profit des collectivités de base permettrait de relier ces deux formes divergentes de contestation de la société.

Les institutions locales pourraient prendre appui sur ces nouvelles aspirations concernant le cadre de vie, pour dépasser le niveau superficiel (sensible, esthétique ou moralisateur) où elles demeurent souvent, et relier le problème aux causes réelles de la dégradation de l'environnement et de la mauvaise qualité du cadre de vie.

Elles pourraient aussi s'efforcer de constituer de nouvelles alliances entre les classes sociales qui expriment plus volontiers, dans les partis politiques, les syndicats, les comités d'entreprises, et des groupes sociaux tels les commerçants, les employés, les cadres, eux aussi victimes de la concentration capitaliste, même s'ils ressentent leur exploitation davantage dans leur mode de vie que dans leur travail.

Il y a des luttes authentiquement socialistes, même si elles n'entrent pas dans les stratégies des appareils politiques, qui visent à changer la société. Dans l'histoire récente de la France, on constate que bien des batailles qui ont fait bouger la société dans le sens d'une plus grande liberté ou d'une plus grande justice, n'ont pas été inspirées ou conduites par les grandes structures politiques.

Un gouvernement de gauche demain ou pouvoir serait pris dans un réseau de contraintes extrêmement serrées concernant surtout les grands équilibres économiques.

Dans la même période, au revanche, des changements localisés mais généralisables à terme, portant sur de nombreux aspects de la vie sociale (culture, formation, santé, logement, conditions de travail...), pourraient être introduits au niveau local.

Mais il y a au moins une condition à cela. Que les militants qui ont participé à ces luttes, pour la libération des femmes, pour l'ouverture de l'école, pour plus d'égalité dans la justice, pour la sauvegarde d'outils de travail, et qui se retrouvent aujourd'hui dans les collectivités locales ou régionales, n'abandonnent pas ces luttes au profit d'une gestion de type administratif ou technocratique, ou encore au profit d'une utilisation des institutions exclusivement pour des batailles politiques de niveau national.

FIN

Être mieux dans sa commune

(Suite de la première page.)

lla trouvaient dans l'obéissance à la nature toute la sagesse du monde, et dans la succession des travaux de chaque jour le lien harmonieux avec un univers familier.

Quelle épreuve aussi pour les populations industrielles et artisanales de nos villes d'autrefois qui déploient aujourd'hui les déplacements quotidiens fatigants, la dispersion des responsabilités individuelles dans le travail, le doute sur la qualité et l'utilité de ce que l'on produit, doute qui ronge la conscience professionnelle et amoindrit la solidarité avec le commandement de l'entreprise, alors que chacun se sent attaché à la communauté sociale qu'elle forme.

Comment réduire encore davantage les inégalités entre les personnes ? Comment résister à l'éclatement des familles, par le cloisonnement des villas, à l'anonymat des grands ensembles urbains ?

Comment leire lece à l'inquiétude des jeunes, réduire la délinquance et la violence qui rôdent le soir dans les villes et surgissent la nuit au cœur d'un village paisible ?

Ni les pouvoirs publics ni les milieux ne sont restés inactifs devant de tels problèmes. Mantes réalisations et initiatives municipales en témoignent.

Néanmoins, malgré de nombreux et constants efforts de la collectivité nationale, les élus déploient les détachements dans l'organisation et le fonctionnement de l'administration locale : ils citent l'insuffisance des aides de l'Etat, ses réglementations trop contraignantes et uniformes, l'intervention excessive de ses services, les difficultés rencontrées pour assurer la sécurité des citoyens, apaiser les conflits sociaux, développer les activités économiques et sociales, promouvoir l'emploi, sauvegarder l'environnement.

Les citoyens eux-mêmes donnent le sentiment de subir leurs conditions d'existence comme s'ils ne pouvaient les influencer, ou font pression sur l'Etat et les autorités locales par le canal de divers groupements et associations, quand ils ne tentent pas quelquefois de se substituer à l'administration. Chacun aujourd'hui estime en effet ses droits sur la collectivité à la mesure de ses besoins particuliers.

On ne peut qu'être frappé par le fait que les solutions à apporter aux problèmes collectifs de l'existence quotidienne ne soient pas d'abord recherchées sur place. Il est rare que la première réflexion des populations et de leurs élus soit d'organiser la confrontation ouverte des points de vue et de rechercher la mise en œuvre libre et responsable de projets élaborés localement.

Beaucoup saisissent directement l'Etat et sollicitent son intervention multiforme, particulièrement financière.

L'évaluation des moyens qu'il e

affaiblit directement et indirectement à l'administration locale des Français montre qu'il ne se dérobe pas. Mais dans les circonstances nouvelles qu'ont suscitées la crise de l'énergie et le compétitivité économique entre les nations, l'Etat, bien qu'il s'efforce de justifier dans de nombreux cas, ne pourra pas effectuer globalement beaucoup plus de moyens à l'amélioration de l'administration locale, car la croissance économique ne sera plus le même.

Mais, par contre, l'Etat peut changer substantiellement les conditions et les règles d'emploi des nombreux moyens administratifs, techniques et financiers disponibles de telle façon qu'ils soient utilisés avec plus d'efficacité, de diligence et en réponse aux aspirations de la population.

Jusqu'à ce jour, la recherche de cette efficacité supérieure a été contrariée parce que l'Etat et les collectivités locales se sont soupçonnés mutuellement de vouloir se décharger de leurs obligations respectives vis-à-vis de la population, obligations au reste imprécises, bien souvent confondues.

Il faut vaincre cette suspicion.

Organiser la ville

Les questions posées à nos collègues les maires de France prouvent que l'Etat est disposé à envisager des solutions, y compris celles qui consisteraient à limiter son intervention, à libérer l'initiative, à redistribuer les rôles et les moyens, à authentifier des relations contractuelles, dont certaines sont déjà en vigueur, à l'uniformité des procédures et des règlements élaborés de très loin.

Qu'il s'agisse de la façon d'organiser la ville et d'y vivre, de redonner aux campagnes la vitalité, de conformer l'habitat au goût des gens et aux nécessités successives de l'économie et du développement d'une famille, d'assurer l'information de tous sur ce qui les concerne localement autant que sur ce qui se passe sur les autres continents, de régler les temps de travail et de loisirs, les différentes occupations sociales de la journée et de la semaine, d'arbitrer entre les transports individuels ou collectifs, d'éliminer les droits des citoyens et y satisfaire, de reconstituer les liens entre la famille, l'enseignement, l'éducation ou l'orientation, de faire revivre la rue et le quartier, de rompre l'isolement dans les villes, à propos de tous ces enjeux de la vie quotidienne, l'Etat est prêt à envisager que les responsabilités et les moyens de proposer, d'agir et d'intervenir soient répartis autrement.

Il est prêt à changer son rôle de façon à conseiller là où il réglemente, à aider là où il intervient directement. Mais il doit conserver dans son esprit ce que le nation lui a confié en propre et notamment : le garant des libertés, la sécurité des citoyens, l'exercice de la jus-

L'Etat y est prêt, car il reconnaît que la répartition des tâches, des financements et des moyens n'est pas figée.

Aussi les maires doivent-ils résister à la tentation de croire et de dire qu'il suffit d'un effort financier supplémentaire de l'Etat ou de lui transférer des charges nouvelles pour régler les problèmes qui viennent d'être évoqués.

Le gouvernement estime pour l'instant, et sous réserve des conclusions qu'il conviendra de tirer de la consultation des maires, que des efforts locaux, de moyens plus adaptés, dégageant des capacités nouvelles pour l'administration locale des Français, Tai est l'objectif. Il souhaite, parce qu'il le croit nécessaire et de l'intérêt de tous, que les solutions à apporter aux difficultés actuelles soient imaginées et mises en œuvre par les autorités municipales responsables sous le contrôle des citoyens et en réponse à leur initiative : autorités responsables devant le loi certes, mais avant tout devant le peuple, source de la souveraineté et de tout jugement, source aussi des contributions financières nécessaires.

Cette entreprise doit prendre appui sur les communes existantes telles qu'elles sont, diverses et inégales, et viser la reconstruction de la grande famille communale d'autrefois mais autour des nécessités économiques et des servitudes sociales contemporaines.

Sans doute faut-il pour y parvenir que chaque commune soit assurée d'un rôle et d'une capacité adéquates, qu'elle soit clairement liée sur ses droits et ses obligations, qu'elle connaisse les enjeux et les modalités de ses rapports avec ses voisins, de ses relations avec l'Etat et de l'exercice de ses responsabilités vis-à-vis des citoyens.

C'est à l'élaboration d'un tel projet que le gouvernement se consacre, appelant les maires à y participer. Si légitimes et utiles que puissent être les directives et les recommandations diffusées à ce propos, le désir de certains maires d'en tenir compte ne devrait pas faire en sorte que leur réponse personnelle soit privée de la référence à leur expérience et à la diversité des situations locales. Leur méconnaissance entraînerait à cette exceptionnelle consultation son efficacité et ses valeurs.

Dans ce cas, comment ceux-là qui seraient abstenus ou résolus trop tard à répondre, pourraient-ils améliorer demain, vis-à-vis de leurs mandants et devant l'opinion nationale, les imperfections de l'administration locale qu'ils dénoncent aujourd'hui ?

Mais des confidences recueillies, des propos qui m'ont été tenus, et de son rôle d'écoute, le maire doit être convaincu que l'enjeu sera compris et que les maires de France mesureront déjà, quelles que soient leurs orientations politiques, qu'il est bien d'intérêt national.

Ne l'a-t-il pas d'ailleurs déjà fait ? Pour toutes ces grandes et vaines raisons, les maires sont invités moins à débattre en détail des avantages et des inconvénients papiers de telle ou telle formule qu'à aider le gouvernement à trouver les points

d'application essentiels soit d'une réforme d'ensemble, soit de plusieurs réformes successives. Il s'agira après de les mettre en œuvre de façon concertée.

Le grand loi libérale de 1984 a eu l'ambition de doter les autorités municipales élues des moyens nécessaires à l'organisation convenable et équitable de l'administration quotidienne des Français, à l'aménagement de la façon de mieux vivre ensemble.

Les conditions économiques et sociales de son application n'y ont pas fait obstacle jusqu'à la première guerre mondiale. Depuis lors, l'autorité et la vitalité de nos grands villages et petites villes se sont amoindries et la substance vive de la population déplacée vers les grandes cités et les vastes ensembles industriels. Les enjeux de la vie collective locale ont donc changé en proportion.

Aujourd'hui, il nous faut réinventer la vie communale moderne dans la même tradition de libéralisme administratif, garant du libéralisme politique dont nous jouissons.

Cette entreprise doit prendre appui sur les communes existantes telles qu'elles sont, diverses et inégales, et viser la reconstruction de la grande famille communale d'autrefois mais autour des nécessités économiques et des servitudes sociales contemporaines.

Sans doute faut-il pour y parvenir que chaque commune soit assurée d'un rôle et d'une capacité adéquates, qu'elle soit clairement liée sur ses droits et ses obligations, qu'elle connaisse les enjeux et les modalités de ses rapports avec ses voisins, de ses relations avec l'Etat et de l'exercice de ses responsabilités vis-à-vis des citoyens.

C'est à l'élaboration d'un tel projet que le gouvernement se consacre, appelant les maires à y participer. Si légitimes et utiles que puissent être les directives et les recommandations diffusées à ce propos, le désir de certains maires d'en tenir compte ne devrait pas faire en sorte que leur réponse personnelle soit privée de la référence à leur expérience et à la diversité des situations locales. Leur méconnaissance entraînerait à cette exceptionnelle consultation son efficacité et ses valeurs.

Dans ce cas, comment ceux-là qui seraient abstenus ou résolus trop tard à répondre, pourraient-ils améliorer demain, vis-à-vis de leurs mandants et devant l'opinion nationale, les imperfections de l'administration locale qu'ils dénoncent aujourd'hui ?

MARC BECAM.

A PROPOS DE...

L'inauguration de la section Tours-Poitiers

A quoi sert une autoroute ?

M. Fernand Icart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a, à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle autoroute Tours-Poitiers, insisté sur les « utilités sociales » des travaux routiers.

Une autoroute facilite les déplacements ; c'est une fatalité. Au-delà, elle apporte d'autres avantages. « A travers les travaux qu'elle occasionne, la construction, a déclaré M. Icart, une autoroute crée directement et indirectement des emplois, avant même de remplir sa fonction définitive. L'impact obtenu dépend, bien sûr, du degré de participation à l'exécution des chantiers des entreprises régionales et locales de travaux publics. C'est par les groupements de telles entreprises et par le sous-traitance qu'une telle participation est possible, et c'est le raison pour laquelle je veillerai à les encourager chaque fois que cela sera possible. »

« Une autoroute est d'autre part, a expliqué le ministre, un élément d'enrichissement durable des régions qu'elle irrigue, dans la mesure où elle facilite la venue d'entreprises, et, par conséquent, les créations d'emplois. »

La seule perspective de l'ouverture prochaine de l'autoroute Paris-Poitiers a entraîné plusieurs décisions importantes d'implantation industrielle : l'installation de la fonderie de Remeu, à Ligranges (800 emplois), l'installation prochaine à Châtelleraud de la société Stanley Mabo (250 salariés dans une première phase) ; la création à Châtelleraud d'une nouvelle usine d'assure-glaces de la société S.E.V. Marchai (400 salariés) ; l'extension, à Poitiers, de la Société anonyme de télécommunications, qui acquiert, en ce moment même, les terrains nécessaires à l'implantation d'un centre « tertiaire » (100 emplois au moins). Au total, donc, 1.850 emplois auront dans un premier temps été « créés » par l'autoroute.

Ces déclarations montrent un peu de baume au cœur des défenseurs de la route qui craignent que la crise de l'énergie et la « retournement » de la conjoncture mondiale n'entraînent un ralentissement des programmes ambitieux formés au cours des années 60. M. Icart a rappelé le plan adopté par le gouvernement en juin dernier et qui prévoit un doublement en sept ans du réseau des autoroutes de liaison (3.200 sont en service aujourd'hui). Il a déclaré : « un rythme élevé de réalisations autoroutières », et cela « malgré les difficultés budgétaires et financières ». Le pourra-t-il ?

De sérieux doutes ont été émis ces temps derniers sur la possibilité de réaliser conjointement, par exemple, un vaste programme d'investissements nucléaires et les investissements routiers prévus. En 1976, rappelle récemment l'Union routière, le plupart des pays ont réduit leur budget routier et, en France notamment, les sociétés privées concessionnaires des autoroutes paraissent avoir quelque difficulté à rentabiliser leurs investissements aussi rapidement qu'elles le prévoyaient. Ici aussi, un tournant a été pris.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES — MAGHREB : un entretien avec Haim Zaidan.
3. ÉTRANGER — La répression en Afrique du Sud.
4. TRIBUNE INTERNATIONALE — Une politique de la terre brûlée, par André Brink.
5. EUROPE — La conférence de Belgrade.
6. LA FINLANDE

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 11 A 15

- Au fil de la semaine : L'autre violence, par Pierre Vianou-Ponté.
- Lettre de Phnom-Penh : Au royaume des rats.
- Témoignage : Pour trois jours de réveil.
- Radio-Adriatic : Sur Antenne 2, Ruzo dans les Cévennes.
- Point de vue : A propos des décrets sur la désobéissance, une porte se ferme, par Daniel Populius.

- 19-20. POLITIQUE — L'annonce de la loi de finances à l'Assemblée nationale.
20. AÉRONAUTIQUE — La clôture du synode de Rome.
21. JUSTICE — La loi de la semaine.
- 22-23. ARTS ET SPECTACLES — La semaine de la semaine.
- 24-25. ÉQUIPEMENT — Décentralisation et socialisme (II), par Pierre Gaudier.
- 25-26. ÉCONOMIE - SOCIAL — La crise de l'Organisation internationale du travail.
- 26-27. LA SEMAINE FINANCIÈRE ET LA REVUE DES VALEURS

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13 A 16)
Informations pratiques (18)
Carnet (15) ; « Journal officiel » (18) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (18).

L'écrivain américain James Cain est mort

L'écrivain américain James Cain est mort, le 27 octobre, à l'université de Park, dans le Maryland. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Un maître du roman noir

Le nom de James Cain éveillera surtout des échos chez les cinéastes ; car avant d'être reconnu comme un grand romancier, il fut d'abord l'un des auteurs du roman noir américain durant la seconde guerre. Qui ne se souvient en effet, du chef-d'œuvre d'un cinéaste français, adapté aux États-Unis par Billy Wilder, — servi par l'interprétation de l'admirable Edward G. Robinson, *Assurance sur la mort*, adapté du second roman de Cain ? Pourtant, dès 1935, *Le facteur* sonne toujours deux fois avait été la révélation en France de ce style littéraire à coupe de poigne. Feinture de la chute, de l'individu en proie à ses passions, ce contemporain de Wilfred Burget, de Dashiell Hammett et de Raymond Chandler fut l'un des romanciers les plus célèbres de l'Amérique en crise. C'est aussi l'un des créateurs de ce monstre un peu démodé aujourd'hui : la femme fatale.

Il était venu tard à la littérature, en 1934, à l'âge de quarante-deux ans. L'émotion, son premier roman, lui valut une renommée de deux fois, devait le rendre célèbre, par la violence et la brutalité de son style comme par la force de l'intrigue, qui emprunte à la tragédie grecque le mythe de la fatalité. Fervent comme Burnet de la narration objective, Cain a peint des individus médiocres saisis par la passion amoureuse ou l'argent, et qui tentent, sans espoir, d'échapper à la femme fatale, dans une atmosphère réaliste et délicate.

Le style vigoureux et efficace de J. Cain devait faciliter l'adaptation de ses œuvres au cinéma — il écrit d'ailleurs des scénarios pour Hollywood. Ainsi, son « facteur » inspira le premier

(1) 37, rue de Meudon, 92009 Paris. Le plus grand des romans de Cain, *Indulgence en France*, est publié par Gallimard et réédité en collection de poche.

Le numéro du « Monde » daté 29 octobre 1977 a été tiré à 532 176 exemplaires.

A B C D E F G H

UN POLICIER TUÉ, QUATRE AUTRES BLESSÉS La sombre journée du 28 octobre

Au cours de la seule journée du 28 octobre, un policier a été tué et quatre autres ont été blessés au cours de fusillades.

À Paris, vers 17 h. 30, cinq malfaiteurs qui venaient de s'emparer de 400 000 francs de bijoux dans une bijouterie de l'avenue Gambetta, dans le 20^e arrondissement, ont été pris en chasse par un groupe de policiers. Alors que les malfaiteurs s'étaient réfugiés dans un appartement de la rue Ferdinand-Gambon, une fusillade a éclaté. Un inspecteur, M. Gérard Heles, vingt-cinq ans, a été blessé d'une balle à la cuisse. L'un des malfaiteurs a été tué, les quatre autres ont été arrêtés. Leur identité n'a pas été révélée.

À Toulouse, au cours de la nuit précédente, deux commissaires, MM. Christian Jolly, trente ans, et Michel Pagès, vingt-cinq ans, ont été blessés à la jambe dans une fusillade qui les opposait à un repris du justice. Ce dernier, qu'ils s'apprêtaient à arrêter, a réussi à prendre la fuite. Il s'agit de Rio de Loos, condamné à huit ans de réclusion en 1975, incriminé à la centrale de Saint-Martin-de-Bé. Il avait bénéficié d'une permission de sortir le 1^{er} septembre et n'avait pas réintégré l'établissement.

À ce propos, le Syndicat des commissaires de police a publié un communiqué pour déplorer que « des malfaiteurs très dangereux et condamnés à de lourdes peines puissent facilement obtenir des autorisations de sortie dont le bien-fondé est rarement vérifié et au cours desquelles ils se livrent à de nouvelles crimes ».

La même nuit, à Fontenay-le-Fleury (Yvelines), où un jeune inspecteur du commissariat de Saint-Cyr-l'École a été tué et un de ses collègues grièvement blessé par un autre policier (le Monde du 29 octobre), a provoqué diverses réactions. On a appris à cette occasion que le commissaire principal Boussuet, qui commandait cette unité, avait fait l'objet il y a quelques mois d'une pétition de la part de l'ensemble du personnel en civil et en tenue du commissariat de Saint-Cyr-l'École.

Un hold-up a été commis, au casino de Divonne-les-Bains (Ain), dans la nuit du 28 au 29 octobre. Deux malfaiteurs, masqués et armés, ont pénétré dans la salle de jeu. Pendant que l'un d'eux tenait en respect le personnel et les clients, l'autre s'empara, à la caisse, de 1 122 000 francs en billets de banque français.

Un hold-up a été commis, au casino de Divonne-les-Bains (Ain), dans la nuit du 28 au 29 octobre. Deux malfaiteurs, masqués et armés, ont pénétré dans la salle de jeu. Pendant que l'un d'eux tenait en respect le personnel et les clients, l'autre s'empara, à la caisse, de 1 122 000 francs en billets de banque français.

Un hold-up a été commis, au casino de Divonne-les-Bains (Ain), dans la nuit du 28 au 29 octobre. Deux malfaiteurs, masqués et armés, ont pénétré dans la salle de jeu. Pendant que l'un d'eux tenait en respect le personnel et les clients, l'autre s'empara, à la caisse, de 1 122 000 francs en billets de banque français.

Un hold-up a été commis, au casino de Divonne-les-Bains (Ain), dans la nuit du 28 au 29 octobre. Deux malfaiteurs, masqués et armés, ont pénétré dans la salle de jeu. Pendant que l'un d'eux tenait en respect le personnel et les clients, l'autre s'empara, à la caisse, de 1 122 000 francs en billets de banque français.

PAUL VI SE FÉLICITE DES RÉSULTATS « UTILES ET VALABLES » DU SYNODE

(De notre envoyé spécial)

Rome. — Dans son discours de clôture, ce samedi 28 octobre, du cinquième synode, qui a réuni, à Rome, plus de deux cents évêques depuis le 30 septembre, Paul VI a félicité les Pères d'avoir travaillé sur le renouveau de la cathédèse dans un « esprit pastoral » et d'avoir obtenu des « résultats utiles et valables » (lire nos informations page 21). Après avoir résumé un certain nombre de conclusions auxquelles est arrivée l'assemblée, Paul VI a rappelé que le directeur général de la cathédèse de 1971, élaboré par la congrégation romaine pour le clergé, approuvé et confirmé par lui-même, devait être respecté.

À propos du contenu de la cathédèse, Paul VI a évoqué la fidélité envers le dépôt de la révélation, qui exige qu'« aucune vérité essentielle ne soit passée sous silence ». Paul VI s'est déclaré « pleinement d'accord » avec le synode, qui a reconnu qu'« aucune vérité essentielle ne soit passée sous silence ». Paul VI s'est déclaré « pleinement d'accord » avec le synode, qui a reconnu qu'« aucune vérité essentielle ne soit passée sous silence ».

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

Dans son allocution de clôture

(De notre envoyé spécial)

Rome. — Dans son discours de clôture, ce samedi 28 octobre, du cinquième synode, qui a réuni, à Rome, plus de deux cents évêques depuis le 30 septembre, Paul VI a félicité les Pères d'avoir travaillé sur le renouveau de la cathédèse dans un « esprit pastoral » et d'avoir obtenu des « résultats utiles et valables » (lire nos informations page 21). Après avoir résumé un certain nombre de conclusions auxquelles est arrivée l'assemblée, Paul VI a rappelé que le directeur général de la cathédèse de 1971, élaboré par la congrégation romaine pour le clergé, approuvé et confirmé par lui-même, devait être respecté.

À propos du contenu de la cathédèse, Paul VI a évoqué la fidélité envers le dépôt de la révélation, qui exige qu'« aucune vérité essentielle ne soit passée sous silence ». Paul VI s'est déclaré « pleinement d'accord » avec le synode, qui a reconnu qu'« aucune vérité essentielle ne soit passée sous silence ».

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

À l'intention des pays où les droits de l'Église sont contrariés, Paul VI a, en conclusion, lancé un nouveau appel en faveur de la liberté religieuse. — E. F.

Le voyage du premier ministre en Hongrie

(De notre envoyé spécial)

Budapest. — Poursuivant son voyage officiel à Budapest, M. Raymond Barre a eu, vendredi 28 octobre, une série d'entretiens consacrés à l'examen de la situation politique internationale. Le premier ministre a rencontré successivement M. Lazar, président du conseil des ministres hongrois, avec lequel il s'était entretenu jeudi des questions économiques ; M. Pal Lencsés, président du conseil présidentiel, et M. János Kádár, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois (P.S.O.H.), auquel il a remis, au nom de M. Giscard d'Estaing, une invitation à venir en France l'an prochain.

Quatre sujets ont été abordés : les foyers de tension au Proche-Orient et en Afrique, la détente, le désarmement et le problème de la dissémination des armements nucléaires. L'entretien de M. Raymond Barre avec M. János Kádár a duré un peu plus d'une heure. A cette occasion, le chef du P.S.O.H. a longuement exposé la volonté d'ouverture manifestée depuis 1976 par le Hongrie « dans l'esprit d'Helsinki ». Le chef du gouvernement et M. Kádár « sont convenus, souligne-t-on, du rôle que, pour l'important pour le pays, est d'atteindre un niveau de tolérance idéologique entre pays, entre groupes de pays et même à l'intérieur d'un pays ».

Le premier ministre et M. Kádár se sont également entretenus des questions bilatérales et ont affirmé leur volonté de favoriser l'amélioration des relations entre les pays développés, qu'ils soient capitalistes ou socialistes et les pays en voie de développement. M. Barre et Kádár ont décidé d'intensifier les échanges à tous les niveaux entre la Hongrie et la France, notamment entre les ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur, afin de parvenir rapidement à doubler le volume de leurs échanges, qui ne dépassent pas 1 milliard de francs actuellement. Un premier résultat concret a été rendu public par le premier ministre : un centre hongrois de documentation scientifique et technique sera ouvert à Paris en 1978 afin de faciliter les contacts entre les industries des deux pays.

Le premier ministre estime que le développement de la coopération franco-hongroise exigera « un effort continu et patient ». Il a invité M. Lazar à venir poursuivre, l'an prochain à Paris, le dialogue « très franc et très positif » engagé à Belgrade. Il se confirme, en revanche, que M. Giscard d'Estaing ne se rendra pas en Hongrie dans le courant de 1978, comme il en avait été question l'an dernier.

M. Barre devait se rendre samedi matin dans l'est du pays pour visiter une coopérative agricole et, une fois de plus, avant de regagner Paris dans la soirée.

ALAIN ROLLAT.

L'AFFAIRE DU PHARO
DEVANT LE TRIBUNAL
ADMINISTRATIF DE MARSEILLE
(De notre correspondant)

Marseille. — Le tribunal administratif de Marseille a examiné, le jeudi 27 octobre, l'instance introduite par MM. Charles Debassant, président de l'université d'Aix-Marseille-II, Louis Favre, doyen de la faculté de droit, et Fernand Bouillon, directeur de l'Institut des sciences pénales et de criminologie, tendant à obtenir le sursis à exécution d'un arrêté pris au début du mois par le maire de Marseille, M. Gaston Defferre, interdisant l'accès des locaux universitaires du Pharo pour raisons de sécurité (le Monde du 13 octobre). Les demandeurs estiment que cette décision avait été prise par une autorité incompétente. La défense a fait remarquer qu'en aucun cas le tribunal administratif ne peut sursis à statuer quand il s'agit du maintien de l'ordre public.

Le commissaire du gouvernement à Marseille, pour sa part, que la mesure prise par le maire de Marseille, pour garantir quelle soit, ne causant pas un préjudice irréparable, et dans ses conclusions il a demandé que la requête soit rejetée. Jugement à une date ultérieure. — J. C.

Le comité directeur de l'Association nationale pour la liberté au général de Gaulle, qui préside M. Pierre Lefranc, appelle les formations politiques à « faire connaître sans ambages leur position à l'égard des options essentielles qui sont les siennes : le maintien d'une loi électorale majoritaire et de l'intégrité des institutions de la V^e République ; mise en œuvre de la profonde réforme sociale que représente la participation ; garantie de l'efficacité et de l'autonomie de notre défense ; constante manifestation de l'indépendance nationale ».

Brasserie Morraine
les huîtres et le gibier

Les journaux néerlandais ont reçu de nombreux messages revendiquant l'enlèvement de M. Caransa

(De notre correspondant)

Amsterdam. — On ne savait toujours pas samedi matin si l'enlèvement de M. Caransa était purement criminel ou politique. Plusieurs journaux néerlandais ont reçu des coups de téléphone d'inconnus qui revendiquaient l'enlèvement. L'un des correspondants se réclamait de la Fraction armée rouge et demandait la libération de Kunt Folckerts, un membre du groupe Basco. Un autre, après avoir tué un policier néerlandais, Folckerts était recherché en Allemagne fédérale pour complicité dans l'assassinat du procureur général Buback.

Vendredi, en cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le ministre M. De Jongh s'est déclaré « très préoccupé » par cette affaire. Le ministre de la Justice, M. de Graaf, devait revenir spécialement de l'étranger pour prendre l'enquête en main.

La famille a déclaré tout ignorer des motivations des ravisseurs, et elle a refusé que la police mette son téléphone sur écoute. On pense à Amsterdam que, politique ou criminel, cet enlèvement a sans doute été inspiré par l'affaire Schleier. Mais la différence est grande entre les deux hommes. Bien que très populaire dans tout le pays, M. Caransa n'a pas d'influence politique ni de position comparable à celle qu'occupait M. Schleier dans la société onest-américaine.

M. Caransa est le type même d'un « self made man ». Né en 1916, dans une famille pauvre du quartier juif d'Amsterdam, il travaille de l'âge de douze ans dans une blanchisserie. Il exerce son métier de vendeur de chaussures dans le quartier, qui était bourdonnant d'activités de petits commerçants et d'artisans avant la guerre. Il a traversé toute l'occupation sans être arrêté, mais ses parents et ses frères seront déportés. Après la guerre, il se lance dans le commerce de voitures et des surplus militaires. Il se lance ensuite dans les affaires immobilières, particulièrement dans le centre d'Amsterdam, où il est né. Il a été propriétaire de deux des hôtels les plus prestigieux de la ville : l'Amstel — en face duquel il a été enlevé — et l'hôtel américain.

Sa popularité est incontestable. Il possède plusieurs Rolls-Royce.

L'agence Tanyong confirme à Belgrade que, très insignifiant par ses moyens en U.R.S.S. et en Corée du Nord, en France, au Portugal et en Algérie, le maréchal Tito se pourra assumer « pendant un certain temps » ses obligations internationales.

Perturbations dans le trafic d'Afrique. — Un ordre d'arrêt de travail avait été lancé par la section d'Afrique du Syndicat national du personnel navigant commercial (hôtels et steamers) pour le 27 octobre, mardi 1^{er} novembre, de 0 heure à 24 heures, la direction de la compagnie annonce qu'elle assurera la totalité de ses vols long-courriers et envoie le tiers de ses vols moyen-courriers.

Pour tous renseignements supplémentaires, les membres sont invités à appeler, pour la région parisienne, le 836-61-61 ; pour la province, le service de renseignements d'Afrique le plus proche de leur domicile.

Le numéro du « Monde » daté 29 octobre 1977 a été tiré à 532 176 exemplaires.

A B C D E F G H

Brasserie Morraine
les huîtres et le gibier

Brasserie Morraine
les huîtres et le gibier